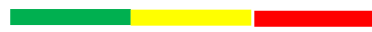




MINISTÈRE DU PLAN
ET DU DÉVELOPPEMENT



RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

08 BP 755 Cotonou
Tél.: +229 21 30 02 54
contact@developpement.gouv.bj
www.developpement.bj

DIRECTION GENERALE DE LA PROGRAMMATION
ET DU SUIVI DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS
RAPPORT D'EXECUTION, GESTION 2015,
AU 31 DECEMBRE

Juillet 2016



Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS	IV
LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES.....	VIII
LISTE DES TABLEAUX.....	VIII
LISTE DES GRAPHIQUES.....	VIII
INTRODUCTION.....	1
1. METHODOLOGIE	2
2. PRESENTATION DU PORTEFEUILLE ACTIF DE L'ETAT, GESTION 2015	4
3. EXECUTION FINANCIERE DU PIP AU 31 DECEMBRE 2015	10
3.1 EXECUTION FINANCIERE PAR SOURCE ET PAR TYPE DE FINANCEMENT.....	11
3.2 EXECUTION FINANCIERE DU PIP GESTION 2015 AU 31 DECEMBRE PAR SECTEUR	12
3.3 EXECUTION FINANCIERE DU PIP GESTION 2015 AU 31 DECEMBRE PAR MINISTERE ET INSTITUTION.....	16
3.4 EXECUTION FINANCIERE DU PIP GESTION 2015 AU 31 DECEMBRE PAR AXE OPERATIONNEL DE LA SCRP	16
3.5 DEPENSES D'INVESTISSEMENTS REALISEES HORS PIP ET HORS CADRAGE AU 31 DECEMBRE 2015	17
3.5.1 Ressources ordonnancées hors PIP par ministère :	17
3.5.2 Ressources ordonnancées, hors cadrage par ministère :	20
4. REALISATIONS PHYSIQUES DU PORTEFEUILLE ACTIF AU 31 DECEMBRE 2015.....	22
4.1 PROJETS ET PROGRAMMES DE GOUVERNANCE.....	22
4.1.1 Ministère de la Défense Nationale	22
4.1.2 PRIMATURE.....	24
✓ Bloc développement : Ex-Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective.....	24
✓ Bloc Evaluation : Ex- Ministère de l'Evaluation des Politiques Publiques, de la Promotion de la Bonne Gouvernance et du Dialogue Social.	31
4.1.3 Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation (MEFPD)	32
4.1.4 Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur.....	38
4.1.5 Ministère Chargé de la Micro Finance et de l'Emploi des Jeunes et des Femmes.....	40
4.1.6 Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme.....	40
4.1.7 Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire	43
4.1.8 Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et des Cultes	45
4.1.9 Ministère Chargé des Relations avec les Institutions.....	47

4.1.10	Ministère du Travail, de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative et Institutionnelle.....	48
4.1.11	Ministère à la Présidence de la République chargé de la Coordination des Politiques de mise en œuvre des OMD et des ODD.....	49
4.2.	PROJETS ET PROGRAMMES ECONOMIQUES ET D'INFRASTRUCTURES	49
4.2.1	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement	49
4.2.2	Ministère de l'industrie, du commerce et des petites et moyennes entreprises	57
4.2.3	Ministère des Travaux Publics et des Transports	59
4.2.4.	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.....	63
4.2.5.	Ministère de L'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développements des Energies Renouvelables.....	95
4.2.6	Ministère de l'Environnement, Charge de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières (MEGCCRPRNF).....	105
4.2.7.	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	111
4.2.8.	Ministère De L'Economie Maritime Et Des Infrastructures Portuaires.....	116
4.3.1	PROJETS ET PROGRAMMES SOCIAUX	117
4.3.1	Ministère de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de Troisième Age (MFASSNHPTA)	117
4.3.2	Ministère de la Culture, de l'Alphabétisation, de l'Artisanat et du Tourisme (MCAAT)	117
4.3.3	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP).....	121
4.3.4.	Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes (MESFTPRIJ).....	125
4.3.5	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)	126
4.3.6	Ministère de La Sante (MS).....	128
4.3.7	Ministère de la Jeunesse des Sports et des Loisirs (MJSL)	136
5	DIFFICULTES.....	139
6.	RECOMMANDATIONS	142
ANNEXES	A
❖	REPARTITION DU PIP GESTION 2015 PAR MINISTERE ET INSTITUTION	A
❖	EXECUTION AU 31 DECEMBRE DU PIP GESTION 2015 PAR MINISTERE ET INSTITUTION D'ETAT	C

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABP	Agence Bénin Presse
AEV	Adduction d'Eau Villageoise
AFIC	Agence Forestière Intercommunale
AGETUR	Agence d'Exécution des Travaux Urbains
APD	Aide Publique au Développement
ARCEP	Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BEPP	Bureau d'Evaluation des Politiques Publiques
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BN CPT	Budget National Contrepartie
BN EXC	Budget National Exclusif
BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CCMP	Cellule de Contrôle des Marchés Publics
CCS	Comités Communaux de Suivi
CDIP	Centres de Documentation et d'Information Pédagogique
CDS	Comités Départementaux de Suivi
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CENATEL	Centre National de Télédétection et de suivi écologique
CIEPP	Cadre Institutionnel d'Evaluation des Politiques Publiques
CNBU	Commission Nationale Béninoise pour l'UNESCO
CS	Cour Suprême
CSPEF	Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers

DASPPP	Direction d'Analyse et de Synthèse des Performances des Projets et Programmes
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DDPD	Direction Départementale de la Prospective et du Développement
DEPOLIPO	Déclaration de Politique de Population
DGB	Direction Générale du Budget
DGIFD	Direction Générale des Investissements et du Financement du Développement
DGPSIP	Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics
DNCMP	Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics
DN-PAM	Direction Nationale du Programme Alimentaire Mondial
DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EMICoV	Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages
ENG.	Engagement
ETARB	Equipe Technique d'Appui à la Réforme Budgétaire
FAT	Fonds d'Assistance Technique
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FEM	Fonds Mondial pour l'Environnement
FNGE	Forum National sur la Gestion de l'Environnement
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GiZ	Coopération Allemande au Développement
HAAC	Haute Autorité de l'Audio visuelle et de la Communication
IDA	Association Internationale de Développement
KFW	Banque Allemande de Développement

LDF	Loi De Finances
MICPP	Micro Crédits aux Plus Pauvres
MERPMEDER	Ministère de l’Energie, de la Recherche Pétrolière et Minière, de l’Eau et du Développement des Energies Renouvelables
MDAEP	Ministère du Développement, de l’Analyse Economique et de la Prospective
OCS	Observatoire du Changement Social
OPEP	Organisation des Pays Producteurs et Exportateurs de Pétrole
Ord.	Ordonnancement
OSD	Orientations Stratégiques de Développement
PAE	Portefeuille Actif de l’Etat
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAS	Programme d’Action Stratégique
PCC	Plan de Consommation de Crédits
PCREIAS	Projet de Construction, de Réhabilitation et d’Equiperment des Infrastructures Administratives et Sportives
PDRH	Programme de Développement des Ressources Humaines
PDSAB	Projet de Développement du Secteur de l’Artisanat au Bénin
PFSE	Projet de Fourniture de Services Energie
PGCBMC	Projet de Gestion Communautaire de la Biodiversité Marine et Côtière
PGFTR	Projet de Gestion des Forêts et Terroirs Riverains
PIP	Programme d’Investissements Publics
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industries
PNDCC	Projet National d’appui au Développement Conduit par les Communautés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

PPBS	Programmation, Planification, Budgétisation et Suivi-Evaluation
PPEA	Programme Pluriannuel Eau et Assainissement
PR	Présidence de la République
ProCCI	Projet de Compétitivité et de Croissance Intégrée
PSRRT	Programme Spécial de Reboisement et de Restauration des Terres
PTA	Plan de Travail Annuel
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SBEE	Société Béninoise d’Energie Electrique
SCRP	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SHIIP	Système Harmonisé d’Informations sur les Investissements Publics
SIEF	Système d’Information Ecologique et Forestier
SIGFiP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SILP	Suivi d’Impact Local Participatif
TEED	Taxe Exceptionnelle d’Equipement Douanier
TEF	Taux d’Exécution Financière
TEP	Taux d’Exécution Physique
TTE	Taxe Temporaire d’Equipement
UGC	Unité de Gestion et de Coordination de l’UNDAF
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework (Plan Cadre des Nations-Unis pour l’aide au Développement)
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Comparaison des PIP gestion 2014 et 2015 par source de financement (en million de FCFA)	5
Tableau 2 : <i>Comparaison des PIP gestion 2014 et 2015 par secteur de développement (en million de FCFA)</i>	6
Tableau 3 : <i>Répartition du PIP gestion 2015 par Axe de la SCRП 3</i>	8
Tableau 4: <i>Exécution financière au 31 décembre 2015 par source de financement (en millions de FCFA)</i>	11
Tableau 5: <i>Exécution financière par secteur au 31 décembre 2015 (en millions de FCFA)</i>	12
Tableau n°6 : Evolution de l'exécution financière, à fin décembre, base ordonnancement, par secteur du PIP de 2014 à 2015 (en million de FCFA)	13

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des prévisions des investissements publics de 2007 à 2015	4
Graphique 2 : Répartition du PIP gestion 2015 par source de financement	5
Graphique 3 : Evolution de la structure de financement du PIP de 2011 à 2015 par source de financement	6
Graphique 4 : Evolution du PIP par grands secteurs de 2011 à 2015.....	7
Graphique 5 : Prévision du PIP gestion 2015 par AXE de la SCRП 3	9
Graphique 6: <i>Evolution comparée de l'exécution financière du PIP au dernier trimestre de 2014 et 2015</i>	10
Graphique 7 : Evolution comparée des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2014 et 2015 au 31 décembre par source de financement en millions de francs CFA	12

RESUME EXECUTIF

Les rapports périodiques sur l'état d'avancement du Programme d'Investissements Publics (PIP) constituent un outil d'évaluation et d'appréciation des niveaux de réalisation des projets de développement au Bénin. Ils aident à la prise de décisions appropriées pour corriger les insuffisances notées dans la mise en œuvre des projets et programmes d'investissements publics et à favoriser la promotion des investissements.

L'élaboration de ces rapports suit une approche méthodologique comportant trois (03) étapes essentielles que sont : (i) la collecte des informations, (ii) le dépouillement et l'analyse des informations collectées et (iii) la rédaction et la validation des rapports.

CARACTERISTIQUES DU PIP GESTION 2015

Le PIP gestion 2015 comprend **291** projets et programmes (**249 anciens** et **42 nouveaux**) avec un montant prévisionnel qui s'élève à **405.618.515.000** de FCFA.

Le nombre de projets inscrits au PIP gestion 2015 est en baisse de **3,09%** (9 projets/programmes) par rapport à 2014 (**300**). Cette diminution s'explique par la suppression de certains anciens projets en rapport avec les travaux d'assainissement du portefeuille.

La baisse du nombre de projets inscrits au PIP gestion 2015 ne s'est pas accompagnée d'une diminution du montant prévisionnel. Ainsi, le montant prévisionnel du PIP gestion 2015 (**405 618 515 000 de FCFA**) est en hausse de **36,20%** par rapport à 2014 (**297,80 milliards de FCFA**). Cette importante hausse est essentiellement imputable à l'inscription au portefeuille de gros projets pour le développement des infrastructures.

La contribution attendue des ressources intérieures (BN), au financement des projets et programmes de développement est de **42, 48%**, soit **172,318515 milliards de FCFA** alors que le montant attendu des ressources extérieures est **233,300 milliards de FCFA**.

Par rapport à 2014, pendant que les ressources intérieures prévisionnelles sont en augmentation de **6,63%** correspondant à **10,718 milliards de FCFA**, le montant prévisionnel des ressources extérieures du PIP gestion 2015, a connu une hausse de **71, 29%** correspondant à **97,100 milliards de FCFA**. Cette hausse est essentiellement due à une hausse des ressources prévisionnelles des prêts qui s'établissent à **127,310 milliards de FCFA**, soit **129, 93%** par rapport à 2014.

L'analyse de ces prévisions sur le triennal 2013-2015, montre que les années 2013 et 2014 ont enregistré des prévisions de financement du PIP sur ressources extérieures inférieures à celles enregistrées sur ressources intérieures alors qu'en 2015, la situation s'est inversée. Cela est probablement motivé par l'espoir de voir les promesses, de la table ronde de Paris, tenues au cours de l'année.

EXECUTION FINANCIERE DU PIP GESTION 2015 AU 31 DECEMBRE

Au 31 décembre 2015, le taux d'engagement est de **105,75%** correspondant à un montant de **428, 93 milliards de FCFA** et le taux d'ordonnancement de **85,28%** correspondant à un montant de **345, 90 milliards de FCFA**. On observe ainsi un écart de **20,47 points**, soit **83,03 milliards de FCFA** entre les engagements et les ordonnancements.

En comparaison à l'année 2014, les taux, aussi bien d'engagement que d'ordonnancement ont connu une hausse assez remarquable. Le taux d'engagement a augmenté de **12,76 points** et celui d'ordonnancement de **17,11 points**. Cette même tendance s'est observée en termes nominaux. En effet, les montants engagés et ordonnancés se sont accrus respectivement de **152 milliards de FCFA** et de **142,89 milliards de FCFA**.

EXECUTION PHYSIQUE DU PIP GESTION 2015 AU 31 DECEMBRE

Cette rubrique présente par ministère, les importantes activités réalisées sur les projets et programmes exécutés au cours de la période sous revue. Elle aborde également, à travers des indicateurs, les performances résultant des actions réalisées.

Sur l'ensemble des vingt-huit (28) ministères et institutions de l'Etat, seule la Présidence de la République n'a pas transmis son rapport au 31 décembre 2015 à la DGPSIP.

En dehors du MJSL qui a un taux de 100% depuis fin juin 2015, le plus fort taux d'exécution physique est enregistré au niveau du MDN (93,52%) et le plus faible taux est remarqué au Ministère en charge des OMD et ODD (40,91%).

PRINCIPALES DIFFICULTES

Les difficultés rencontrées dans l'exécution des projets sont aussi bien d'ordre général que spécifique.

Elles sont, entre autres, liées à :

- la lenteur dans le traitement et le paiement des décomptes ;
- la non-maîtrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et de passation des marchés par certains gestionnaires de crédits ;
- le retard dans l'obtention des avis de non-objection de certains bailleurs.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Pour une exécution efficace et efficiente des projets et programmes, il apparaît nécessaire que toutes les structures (ministères et institutions de l'Etat) mettent en œuvre les dispositions ci-après :

- faire un suivi régulier et continu des marchés publics ;
- assurer le suivi régulier et rigoureux du PTA ;
- produire et transmettre à temps les rapports périodiques d'avancement du PIP au Ministère du Plan et du Développement.

INTRODUCTION

Le développement d'un pays impose à l'Etat l'utilisation des ressources nationales pour la satisfaction des besoins sociocommunautaires de la nation. Pour honorer cette charge institutionnelle, le Gouvernement, à partir d'une vision de développement, définit, d'une part, des politiques économiques et sociales à portée nationale ou sectorielle, comprenant une panoplie de projets et programmes, et d'autre part, des stratégies et mécanismes de leur opérationnalisation.

Au Bénin, le Programme d'Investissements Publics (PIP) est l'un des outils d'opérationnalisation de ces politiques nationales et sectorielles. Il comprend un ensemble de projets et programmes que l'Etat envisage d'exécuter au cours d'une période donnée.

L'atteinte des résultats escomptés appelle le suivi et l'évaluation des projets et programmes mis en œuvre. Pour ce faire, le Ministère du Plan et du Développement (MPD) est responsabilisé pour élaborer, de façon périodique, des rapports sur l'état d'avancement du PIP. Ces rapports sont des supports de l'évaluation des niveaux d'évolution des projets et programmes de développement en cours d'exécution. Ils facilitent la prise de décisions appropriées pour parer aux insuffisances et surmonter les difficultés notées dans la mise en œuvre des projets du Programme d'Investissements Publics.

De façon spécifique, l'élaboration des rapports d'avancement du PIP est confiée à la Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics (DGPSIP) qui, conformément à ses attributions, est une structure transversale du Ministère du Plan et du Développement chargée de coordonner la mise en œuvre de tous les projets et programmes des ministères et institutions de l'Etat, de suivre l'exécution des projets de développement et d'assurer l'évaluation de leur efficacité, de leur efficience et de leur performance.

Le présent rapport d'avancement des projets du portefeuille actif de l'Etat au 31 décembre 2015 s'articule autour des points ci-après :

- méthodologie de rédaction du rapport ;
- présentation du portefeuille actif de l'Etat, gestion 2015 ;
- point de l'exécution financière du portefeuille actif de l'Etat au 31 décembre 2015 ;
- point des réalisations physiques du portefeuille actif de l'Etat au 31 décembre 2015 ;
- analyse du niveau d'exécution du PIP, gestion 2015 au 31 décembre ;
- difficultés ;
- recommandations.

1. METHODOLOGIE

La démarche retenue pour l'élaboration des rapports d'avancement comporte trois phases :

- la collecte des informations ;
- le dépouillement et l'analyse des informations collectées ;
- la rédaction puis l'examen du rapport.

1.1 Collecte des informations

La DGPSIP, par lettre n°037/PM/DC/SGP/DGPSIP/DASPPP/SES du 19 janvier 2016, a demandé aux ministères et institutions concernés les informations utiles à l'élaboration de ce rapport. En réponse à ce courrier, les Directions de la Programmation et de la Prospective (DPP) des ministères et les Chargés de Suivi-Evaluation des Institutions ont transmis les rapports d'avancement de leurs PIP respectifs.

Elle s'est également rapprochée de certaines structures pour recueillir des compléments d'informations sur l'exécution physique et financière des projets et programmes du PIP gestion 2015 au 31 décembre.

La réalisation financière des projets et programmes est surtout analysée à partir des données collectées auprès d'autres acteurs de la chaîne de Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi (PPBS) des investissements publics que sont la Direction Générale du Budget (DGB) via le SIGFiP et la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

1.1.1 Informations requises de chaque ministère/institution

Il est fait obligation à chaque ministère ou institution concerné, de transmettre au MPD un rapport dont le contenu est structuré comme suit :

- présentation du PIP de la structure ;
- présentation de la méthodologie de rédaction du rapport ;
- contexte d'exécution du PIP ;
- présentation du point d'exécution financière du PIP du Ministère/Institution ;
- analyse du point d'exécution financière du PIP du Ministère/Institution ;
- présentation du point d'exécution physique du PIP du Ministère/Institution ;
- analyse du point d'exécution physique du PIP du Ministère/Institution ;
- niveau d'exécution des indicateurs ;
- analyse de l'évolution des indicateurs ;
- difficultés, et
- recommandations.

1.1.2 Informations fournies par les ministères / institutions

La plupart des ministères et institutions concernés par le PIP 2015 ont transmis, sous diverses formes à la DGPSIP, des informations relatives à l'exécution des projets et programmes contenus dans leurs portefeuilles.

Le point des informations collectées auprès desdites structures est présenté dans le tableau en annexe 1.

1.2 Dépouillement, traitement et analyse des informations

Le dépouillement des informations a consisté à recenser les documents transmis par ministère et à faire le point de leur contenu.

En ce qui concerne le traitement, il a été procédé, dans un premier temps, à la saisie des données aussi bien sur les réalisations physiques que financières et dans un second temps, à la conception des tableaux d'analyse prévus à cet effet. Les données saisies ont fait l'objet de vérifications, lesquelles ont débouché sur des concertations avec les cadres de la DPIP en vue d'une harmonisation des approches et des points de vue.

A l'issue de la prise en compte des différents amendements ou observations issus de ces concertations, les données sur les réalisations physiques et financières des projets et programmes du PIP 2015 au 31 décembre ont été analysées.

1.3 Rédaction et examen du rapport

La rédaction du rapport sur l'état d'avancement des projets et programmes du PIP gestion 2015 au 31 décembre se fonde sur les rapports analytiques sectoriels élaborés par les services de la Direction du Suivi des Investissements Publics (DSIP) qui est une direction technique de la DGPSIP. Les informations requises pour la rédaction de ces rapports sont celles issues de l'étape précédente.

L'avant-projet de ce document a été examiné le 24 juin 2016 par les parties prenantes concernées (DPP, chefs de cellule de suivi-évaluation des ministères, responsables de suivi des Institutions de l'Etat). Les observations et amendements recueillis sont intégrés pour l'édition de la version définitive du présent rapport.

2. PRESENTATION DU PORTEFEUILLE ACTIF DE L'ETAT, GESTION 2015

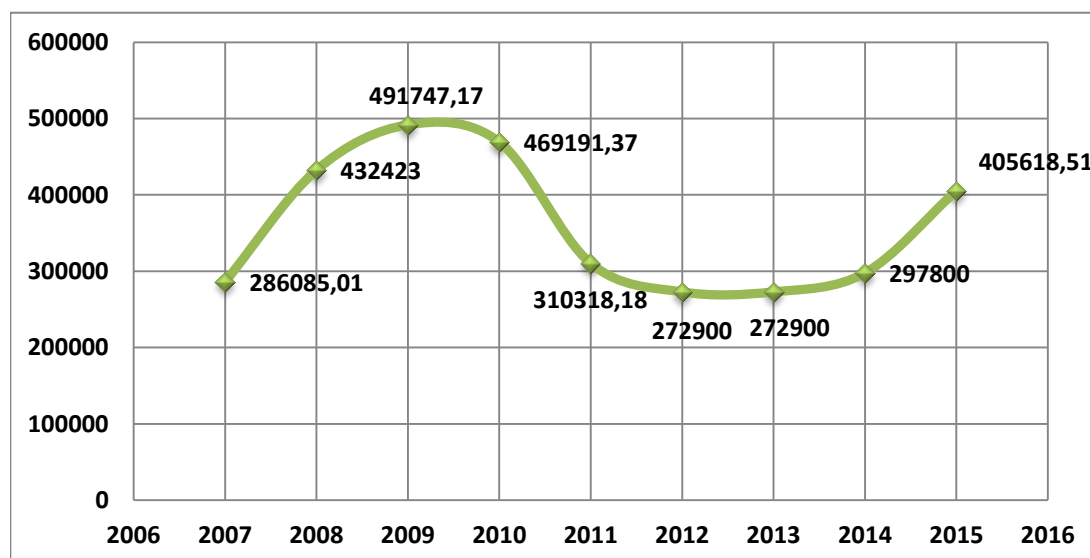
Le PIP gestion 2015 comprend **291** projets et programmes (**249** anciens et **42** nouveaux). Avec un montant prévisionnel s'élevant à **405 618 515 000** de FCFA.

Le nombre de projets inscrits au PIP gestion 2015 est en baisse de **3,06%** (9 projets/programmes) par rapport à 2014 (**300**). Cette diminution s'explique par l'arrivée à terme ou suppression de certains anciens projets en rapport avec les travaux d'assainissement du portefeuille.

La baisse du nombre de projets inscrits au PIP gestion 2015 ne s'est pas accompagnée d'une diminution du montant prévisionnel. Ainsi, le montant prévisionnel du PIP gestion 2015 (**405 618 515 000** de FCFA) est en hausse de **36,20%** par rapport à 2014 (**297,80** milliards de FCFA).

Le graphique N°.1 ci-dessous illustre l'évolution des prévisions (en million de FCFA) d'investissements publics sur la période 2007-2015 :

Graphique 1 : Evolution des prévisions des investissements publics de 2007 à 2015



Source : DGPSIP/MPD, 2015

2.1 PIP gestion 2015 par source de financement

Le financement du PIP s'opère à travers deux sources de financement : les sources intérieures et les sources extérieures.

Depuis 2010, les sources intérieures sont limitées au Budget National (BN). Quant aux sources extérieures, elles comprennent les prêts provenant de diverses institutions financières (BM, FMI, BOAD, BID, BADEA, OPEP, etc.) et les dons provenant d'institutions d'assistance aussi bien multilatérales que bilatérales (PNUD, FNUAP, FEM, GIZ, Danemark, Japon, Belgique, etc.).

Tableau 1 : Comparaison des PIP gestion 2014 et 2015 par source de financement (en million de FCFA)

Sources de financement		Prévisions 2014	Prévisions 2015	Poids prévision 2015 par rapport au Total Général (%)	Taux d'accroissement Prévisions de 2014 à 2015 (%)
BUDGET NATIONAL		161600,00	172 318 ,515	42,48	6,63
-	BN CPT	86100,98	91 611 ,336	22,59	6,40
-	BN EXC	75499,02	80 707 ,179	19,90	6,90
SOURCES INTERIEURES		161 600,00	172 318, 515	42,48	6,63
Prêts		55368,65	127 310,100	31,39	129,93
Dons		80831,35	105989, 900	26,13	31,12
SOURCES EXTERIEURES		136200,00	233 300, 00	57,52	71,29
TOTAL GENERAL		297800,00	405 618 ,515	100	36,21

Source : DGPSIP/MPD, 2015

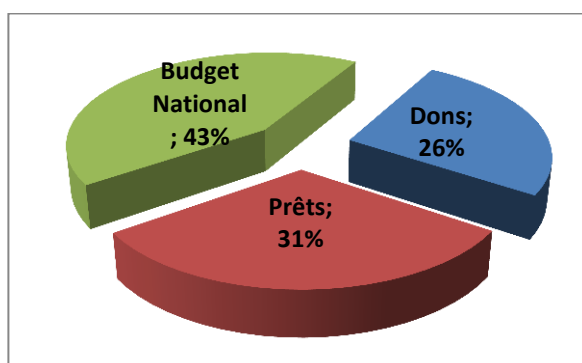
Les données du tableau n°1 ci-dessus indiquent que plus de la moitié (57,52%) du financement du PIP gestion 2015 est assuré par les ressources extérieures. En effet, la contribution des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) au financement du PIP se chiffre à 233,3 milliards de FCFA. Le montant prévisionnel des dons est de 105,989 milliards de FCFA, soit 45,43% du montant des ressources extérieures. Les prêts participent pour 54,57% du montant des ressources extérieures, soit 127,31 milliards de FCFA.

La contribution attendue des ressources intérieures (BN), au financement des projets et programmes de développement est de 42,48 %, soit 172,318 515 milliards de FCFA.

Par rapport à 2014, le montant prévisionnel des ressources extérieures du PIP gestion 2015 a connu une hausse de 71,29% correspondant à 97,100 milliards de FCFA.

Les ressources intérieures quant à elles ont connu un accroissement de 6,63% par rapport à 2014. En terme nominal, le montant prévisionnel des ressources intérieures a augmenté de 10,718515 milliards de FCFA (161,600 milliards de FCFA en 2014).

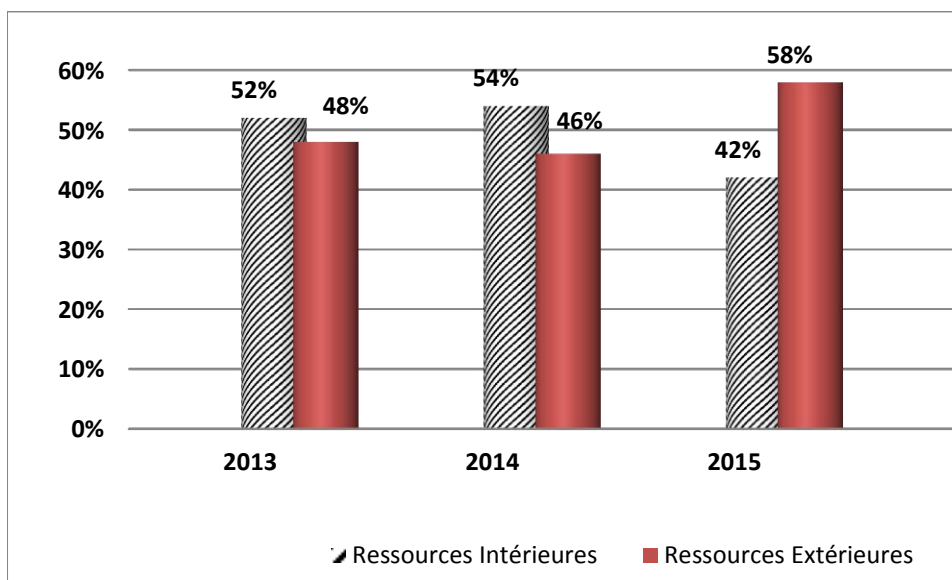
Graphique 2 : Répartition du PIP gestion 2015 par source de financement



Source : DGPSIP/MPD, 2015

Sur le triennal 2013-2015, il est à remarquer que l'année 2015 a rompu avec la tendance baissière des prévisions de financement du PIP des ressources extérieures par rapport aux ressources intérieures (cf. graphique n° 3).

Graphique 3 : Evolution de la structure de financement du PIP de 2011 à 2015 par source de financement



Source : DGPSIP/MPD, 2015

2.2 Répartition du PIP gestion 2015 par secteur

Pour une meilleure gestion du portefeuille du PIP, il est réparti en plusieurs secteurs. Le Tableau N° 2 ci-dessous présente le PIP gestion 2015 par secteur et son évolution de 2014 à 2015.

Tableau 2 : Comparaison des PIP gestion 2014 et 2015 par secteur de développement (en million de FCFA)

Secteurs	Previsions 2014	Previsions 2015	Poids prévision 2015 par rapport au Total Général (en %)	Evolution de 2014 à 2015 (en %)
RURAL	46 375,88	64 010, 881	15,78%	38,03%
MINES	425,00	750 ,00	0,18%	76,47%
INDUSTRIE, COMMERCE	9 743,91	8 042 ,32	1,98%	-17,46%
SERVICES	4 216,00	13 970, 022	3,44%	231,36%
EAU ET ELECTRICITE	26 847,03	35 311, 875	8,71%	31,53%
INFRASTRUCTURES	59 705,32	90 402 ,178	22,29%	51,41%
ARTISANAT ET TOURISME	2 756,22	3 351,085	0,83%	21,58%
TOTAL SECTEURS PRODUCTIFS	150 069,37	215 838 ,361	53,21%	43,83%
SANTE	25 457,53	32 186 ,243	7,94%	26,43%
EDUCATION	25 436,88	27 556, 207	6,79%	8,33%
HABITAT	20 857,73	28 458 ,998	7,02%	36,44%

Secteurs	Previsions 2014	Previsions 2015	Poids prévision 2015 par rapport au Total Général (en %)	Evolution de 2014 à 2015 (en %)
ENVIRONNEMENT	17 963,58	24 297, 433	5,99%	35,26%
AUTRES SECTEURS SOCIAUX	4 380,62	6 488 ,190	1,60%	48,11%
TOTAL SECTEURS SOCIAUX	94 096,34	118 987, 071	29,33%	26,45%
ADMINISTRATION (Souveraineté)	53 634,29	70 793, 083	17,45%	31,99%
TOTAL GENERAL	297 800,00	405 618, 515	100,00	36,21%

Source : DGPSIP/MPD,2015

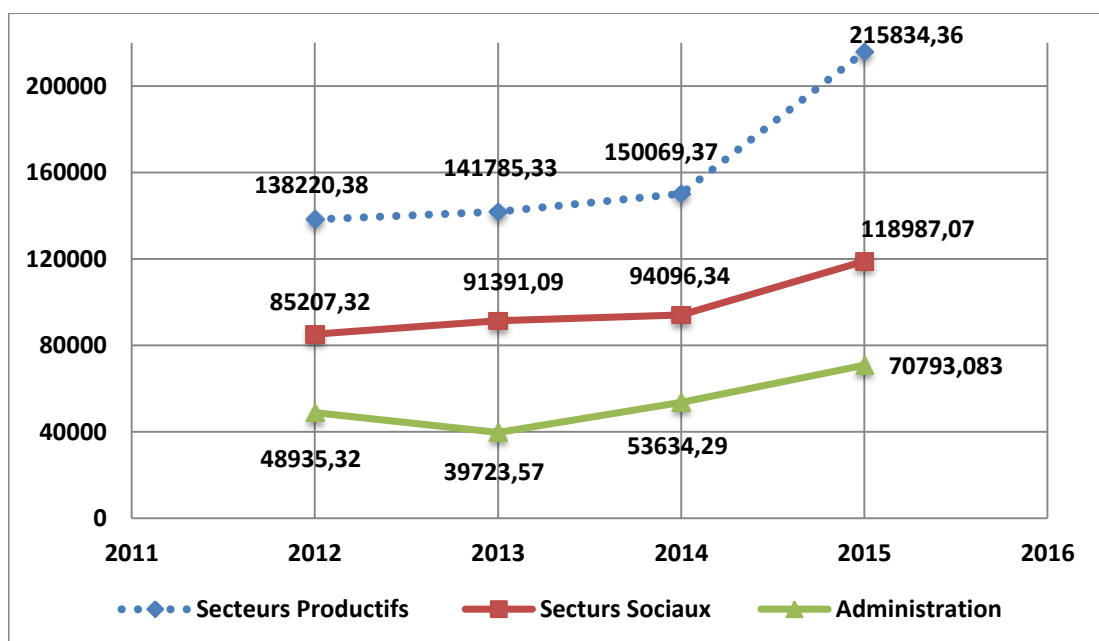
Les priorités de l'Etat Béninois sont retracées à travers les données qui figurent dans le tableau N°2 ci-dessus. L'analyse desdites données indique qu'un peu plus de la moitié (53,21%)des crédits d'investissements publics de 2015 sont orientés vers les secteurs productifs (215,838361milliards de FCFA). Ils sont suivis des secteurs sociaux avec 29,33% (118,987071 milliards de FCFA) et de l'administration avec 17,45% (70,793083 milliards de FCFA).

Par rapport à l'exercice précédent, les secteurs productifs ont connu un accroissement de 43,83% suivis des secteurs administration et sociaux qui ont connu respectivement un accroissement de 31,99% et 26,45%.

Ces tendances qui se répètent depuis quelques années, traduisent la volonté d'accroître de plus en plus la production tout en veillant à une répartition plus sociale de ces fruits.

Le graphique N°4 ci-dessous illustre l'évolution des prévisions d'investissements publics par secteur de 2012 à 2015.

Graphique 4 : Evolution du PIP par grands secteurs de 2011 à 2015



Source : DGPSIP/MPD, 2015

La hausse de **36,21%** des crédits d'investissements de 2015 résulte de l'augmentation des montants prévisionnels de tous les secteurs. Il est à noter que cette hausse est très prononcée au niveau du secteur **productif (43,83%)**. Cela est dû essentiellement à la hausse des projets relatifs au secteur d'infrastructures (**51,41%**) et au secteur des services (**231,36%**).

Par ailleurs, il importe de souligner qu'en dépit des hausses enregistrées au niveau des secteurs productifs, le sous-secteur "industrie, commerce", a connu une diminution de **17,46%** par rapport à 2014.

2.3 Répartition du PIP gestion 2015 par ministère et institution de l'Etat

Le tableau en annexe 1 présente le PIP gestion 2015 par structure (ministère ou institution). Il ressort de ce tableau que **71,07%** des crédits d'investissements de tous les ministères sont concentrés dans seulement **six (06) ministères** que sont les ministères chargés des Transports (**21,00%** ou **85,192579** milliards de FCFA), de l'Energie et de l'eau (**11,27%** ou **45,821812** milliards de FCFA), de l'Agriculture (**11,39%** ou **46,209365** milliards de FCFA) ; de la Santé (**8,63%** ou **34,999243** milliards de FCFA), de la Décentralisation (**8,89%** ou **36,074505** milliards) et de l'Urbanisme (**9,89%** ou **40,119035** milliards de FCFA).

2.4 PIP gestion 2015 par axe stratégique de la SCRP

Tableau 3 : Répartition du PIP gestion 2015 par Axe de la SCRP 3

N° D'ORDRE	AXES STRATEGIQUES DE LA SCRP 3	N° de l'AXE	PREVISIONS (MILLIARDS DE FCFA)	POIDS (en %)	EVOLUTION PAR RAPPORT A 2014 en %
1	Accélération durable de la croissance et de la transformation de l'économie	AXE 1	110, 814 194	27,32	32,76
2	Développement des infrastructures	AXE 2	141, 023 010	34,77	46,76
3	Renforcement du capital humain	AXE 3	61, 544 207	15,17	28,48
4	Renforcement de la qualité de la gouvernance	AXE 4	29, 463 466	7,26	22,76
5	Développement équilibré et durable de l'espace national	AXE 5	62, 773 638	15,48	35,49
TOTAL			405, 618 515	100	36,21

Source : DGPSIP/MPD, 2015

L'analyse du tableau précédent indique que plus du tiers (**34,77%**) des crédits d'investissements est orienté vers l'axe 2 intitulé "Développement des infrastructures". Les projets de l'axe 1 "accélération durable de la croissance et de la transformation de l'économie" concentrent **27,32%** des crédits du PIP gestion 2014. L'axe 3 " Renforcement du capital humain" vient en quatrième position avec **15,17%** après l'axe 5 qui concentre **15,48%** des investissements.

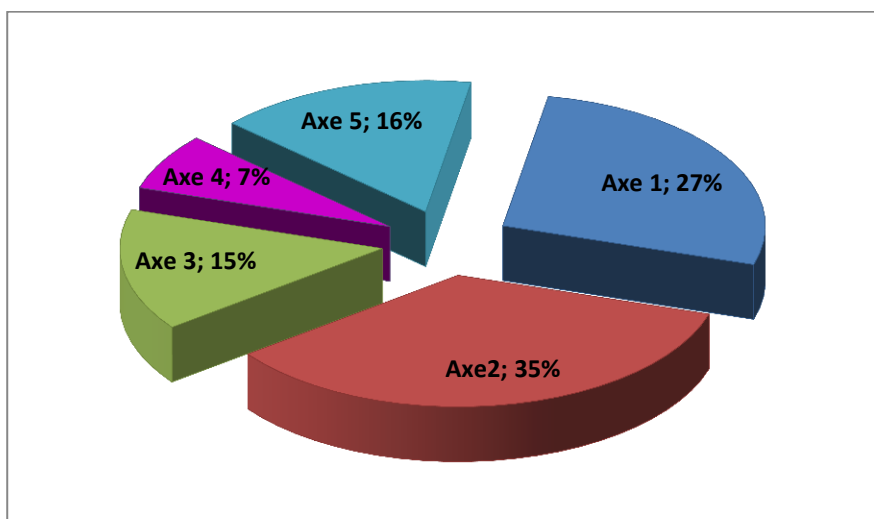
Ainsi, **77,27%** des crédits d'investissements permettront de mettre en œuvre les projets ou programmes des trois premiers axes de la SCRP.

Par rapport à l'exercice précédent, si tous les axes ont connu d'accroissement, cet accroissement est plus prononcé pour l'axe 2 qui est de **46,76%** dépassant largement l'accroissement moyen global du PIP gestion 2015 qui s'établit à **36,21%**.

Toutes ces informations permettent d'affirmer qu'en même temps que des efforts sont fournis pour booster la croissance, les mécanismes sont prévus pour en faire une meilleure redistribution afin de permettre à la SCRP3 d'atteindre son objectif principal de réduction de la pauvreté.

La répartition des prévisions du PIP par axe de la SCRP 3 se présente comme suit :

Graphique 5 : Prévision du PIP gestion 2015 par AXE de la SCRP 3



Source : DPIP/MPD, 2015

Les objectifs sont clairs, les priorités bien définis et les dépenses sont prévues en conséquence ; le point sur l'exécution nous permettra d'apprécier par rapport aux prévisions des résultats obtenus.

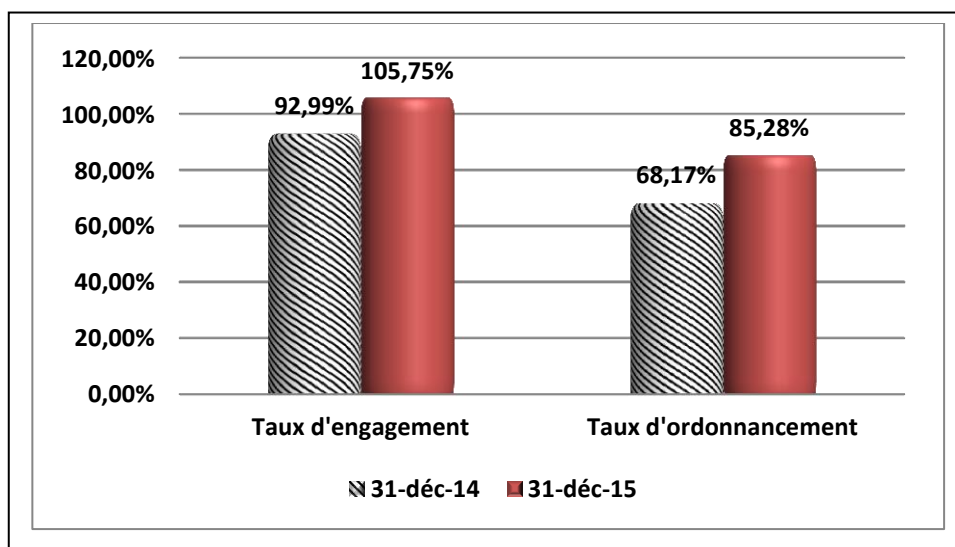
3. EXECUTION FINANCIERE DU PIP AU 31 DECEMBRE 2015

Au 31 décembre 2015, le taux d'engagement est de **105,75%** correspondant à un montant de **428, 93 milliards de FCFA** et le taux d'ordonnement de **85,28%** correspondant à un montant de **345, 90 milliards de FCFA**. On observe ainsi un écart de **20,47 points**, soit **83,03 milliards de FCFA** entre les engagements et les ordonnancements.

En comparaison à l'année 2014, les taux, aussi bien d'engagement que d'ordonnement ont connu une hausse assez remarquable. Le taux d'engagement a augmenté de **12,76 points** et celui d'ordonnement de **17,11 points**. Cette même tendance s'est observée en termes nominaux. En effet, les montants engagés et ordonnancés se sont accru respectivement de **152 milliards de FCFA** et de **142,89 milliards de FCFA**.

Le graphique n°6 ci-dessous présente l'évolution comparée, au dernier trimestre, des taux d'exécution en pourcentage, base engagement et ordonnancement entre 2014 et 2015.

Graphique 6: Evolution comparée de l'exécution financière du PIP au dernier trimestre de 2014 et 2015



Source : DGPSIP/MPD, 2016

ENCADRE N°1 :**NOTE EXPLICATIVE SUR LE CALCUL DU TAUX D'EXECUTION FINANCIERE (TEF) DU PIP**

Le taux d'exécution financière du PIP est le rapport de la somme des dépenses (engagement ou ordonnancement) sur les prévisions. Les dépenses réalisées sont soit les engagements, soit les ordonnancements, soit les décaissements effectués et retracés par la DGB et la CAA.

Les prévisions considérées dans le présent document sont celles de la Loi De Finances (LDF) gestion 2015.

Il arrive qu'au cours de l'exercice budgétaire, **des transferts de crédits soient opérés** entre projets/programmes de certains ministères et sur autorisation du Ministre en charge des Finances, sans que cela ne modifie la dotation globale desdits ministères. L'exercice budgétaire 2015 n'a pas échappé à cette situation.

Mais, en absence d'une LDF rectificative, la DGPSIP ne prend pas en compte ces modifications et cet état de choses n'engendre aucun biais sur la performance financière globale des ministères et partant, du PIP.

De même, il arrive qu'en cours d'exercice, le Gouvernement mobilise des ressources financières supplémentaires auprès des PTF au bénéfice de certains projets et programmes inscrits ou non au PIP. La mise à disposition de ces crédits pour les projets et programmes inscrits au PIP se fait à travers **les fonds de concours** qui viennent s'ajouter à la dotation initiale des ministères concernés.

Face à cette situation et en absence d'une LDF rectificative, la DGPSIP considère ces ressources supplémentaires comme des **ressources hors cadrage**.

Mais, à l'exécution, le SIGFiP ne fait pas de distinction et comptabilise l'ensemble des dépenses faites sur ressources autorisées par la LDF et sur les fonds de concours.

3.1 Exécution financière par source et par type de financement

Le tableau n°4 et le graphique n°7 ci-dessous présente la situation des réalisations au 31 décembre 2015, par source et par type de financement au niveau de chaque source.

Tableau 4: Exécution financière au 31 décembre 2015 par source de financement (en millions de FCFA)

SOURCE DE FINANCEMENT	EXECUTION FINANCIERE AU 31 décembre 2014		PREVISION 2015	EXECUTION FINANCIERE AU 31 décembre 2015				Ecart Taux d'ordonnement entre 2015 et 2014
	ORDONNANCEMENT	Taux (%)		ENGAGEMENT	TAUX (%)	ORDONNANCEMENT	TAUX (%)	
BUDGET NATIONAL	103 440,71	64,01	172 318, 52	145 356 ,68	84,35	125 397 ,02	72,43	8,42
BN EXC	52 579,64	61,07	72 476,38	70 546 ,17	77,01	57 721,04	62,37	1,3
BN CPT	50 861,07	67,37	80 421,45	74 810,51	92,69	67 675,98	83,85	16,48
SOURCES INTERIEURES	103 440,71	64,01	172 318, 52	145 356 ,68	84,35	153 339,83	72,43	8,42
Prêts	41 588,40	75,11	127 310,10	210 402,54	165,27	151 170,36	118,74	43,63
Dons	57 984,93	71,74	105 989,90	73 170,12	69,03	69 917,64	65,97	-5,77
SOURCES EXTERIEURES	99 573,33	73,11	233 300, 00	283 572,66	121,55	221 088,01	94,77	21,66
TOTAL GENERAL	203 014,04	68,17	405 618, 52	428 929,34	105,75	345 902, 23	85,28	17,11

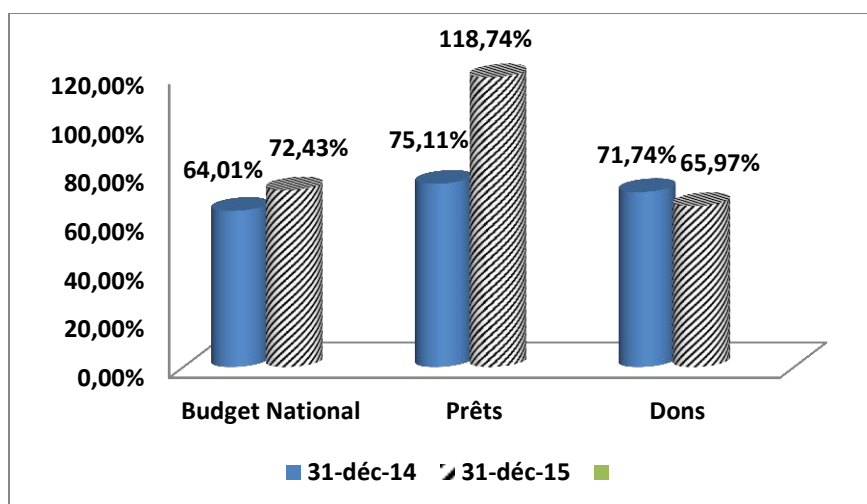
Source : DGPSIP/MPD, 2016

Sur base engagement, les ressources intérieures ont été exécutées à hauteur de 84,35% avec un taux de 77,01% pour le budget national exclusif, un taux de 92,69% pour la contrepartie de l'aide au développement ; alors que le taux d'engagement sur ressources extérieures s'établit à 121,55% avec un taux de 165,27% pour des ressources issues des prêts et un taux de 69,03% pour celles issues des dons.

On remarque clairement que les engagements sur ressources extérieures se situent largement au-dessus de la prévision ; soit 21,55 points de dépassement. Quant aux engagements sur ressources intérieures, ils sont à 15,65 points de l'objectif des 100%.

Sur base ordonnancement, le taux sur ressources intérieures s'établit à 72,43% en augmentation de 8,42 points par rapport à 2014, et à 94,77% sur ressources extérieures avec une hausse de 21,66 points par rapport à 2014.

Graphique 7 : Evolution comparée des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2014 et 2015 au 31 décembre par source de financement en millions de francs CFA



Source : DGPSIP/MPD, 2016

3.2 Exécution financière du PIP gestion 2015 au 31 décembre par secteur

Le tableau n°5 ci-dessous présente l'exécution financière au 31 décembre 2015 par secteur :

Tableau 5: Exécution financière par secteur au 31 décembre 2015 (en millions de FCFA)

SECTEURS	PREVI-SIONS 2015	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2015			
		Réalisation (base engagement)	Taux d'exécution (%)	Réalisation (base ordonnancement)	Taux d'exécution (%)
RURAL	64010,881	42780,47	66,83%	33 472,45	52,29%
MINES	750,00	633,59	84,48%	403,25	53,77%

SECTEURS	PREVI-SIONS 2015	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2015			
		Réalisation (base engagement)	Taux d'exécution (%)	Réalisation (base ordonnancement)	Taux d'exécution (%)
INDUSTRIE ET COMMERCE	8042.309	7 464,62	92,82%	7 371,33	91,66%
SERVICES	13 970,022	3 470,19	24,84%	3 186,26	22,81%
EAU ET ELECTRICITE	35 311,88	37 447,16	106,05%	30 633,56	86,75%
INFRASTRUCTURES	90402,18	181606,22	200,89%	127 420,95	140,95%
ARTISANAT ET TOURISME	3351,085	1 530,52	45,67%	1 124,83	33,57%
TOTAL SECTEURS PRODUCTIFS	215 838,36	274932,763	127,38%	203 612,63	94,34%
SANTE	32 186,24	29 772,89	92,50%	26 640,82	82,77%
EDUCATION	27 556,207	16 638,30	60,38%	12 352,45	44,83%
HABITAT	28 458,99	19 361,90	68,03%	16 595,54	58,31%
ENVIRONNEMENT	24 297,43	22 195,93	91,35%	24 525,78	100,94%
AUTRES SECTEURS SOCIAUX	6 488,19	5 661,65	87,26%	5 850,51	90,17%
TOTAL SECTEURS SOCIAUX	118 987,07	93 630,66	78,69%	85 965,10	72,25%
ADMINISTRATION (Souveraineté)	70 793,08	60 365,92	85,27%	56 324,50	79,56%
TOTAL GENERAL	405 618,515	428 929,341	105,75%	345 902,226	85,28%

Source : DGPSIP/MPD

Il ressort des données du tableau n° 5 ci-dessus que les "Secteurs Productifs " (**94,34%**) ont connu les plus fortes réalisations financières en termes d'ordonnancement. Ils sont suivis du " Secteur Administration" (**79,56%**) et des "Secteurs Sociaux" (**72,25%**).

Mais, en termes nominaux, base ordonnancement, après les secteurs productifs qui ont enregistré la plus forte réalisation financière (**203,61 milliards de FCFA**), s'en suit les "Secteurs Sociaux" (**85,965 milliards de FCFA**) et enfin le secteur "Administration" (**56,32 milliards de FCFA**).

Le tableau n°6 ci-après présente l'évolution de l'exécution financière à fin décembre, par secteur du PIP de 2014 à 2015.

Tableau n°6 : Evolution de l'exécution financière, à fin décembre, base ordonnancement, par secteur du PIP de 2014 à 2015 (en million de FCFA)

SECTEURS	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2014		PREVISIONS 2015	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2015		ECART Taux 2015 et 2014 base ordonnan cement
	Réalisation	Taux d'exécution (%)		Réalisation (base ordonnancement)	Taux d'exécution (%)	

SECTEURS	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2014		PREVISIONS 2015	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2015		ECART Taux 2015 et 2014 base ordonnancement
	Réalisation	Taux d'exécution (%)		Réalisation (base ordonnancement)	Taux d'exécution (%)	
RURAL	28 223,41	60,86	64010,88	33 472,45	52,29%	-8,57
MINES	118,29	27,83	750,00	403,25	53,77%	25,94
INDUSTRIE ET COMMERCE	4 043,68	41,50	8042,32	7 371,33	91,66%	50,16
SERVICES	3 153,42	74,80	13 970,02	3 186,26	22,81%	-51,99
EAU ET ELECTRICITE	14 431,89	53,76	35 311,88	30 633,56	86,75%	32,99
INFRASTRUCTURES	40 293,75	67,49	90402,18	127420,95	140,95%	73,46
ARTISANAT ET TOURISME	1 340,78	48,65	3 351,09	1 124,83	33,57%	-15,08
TOTAL SECTEURS PRODUCTIFS	91 605,22	61,04	215 838,36	203 612,63	94,34%	33,3
SANTE	9 718,55	38,18	32 186,24	26 640,82	82,77%	44,59
EDUCATION	13 074,79	51,40	27 556,21	12 352,45	44,83%	-6,57
HABITAT	13 222,31	63,39	28 458,99	16 595,54	58,31%	-5,08
ENVIRONNEMENT	22 995,44	128,01	24 297,43	24 525,78	100,94%	-27,07
AUTRES SECTEURS SOCIAUX	2 100,94	47,96	6 488,19	5 850,51	90,17%	42,21
TOTAL SECTEURS SOCIAUX	61 112,03	64,95	11987, 07	85 965,10	72,25%	7,3
ADMINISTRATION (Souveraineté)	50 296,79	93,78	70 793,08	56 324,49	79,56%	-14,22
TOTAL GENERAL	203 014,04	68,17	405 678,515	345902,23	85,28%	17,11

Source : DGPSIP/MPD

De l'analyse du tableau n°6 ci-dessus, comparativement à l'année 2014, il ressort, qu'à l'exception des secteurs « rural », « services » et « artisanat et tourisme », tous les autres secteurs productifs ont enregistré une hausse de leur performance. Le sous-secteur « infrastructure » a enregistré à lui seul une hausse de **73,46 points**. Le taux d'ordonnancement des secteurs productifs a connu globalement une hausse de **33,3 points** par rapport à 2014. Dans la même tendance que cette hausse du taux, le montant ordonnancé a augmenté de 112,007 milliards de FCFA.

Au niveau des secteurs sociaux, ce taux a également augmenté de **7,3 points** en 2015 correspondant à une hausse des réalisations financières qui s'élèvent à **24,85 milliards de FCFA**. Le secteur « environnement » a connu une diminution de **27,07 points**. Contrairement à ce recul, en termes nominaux, il est noté une augmentation du montant ordonnancé de **1,53 milliards de FCFA**.

Enfin, le secteur "administration" a enregistré une régression de **14,22 points** du taux d'ordonnement. Cependant, la réalisation financière a connu une hausse de **6,02 milliards de FCFA**.

3.2.1 Secteurs productifs

A fin décembre 2015, les secteurs productifs affichent un taux d'exécution financière, base ordonnancement de **94,34 %** équivalant, à une consommation de **203,61 milliards de FCFA**. Le sous-secteur "Infrastructures " occupe la première place avec une réalisation financière de **127,42 milliards de FCFA**, correspondant à un taux d'ordonnement de **140,95%**. Le sous-secteur "Industrie et commerce" vient en deuxième position avec une réalisation financière de **7,37 milliards de FCFA**, soit un taux d'ordonnement de **91,66%**. Le sous-secteur "Eau et Electricité" est en troisième position avec une réalisation financière de **30,63 milliards de FCFA** correspondant à un taux d'ordonnement de **86,75%**. Le sous-secteur "Mines", vient en quatrième position avec une réalisation de **0,403 milliards de FCFA** correspondant à un taux d'ordonnement de **53,77%**.

Quant au sous-secteur "Rural", il occupe la cinquième place avec **33,472 milliards de FCFA** et un taux de **52,29%**. Le sous-secteur « Artisanat et tourisme » arrive en sixième position avec **1,12 milliard de FCFA** et un taux de **33,57%**. Il faut noter que c'est le sous-secteur des « Services » qui a enregistré la plus faible réalisation financière soit **3,186 milliards de FCFA** correspondant à un taux de **22,81%**.

3.2.2 Secteurs sociaux

Composés des sous-secteurs santé, éducation, habitat, environnement et autres secteurs sociaux, les secteurs sociaux affichent un taux d'exécution financière, base ordonnancement de **72,25%** correspondant à un montant de **85,97 milliards de FCFA**. L'atteinte de ce niveau est due aux réalisations financières des sous-secteurs de la "santé", de l'"environnement" et "habitat" pour lesquels les consommations, base ordonnancement, sont respectivement de **26,64 milliards de FCFA**, de **24,53 milliards de FCFA** et **16,60 milliards**.

Le plus fort taux est enregistré au niveau du sous-secteur « Environnement" avec **100,94%**. Il est suivi du sous-secteur "Autres secteurs sociaux" avec **90,17%**, de la "santé" (**82,77%**), de l'"habitat" avec **58,31%**, de l'"éducation" avec **44,83%**.

3.2.3 Secteur de l'administration

Au 31 décembre 2015, les dépenses effectuées dans ce secteur sont de **56,32 milliards de FCFA** et le taux d'exécution base ordonnancement est de **79,56%**. Comparativement au 31 décembre 2014, ce taux a connu une diminution de **14,22 points**.

3.3 Exécution financière du PIP gestion 2015 au 31 décembre par ministère et institution

Le tableau en annexe n°4 présente l'exécution financière du PIP gestion 2015 au 31 décembre par ministère et institution.

De ce tableau, il ressort qu'au cours de l'année 2015, la plupart des ministères ont enregistré de bonnes performances que celles réalisées en 2014. Huit ministères ont enregistré un taux d'ordonnancement inférieur à 50% contre dix en 2014.

Néanmoins, trois ministères et institutions ont dépassé leurs prévisions. Il s'agit des ministères en charge de la micro-finance, de l'industrie et des travaux publics dont les taux d'ordonnancement sont respectivement 157,35%, 101,37% et 142,53%. Ils sont suivis par le ministère chargé de la décentralisation (97,04%) et de la Présidence de la République (92,03%). Deux ministères ont un taux d'ordonnancement compris entre 80% et 90%. Treize ministères ont réalisé des performances comprises entre 50% et 80%.

3.4 Exécution financière du PIP gestion 2015 au 31 décembre par axe opérationnel de la SCRП

Le tableau n°8 ci-dessous présente la situation des réalisations au 31 décembre 2015, par axe opérationnel de la SCRП.

Tableau 8: Exécution financière par Axe De la SCRП au 31 décembre 2015

AXE	PREVISIONS 2015(millions de FCFA)	Engagement		Ordonnancement	
		Montant (millions de FCFA)	Taux (%)	Montant (millions de FCFA)	Taux (%)
AXE1	110 814,19	89 640,29	80,89%	72 824,35	65,72%
AXE2	141 023,01	215 542,07	152,84%	155 323,96	110,14%
AXE3	61 544,21	41 425,89	67,31%	38 857,64	63,14%
AXE4	29 463,47	22 783,25	77,33%	17 527,41	59,49%
AXE5	62 773,64	59 537,83	94,85%	61 368,87	97,76%
TOTAL AXE SCRП	405 618,52	428 929,34	105,75%	345 902, 23	85,28%

Source : DGPSIP/MPD

3.4.1 Axes opérationnels de la SCRП

Au 31 décembre 2015, l'axe 2 "Développement des infrastructures" a enregistré le plus fort taux d'ordonnancement qui s'affiche à 110,14% correspondant, en termes nominaux, à 155,32 milliards de FCFA. L'axe 5 de la SCRП "développement équilibré et durable de l'espace national" suit avec un taux d'exécution de 97,76% pour une réalisation financière de 61,39

milliards de FCFA. Il est suivi de l'axe 1 (65,72%), puis de l'axe 3 (63,14%) et de l'axe 4 (59,49%).

3.5 Dépenses d'investissements réalisées hors PIP et hors cadrage au 31 décembre 2015

Le Gouvernement béninois, dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies de développement, bénéficie de certains types d'assistance, fournis par les PTF, qui ne sont pas inscrits au PIP. Ces ressources supplémentaires obtenues sont, soit au profit des projets et programmes inscrits au PIP ou au profit d'autres projets non-inscrits dont la pertinence est prouvée.

3.5.1 Ressources ordonnancées hors PIP par ministère :

Au 31 décembre 2015, 105,13 milliards de FCFA ont été ordonnancés soit 25,92% de la prévision totale du PIP et 30,39% des ordonnancements du PIP. Les détails se présentent comme suit :

- ✓ **Présidence de la République : 869,14 millions de FCFA**
 - le **Projet Multisectoriel de l'Alimentation, de la Santé et de la Nutrition** a ordonnancé 102,56 millions de FCFA sur don de l'AID ;
 - le **PMSN** a ordonnancé 766,08 millions de FCFA sur don de l'AID ;
 - le **Fond d'Etude et de Renforcement des Capacités (FERC)** a bénéficié d'un ordonnancement 0,50 millions de FCFA sur don de l'AFD.
- ✓ **Ministère de la Communication et des Technologies de l'Information et de la Communication : 117,86 millions de FCFA**
 - le projet **CYBER CITE** a ordonnancé 117,86 millions de FCFA sur un prêt de EXIM BANK INDE.
- ✓ **Ministère de la Santé: 2,03 milliards de FCFA**
 - le **Projet d'Appui de Renforcement des Zones Sanitaires** a ordonnancé 57 millions de FCFA sur don de la CTB ;
 - le **PASS-MC** a ordonnancé 262,40 millions de FCFA sur don de la CTB ;
 - le **PASS** a ordonnancé 1,110 milliard de FCFA sur don de la CTB ;
 - le **PASS-BEC** a ordonnancé 99 millions de FCFA sur don de la CTB ;
 - le **Programme d'Appui à la Santé Maternelle et Infantile** a ordonnancé 499,603 millions de FCFA sur don de l'AFD.
- ✓ **Ministère de l'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développement des Energies Renouvelables : 19,60 milliards de FCFA**

- le Projet de Développement de l'Accès à l'Energie Moderne (PDAEM) a ordonné **10,71 milliards de FCFA sur don de l'AID** ;
 - le Programme de Renforcement des Systèmes d'AEP a ordonné **1,42 milliard de FCFA sur un prêt de la BOAD** ;
 - le Projet Interconnexion TOGO-GHANA a ordonné **2,95 milliards de FCFA sur un prêt de l'AFD** ;
 - le Projet interconnexion 161 KV a ordonné **133,11 millions de FCFA sur prêt de la BOAD** ;
 - le Projet Fond d'Etude et de Renforcement des Capacités (FEREC) a ordonné **174,75 millions de FCFA sur don de l'AFD** ;
 - WAPP DORSAL a ordonné **3, 89 milliards de FCFA sur prêt de l'AID** ;
 - Le Projet d'Hydraulique Pastorale et Agricole a ordonné **43,24 millions de FCFA sur prêt de la BOAD** ;
 - le PDAE/AFREA a ordonné **272,90 millions de FCFA sur don de l'AID**.
- ✓ **Ministère de la Culture, de l'Alphabétisation, de l'Artisanat et du Tourisme : 39,04 millions de FCFA**
- Le Projet de Développement du Secteur de l'Artisanat au Bénin a ordonné **39,04 millions de FCFA sur prêt BOAD**.
- ✓ **Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche : 2,22 milliards de FCFA**
- le Programme de Promotion de la Mécanisation Agricole a ordonné **1,09 milliard de FCFA sur prêt de Exim BANK Inde** ;
 - le Projet de Nutrition Communautaire du Bénin (PNCB) a décaissé **867,29 million de FCFA sur prêt de l'AID** ;
 - le Projet de Sécurité Alimentaire par l'Intensification Agricole a ordonné **245,87 millions de FCFA sur prêt BOAD** ;
 - le Projet d'Aménagement Hydro Agricole de la Vallée Du NIGER a ordonné **7,61 millions de FCFA sur prêt OPEP** ;
 - le FERC d'Etude et de Renforcement des Capacités (FERC) a ordonné **6,52 millions de FCFA sur don AFD**.
- ✓ **Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique : 650,12 millions de FCFA**
- Le CEA-SMA a ordonné **400 millions de FCFA sur prêt de l'AID** ;
 - L'IMSP/DANGBO a ordonné **150,12 millions de FCFA sur prêt de la BOAD**.

- ✓ **Ministère Charge de la Micro Finance de l'Entrepreneuriat et de l'emploi des Jeunes et des Femmes : 161,44 millions de FCFA**
 - La Ligne de Crédit au FNM a ordonnancé **132,18 millions de FCFA** sur prêt de la **BADEA** ;
 - le Projet Intégré d'Appui à la Micro-Finance a ordonnancé **29,26 millions de FCFA** sur prêt **BID**.

- ✓ **Ministère des Travaux Publics et du Transport : 20,13 milliards de FCFA**
 - le Projet d'Aménagement et de bitumage de la Route N'dali Nikki a ordonnancé **6,32 millions de FCFA** sur prêt du **FAD** ;
 - le Projet de d'Aménagement de Routes Structurantes a ordonnancé **20,12 milliards de FCFA** sur prêt de la **BOAD**.

- ✓ **Ministère de L'environnement Charge de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et la Protection des Ressources Naturelles et Forestières : 242,95 millions de FCFA**
 - Le Projet d'Appui à la Gestion des Forêts Communales a ordonnancé **242,95 millions de FCFA** sur prêt du **FAD**.

- ✓ **Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et de l'Assainissement : 22,70 milliards de FCFA**
 - Le Projet pavage de rue et d'Assainissement dans la ville de Porto-Novo a ordonnancé **237,67 millions de FCFA** sur prêt de la **BOAD** ;
 - Le Projet d'Aménagement Urbain et d'Appui à la Décentralisation a ordonnancé **14,80 milliards de FCFA** sur prêt de l'**AID** ;
 - Le projet de pavage de rue et d'Assainissement dans la ville d'Abomey-Calavi a ordonnancé **254,06 millions de FCFA** sur prêt de la **BOAD** ;
 - Le projet de pavage de rue et d'Assainissement dans la ville de Savè a ordonnancé **280,24 millions de FCFA** sur prêt de la **BOAD** ;
 - pavage de rue et d'Assainissement dans la ville de Kpomassè a ordonnancé **5,76 milliard de FCFA** sur prêt de la **BOAD** ;
 - pavage des rue de **KANDI** et **SAVALOU** a ordonnancé **1,34 milliard de FCFA** sur prêt de la **BOAD** ;
 - le Pavage **OUIDAH POBE DASSA** et phase II a ordonnancé **1,99 milliard de FCFA** sur prêt de la **BIDC** ;
 - le Projet de Gestion de Boue dans le grand **NOKOUE** **23,25 millions de FCFA** sur un don du **FAD**.

- ✓ **Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'administration et de l'Aménagement du Territoire : 26,30 milliards de FCFA**
 - Le Projet des Services Décentralisés des Communes (PSDCC) a ordonnancé **26,30 milliards de FCFA** sur prêt de l'AID.
- ✓ **Ministère des Enseignements Maternel et Primaire : 8,95 milliards de FCFA**
 - le FTI/FCB a ordonnancé **8,81 milliard de FCFA** sur un don de l'AID ;
 - le PDE IV a ordonnancé **136,97 millions de FCFA** sur un don du BID.
- ✓ **Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes : 1,21 milliard de FCFA**
 - Le Projet AFPJE a ordonnancé **1,21 milliard de FCFA** sur prêt de l'AFD.

3.5.2 Ressources ordonnancées, hors cadrage par ministère :

Au 31 décembre 2015, **53,82 milliards de FCFA** ont été ordonnancés soit **13,27%** de la prévision totale du PIP et **15,56%** des ordonnancements du PIP.

- ✓ **Ministère de l'Economie et des Finances et des Programmes de Dénationalisation : 1,06 milliard de FCFA**
 - le Programme d'Amélioration de la Gestion des Finances Publiques a ordonnancé **1,06 milliard de FCFA** sur prêt du FAD.
- ✓ **Ministère de la Santé : 3,56 milliard de FCFA**
 - le Projet d'Appui au Développement du système de Santé a ordonnancé **3,56 milliard de FCFA** sur don du FAD.
- ✓ **Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche : 11,58 milliards de FCFA**
 - le Projet d'Appui à la Diversification Agricole a ordonnancé **10,40 milliards de FCFA** sur don de GRFP et AID ;
 - le Projet d'amélioration de la Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest a ordonnancé **1,12 milliard de FCFA** sur Prêt de l'AID ;
 - le projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale a ordonnancé **70,50 millions de FCFA** sur don du FAO ;
- ✓ **Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement : 9,53 milliards de FCFA**
 - le Projet de Protection de la Côte à l'Est de l'Epi de SIAFATO a ordonnancé **2,57 milliard de FCFA** sur un prêt de la BID ;

- le Programme Spécial de Réhabilitation de la Ville d'Abomey a ordonné **559,94 millions de FCFA** sur un prêt de la **BOAD** ;
 - le Projet de Gestion Urbaine Décentralisée (phase 2) a ordonné **6,40 milliards de FCFA** sur un prêt de l'**IDA**.
- ✓ **Ministère des Travaux Publics et des Transports : 28,09 milliards**
- le projet de Dédoublage de la route SEME PORTO-NOVO et du PNT de Porto-Novo a ordonné **157,89 millions** sur prêt **BADEA** ;
 - le projet des Travaux de la réhabilitation de la route COME LOKOSSA DOGBO (63,40Km) a ordonné **17,47 milliards** sur prêt **ECO BANK** ;
 - le projet d'Aménagement et de Bitumage des routes Frontières TOGO-TCHETTI-SAVALOU et LOGOZOHE-GLAZOUE a ordonné **10,47 milliards** sur prêt **ECO BANK** ;

Conclusion partielle :

En somme, le niveau d'exécution des projets et programmes au 31 décembre 2015, révèle que :

- **428,93 milliards de FCFA** ont été engagés, soit un taux de réalisation financière, base engagement de **105,75%** contre **92,99%** pour un montant de **276,93 milliards de FCFA** en 2014 ;
- le montant ordonné se chiffre à **345,90 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation financière, base ordonnancement de **85,28%** contre **68,17%** pour un montant de **203,01 milliards de FCFA** en 2014 ;
- **105,13 milliards de FCFA** ont été ordonnés hors PIP et **53,82 milliards de FCFA** ont été ordonnés hors cadrage, faisant passer la réalisation financière, base ordonnancement, de la période sous revue, de **345,90 milliards de FCFA** à **504,85 milliards de FCFA**.

4. REALISATIONS PHYSIQUES DU PORTEFEUILLE ACTIF AU 31 DECEMBRE 2015

Cette rubrique présente par département ministériel et institution de l'Etat, les importantes activités réalisées sur les projets et programmes exécutés au cours de la période sous revue. Elle aborde également, à travers des indicateurs, les performances résultant des actions réalisées.

Sur l'ensemble des vingt-huit (28) ministères et institutions de l'Etat, seule la Présidence de la République n'a pas transmis son rapport au 31 décembre 2015 à la DGPSIP.

En dehors du MJSL qui a un taux de 100% depuis fin juin 2015, le plus fort taux d'exécution physique est enregistré au niveau du MDN (93,52%) et le plus faible taux est remarqué au Ministère en charge des OMD et ODD (40,91%).

4.1 Projets et programmes de gouvernance

Au total, onze (11) ministères du secteur de la gouvernance, à savoir : MDN, PRIMATURE, MDGLAAT, MEFPD, MAEIAFBE, MCMEJF, MJLDH, MISPC, MC-OMD-ODD, MCRI et MTFPRAI ont déposé leurs rapports. Seule la Présidence de la République n'a pas déposé son rapport à fin décembre 2015.

Les principales activités réalisées par ces départements ministériels se présentent comme suit :

4.1.1 Ministère de la Défense Nationale

Au total, 04 projets/programmes sont inscrits au Programme d'Investissements Publics, gestion 2015 du MDN. Le taux d'exécution physique de tous ces projets et programmes est de **93,52%** au 31 décembre 2015.

Les principales réalisations physiques se présentent comme suit :

❖ Programme de Réhabilitation et de Construction d'Infrastructures au profit des Forces Armées Béninoises : 95,73%

- réception définitive des travaux de pavage et d'assainissement de la voie du contournement d'Etat-Major Général le 19 juin 2015 au camp Guézo de Cotonou ;
- réception définitive des travaux de construction des logements du CB et CBA de la brigade de gendarmerie de Ouidah le 29 juillet 2015;
- réception définitive des travaux de construction des logements du CB et CBA de la brigade de gendarmerie de Nikki le 06 août 2015;
- achat de matériels et fournitures au profit de la Direction du Génie et de la Participation au Développement;
- achat de fournitures de bureau et produits d'entretien;
- paiement de la facture relative à l'honoraire de l'architecte dans le cadre de la construction d'un bâtiment de type R+2 devant abriter le cabinet du MDN;

- paiement de la facture relative aux travaux d'adduction d'eau à la brigade de gendarmerie de Ouinhi;
 - paiement du décompte relatif à la construction de la brigade de gendarmerie de Glazoué et des logements du CB et CBA ;
 - paiement du décompte relatif à la construction ;
 - visite du chantier des travaux de construction des logements du CB et CBA de la brigade de gendarmerie de Glazoué le vendredi 11 septembre 2015 ;
 - règlement de la retenue de garantie du contrat de marché relatif aux travaux de construction du mur de clôture de la poudrière, du mess mixte et d'une écurie pour chevaux à Parakou au profit du MDN ;
 - réception provisoire des travaux de construction des infrastructures devant abriter la brigade de Gendarmerie type "TA-S" le jeudi 02 juillet 2015 à Zè ;
 - réception provisoire des travaux de construction du poste de police et du mur de clôture de la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale de Porto-Novo le mercredi 09 septembre 2015 ;
 - visite du chantier des travaux de réhabilitation de la Zone matériel Statique, de la Zone Vie et de la Zone FPU de la base MINUSMA le 10 septembre 2015 au CFOMPC ;
 - visite du chantier des travaux de pavage de place d'armes de Ouidah le jeudi 17 décembre 2015 ;
 - remise de site pour la construction d'un dortoir troupe au camp militaire de Ouidah (3^{ème} BIA) le jeudi 17 décembre 2015 ;
 - visite du chantier du bâtiment devant abriter la Préfecture Maritime (Cotonou) le mardi 08 décembre 2015 ;
 - livraison de matériels informatiques, fournitures, mobiliers de bureau et accessoires le 30 septembre 2015 ;
 - attribution, négociation et signature du marché d'achat de trois copieurs multifonctions couleurs de marque HP ou canon + accessoires.
- ❖ **Programme de Réhabilitation, de Construction et d'Equipement des Infrastructures au profit des Ecoles et Centres de Formation Militaire : 89,39%**
- achat de matériels et de fournitures le 30 septembre 2015 ;
 - réception définitive des travaux de l'ENO Toffo (réhabilitation de la place d'armes) le 24 octobre 2015;
 - réception définitive des travaux de construction d'une caserne TC1 à Bèmbèrèkè ;
 - achat de matériels informatiques et accessoires et de mobiliers de bureau.
- ❖ **Programme de Réhabilitation, de Construction et d'Equipement des Hôpitaux Militaires: 91,93%**
- achat de fournitures et matériels de bureau ;

- réception provisoire des travaux de construction du mur de clôture du CMS de garnison de Ouidah le 29 juillet 2015;
 - acquisition d'équipements médico-techniques (lot2) au profit du Ministère de la Défense Nationale.
- ❖ **Appui Institutionnel au Ministère de la Défense Nationale / DPP : 83,50%**
- attribution, négociation et signature du marché relative à la réalisation d'une base de données pour le suivi-évaluation du budget-programme ;
 - élaboration, validation, impression et vulgarisation d'un bulletin d'informations ;
 - validation, impression et vulgarisation de l'annuaire statistique 2014 ;
 - organisation du mois du Service Public ;
 - livraison des fournitures et matériels de bureau (papier, encre et autres);
 - livraison de matériels informatiques, copieurs et accessoires le 30 septembre 2015;
 - appui à l'organisation de la journée internationale de la femme ;
 - restauration de participants et couverture médiatique lors des ateliers liés à la réforme budgétaire ;
 - restauration de participants lors du lancement mois service public 2014 (réimputation de travaux 2014 faits par RAMA'ISSA).

4.1.2 PRIMATURE

- ✓ Bloc développement : Ex-Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective

Le taux d'exécution physique du PIP de l'ex-MDAEP est de 52,93% au 31 décembre 2015.

Les principales réalisations physiques se présentent comme suit :

- ❖ **Programme d'Assistance PAM (PA /PAM) : 66,55%**
- élaboration du plan de distribution et des Ordres de Transport;
- acheminement de matériels aux DDPD au titre du trimestre Janvier-Mars 2015 ;
- distribution de 1 007,932 tonnes de vivres dans 484 écoles à cantine PAM ;
- réparation des camions ;
- réception de 300 tonnes de riz ;
- avis d'arrivée de 863 tonnes de diverses denrées ;
- actualisation des listes des écoles et effectifs des écoliers ;
- élaboration du Plan de distribution et ODT Oct-Déc 2015 ;
- tenue des sessions du CA ;
- élaboration des rapports, des états financiers et du budget ;
- organisation de deux missions d'inventaire ;
- organisation des missions nationales de supervision ;
- organisation de mission conjointe PAM et OGP-PAM;

- tenue de la réunion du comité de pilotage des cantines scolaires ;
 - élaboration du rapport de satisfaction des utilisateurs de produits PAM.
- ❖ **Programme de Constitution d'une Banque de Projets (PCBP) : 62,51%**
- élaboration des TDR ;
 - saisie des données dans le cadre du traitement et analyse des informations collectées sur les projets de développement, en 2013 et 2014;
 - organisation de la session du Comité de Pilotage du projet pour le 1^{er} semestre 2015 ;
 - rédaction du rapport de la session ;
 - suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de la session ;
 - élaboration et validation des TDR relatifs à la gestion et la maintenance de la plateforme de la BNP;
 - tenue des sessions d'animation, de gestion et de maintenance ;
 - réalisation de la mission de connexion de toutes les communes et les DPP restantes à la plateforme de la PNB;
 - animation de la plateforme de la BNP pour le compte du premier trimestre ;
 - élaboration et validation des TDR relatifs à l'atelier d'évaluation des performances du PCBP;
 - réalisation des travaux préliminaires relatifs à l'organisation de l'atelier d'évaluation des performances du PCBP ;
 - identification des prestataires et préparation des appels à manifestation d'intérêt.
- ❖ **Programme de Renforcement de la Prospective et de la Planification (PRPP) : 60 %**
- identification et validation des besoins ;
 - sélection des prestataires pour achats de biens et services;
 - tenue du 1^{er} comité de pilotage, le vendredi 12 juin 2015 à la salle 405 du Cabinet de la Primature ;
 - obtention de l'autorisation du Premier Ministre pour le renforcement de capacités de deux cadres en formations spécialisées en prospective, en planification et en veille stratégique au Maroc;
 - préparation matérielle de la formation ;
 - participation d'un cadre à la session de formation à Rabat au Maroc du 03 au 18 octobre 2015 ;
 - tenue du séminaire de formation ;
 - élaboration et validation des TDR relatifs à l'élaboration du Plan National de Développement 2016-2025;
 - élaboration de l'arrêté portant création de la commission d'élaboration du Plan ;

- élaboration de l'arrêté et de la fiche de financement pour l'organisation de la revue du processus de gestion du développement;
- conception des outils de collecte ;
- réunion de cadrage avec les acteurs concernés ;
- atelier méthodologique de lancement de la revue ;
- envoi de canevas ;
- séances techniques avec les ministères sectoriels ;
- élaboration des rapports techniques ;
- élaboration du projet de rapport général ;
- examen du rapport général par le comité technique
- élaboration et validation des TDR relatifs à la refonte du système de programmation des investissements publics selon la LOLF ;
- élaboration et signature de l'arrêté et de la fiche de financement liées à la refonte du système de PIP selon la LOLF;
- conception, développement et déploiement de la version bêta du système automatisé d'analyse et de programmation des investissements publics ;
- analyse de l'existant et identification des besoins ;
- correction de la version bêta et déploiement de la première version stable de l'application ;
- élaboration et validation des TDR relatifs à l'organisation de l'atelier de validation de la feuille de route de mise en œuvre de la LOLF au sein du MDAEP ;
- organisation des réunions préparatoires ;
- identification et invitation des participants à l'atelier;
- tenue de l'atelier de validation;
- élaboration du rapport de l'atelier ;
- approbation par les acteurs concernés du rapport définitif relatif à la réalisation des deux thématiques de veille stratégique ;
- attribution, négociation et signature du marché ;
- dépôt rapport provisoire ;
- validation du rapport définitif relatif à la réalisation des deux thématiques de veille stratégique;
- élaboration et validation des TDR relatifs à l'organisation de missions périodiques de visite de chantiers ;
- organisation de la réunion préparatoire de la tournée ;
- préparation intellectuelle et logistique de la tournée ;
- élaboration et validation des TDR relatifs à la formation des administrateurs et des utilisateurs à l'appropriation du SHISEPIP ;

- élaboration des projets de documents de formation ;
 - examen et validation des documents ;
 - préparation intellectuelle et logistique ;
 - réalisation de la formation ;
 - production du rapport de formation ;
 - élaboration et validation des TDR relatifs à la mise en place et fonctionnement du comité de supervision des travaux d'accompagnement des ministères pour l'application du TEP ;
 - prise d'arrêté pour la mise en place du Comité de supervision des travaux ;
 - identification des spécifications et élaboration des TDR pour l'acquisition d'un véhicule et deux motos DREAM ;
 - sélection du prestataire pour l'acquisition du véhicule et des deux motos DREAM.
- ❖ **Appui au Renforcement des Capacités Institutionnelles, de Recherche Opérationnelle, de Gestion et de Coordination des Politiques de Population : 60%**
- élaboration et finalisation des TDR relatifs à l'édition et la vulgarisation de la Politique National de Population ;
 - signature du contrat avec le prestataire de service ;
 - tenue d'une réunion du Comité National chargé de l'étude sur les préjudices subis par les pensionnés de la CNSS du fait de la loi des finances de 1987 le mardi 24 février 2015 ;
 - organisation et tenue des manifestations officielles de la Journée Mondiale de la Population, édition 2015 ;
 - tenue de la 1^{re} réunion de la coordination du programme de coopération Bénin-UNFPA ;
 - tenue de trois sessions du GTC ;
 - tenue d'une session de la CNP ;
 - tenue des sessions de la CDP ;
 - actualisation des TDR relatifs à la réalisation du Bulletin POPULATION INFO ;
 - participation à la séance de présentation du projet « Appui à la libre circulation des personnes et la Migration en Afrique de l'Ouest » ;
 - formation sommaire des cadres de la DPPP sur le logiciel SPECTRUM par un Expert de l'AFD ;
 - atelier de formation des membres de la CNP sur les méthodes et les outils d'intégration des questions de population ;
 - réalisation d'un dépliant sur la PNP ;
 - réalisation d'une plaquette relative à la révolution contraceptive.
- ❖ **Projet d'Aménagement du Périmètre Aéroportuaire de Glo-Djigbé: 19,55%**

- élaboration et transmission de la demande de devis au Génie militaire dans le cadre du renforcement de la délimitation du Périmètre de Glo-Djigbé par la pose des balises;
- élaboration du contrat ;
- transmission à la DDET des documents écrits et graphiques issus des travaux de bornage contradictoire du Périmètre ;
- identification des prestataires de service dans le cadre du renforcement de l'installation wifi;
- identification des prestataires de service dans le cadre de la formation du personnel;
- appel de fonds pour l'achat de carburant et lubrifiant;
- élaboration et transmission à la DRFM des documents relatifs au paiement des primes du 1^{er} trimestre.

❖ **Projet d'Appui aux Politiques Sociales (PAPS) : 34%**

❖ **Projet de Mise en place d'un système performant de pré-archivage à la Primature : 60%**

- traitement intégral des archives des structures du ministère à l'exception de celles de la DGPD et de la DDPD/AL ;
- sélection du prestataire pour l'achat de fourniture de conditionnement et de traitement des archives.

❖ **Projet de Construction, de Réhabilitation et d'Equiperment des Bureaux et Résidences des DDPD : 76,66%**

- achèvement des bâtiments à usage de bureau de la DDPD/AL ;
- lancement de l'appel à concurrence, dépouillement des offres et préparation du contrat relatifs à la réalisation des travaux de ravalement (décapage et revêtement) du bâtiment INSAE ;
- préparation des bons de commande et démarrage des travaux de réfection au profit des DDPD ;
- réception provisoire de matériels roulants ;
- réception de la commande de mobiliers de bureau (2 salons complets, 8 fauteuils visiteurs, 2 bureaux et 2 fauteuils directeurs) ;
- réception de la commande de matériels informatiques plus consommables (7 ordinateurs portatifs, 6 ordinateurs de tables et 12 imprimantes) ;
- activation de la liaison internet ;
- réalisation de la consultation restreinte pour l'achat de fournitures de bureau.

- ❖ **Programme de Développement des Ressources Humaines PDRH : 75%**
 - signature du contrat relatif aux paiements des décomptes par la Personne Responsable des Marchés Publics au profit de SOCOFEP.
- ❖ **Projet d'appui à l'opérationnalisation des villages du millénaire(PVM) à Tohouhoué et à Yokon: 73%**
 - traitement de tous les titres de 2014 retournés du Trésor et introduction dans le circuit financier ;
 - poursuite et achèvement des travaux de construction de CLAC dans les villages du millénaire de Tohouhoué à hauteur de 10% et de Yokon à hauteur de 90% ;
 - poursuite des travaux de construction de maternité avec unité de soins, de logements et de latrines avec douche dans les villages du millénaire de Tohouhoué à hauteur de 10% et de Yokon à hauteur 20% ;
 - traitement du dossier relatif au Projet pilote d'appui à l'opérationnalisation des Villages du Millénaire de Kandérou, Founougo A et Founougo B et soumission au DRFM pour engagement ;
 - élaboration des rapports d'avancements et d'activités trimestriels du PVM ;
 - remboursement des titres de 2014 retournés du trésor (62) ;
 - élaboration du document de Projet « Commune du Millénaire pour un Développement Durable (PCMDD) » en faveur de la commune de Bonou.
- ❖ **Projet de Promotion de l'Entreprenariat Agricole pour la Transformation Socio-économique des zones rurales au Bénin (PPEA) : 93%**
 - tenue de trois rencontres techniques du comité technique de gestion du PPEA ;
 - organisation de 3 missions périodiques de supervision et de suivi-évaluation des CPEAS et des entrepreneurs agricoles installés ;
 - organisation de 2 missions ministérielles de supervision et du suivi-évaluation des CPEA et des entrepreneurs agricoles installés ;
 - élaboration et validation des TDR en vue de l'organisation des missions de plaidoyer auprès des autorités locales en vue de la sécurisation des sites des CPEA ;
 - élaboration et validation des TDR en vue de l'organisation d'un atelier national de partage des expériences en entrepreneuriat agricole;
 - lettre d'autorisation adressée à la Direction du Garage Central pour la gestion du projet.
- ❖ **Programme Pluriannuel d'Appui au Secteur Eau et Assainissement PPEA : 57,5%**
 - élaboration du rapport annuel 2014;
 - audit 2014.
- ❖ **Programme Cadre de Renforcement de l'OCS : 40,60%**

- élaboration et validation des TDR relatifs à l'élaboration et à la dissémination sur le profil social national au titre de 2015 ;
 - dépôt du rapport définitif sur le mécanisme d'évaluation de la SCRP ;
 - validation des TDR et élaboration du dossier d'appel d'offre relatif à la réalisation d'étude d'impact spécifique de réduction de la pauvreté ;
 - tenue de la première session du comité technique et de la formation relative à l'animation du réseau national en AIPS ;
 - élaboration et validation des TDR relatifs à l'animation du réseau national des observatoires de la vie économique et sociale;
 - exécution des travaux d'entretien, de maintenance et de réparation des matériels et équipements pour le compte des trois premiers trimestres de l'année.
- ❖ **Projet d'appui à l'opérationnalisation des Stratégies de Développement (PASD): 08%**
- finalisation des TDR pour l'édition, l'impression et la vulgarisation du guide d'analyse du plan de développement communal;
 - finalisation des TDR relatifs à l'appui à l'élaboration des TBS départementaux;
 - élaboration de l'avant-projet de décret et du projet de communication y afférent dans le cadre de la PHPS;
 - finalisation des TDR pour l'édition et la vulgarisation de la PHPS.
- ❖ **Recensement Général de la population et de l'Habitation, 4ème édition (RGPH 4): 60%**
- ❖ **Projet de Renforcement des Capacités en Conception et Analyse des Politiques de Développement: 36,15%**
- Réalisation d'études et de formation.
- ❖ **Travaux de mise en Conformité des installations Electriques et d'Alimentation de Secours (TMCIEAS): 63%**
- engagement de la dépense (Manuel+SIGFIP) relative à la réparation du système mécanique du groupe électrogène en 2014;
 - mise à disposition des fonds relatifs à l'achat de carburant et lubrifiant pour l'alimentation de secours.
- ❖ **Projet d'Appui Institutionnel de l'ex MDAEP : 40,6%**

Aucune activité n'a été réalisée néanmoins on note des règlements de dettes :

- règlement de la dette relative au contrat d'abonnement et de service au journal "la presse du jour" et le "matin";
- règlement de la dette relative à la restauration dans le cadre de la réalisation de la revue du PTA au quatrième trimestre 2013 ;
- règlement de la dette relative à la réparation du véhicule de la DPIIP.

- ✓ Bloc Evaluation : Ex- Ministère de l'Evaluation des Politiques Publiques, de la Promotion de la Bonne Gouvernance et du Dialogue Social.

Le budget programme de l'Ex-MEPPPBG-DS comporte quatre (04) programmes au titre du PIP 2015. Le taux d'exécution physique du PIP de l'ex-MEPPPBG-DS s'établit à 64,46% au 31 décembre 2015.

❖ **Projet d'Evaluation des Actions publiques : 64,51%**

- finalisation de l'évaluation de la stratégie de développement du secteur de l'énergie et des hydrocarbures ;
- finalisation de l'évaluation de la stratégie de promotion des filières agricoles ;
- finalisation de l'évaluation de la qualité de la fourniture en énergie électrique dans les grandes agglomérations du Bénin ;
- ouverture, analyse et évaluation des offres relatives à l'évaluation de la Politique Nationale du Genre ;
- élaboration et validation des TDR relatifs à l'évaluation de la Politique Nationale de l'Environnement ;
- sélection de l'agence et suivi des travaux de conception graphique des rapports ;
- dépôt du projet provisoire relatif à l'élaboration du guide méthodologique d'évaluation des politiques publiques ;
- tenue du séminaire régional sur l'évaluation d'impact ;
- sélection du prestataire pour l'acquisition de matériels informatiques et bureautiques ;
- élaboration et lancement des DAO en cours pour l'acquisition d'un véhicule de tourisme.

❖ **Projet d'Appui Institutionnel : 78,50%**

- identification des besoins de formation du personnel ;
- identification des besoins relatifs à l'acquisition et grosses réparations ;
- réception de fournitures pour le compte du premier semestre 2015 ;
- identification des besoins et demande de proposition de prix pour la prestation de services.

❖ **Projet d'Appui à la Réalisation des Etudes Stratégiques pour l'Amélioration de la Gouvernance : 78%**

- finalisation de l'étude de faisabilité du projet de réhabilitation de la lagune de Porto-Novo ;
- finalisation de l'étude de faisabilité du Programme Intercommunal pour la valorisation des matériaux de construction et de développement touristique dans les départements de l'Atacora et de la Donga ;
- élaboration et validation des TDR relatifs au Développement d'un modèle d'évaluation ex-ante des politiques publiques ;

- validation du rapport provisoire de l'étude du projet de géostratégie économique sous régionale en Afrique de l'Ouest ;
 - dépôt du rapport provisoire de l'étude par le comité technique dans le cadre de la finalisation de l'étude de faisabilité du développement du petit élevage sur la base du concept <<la Maison du Paysan>> ;
 - avis de la DNCMP sur la procédure de sélection dans le cadre de la Réalisation de l'étude de faisabilité du projet de promotion de la bonne gouvernance;
 - avis de la DNCMP sur la procédure de sélection des textes à caractère économique;
 - avis de la DNCMP sur la procédure de sélection de système d'information et d'échanges sur les pratiques de bonne gouvernance;
 - avis de la DNCMP sur la procédure de sélection de l'élaboration de la politique de promotion de la bonne gouvernance;
 - avis de la DNCMP sur la procédure de sélection sur la réalisation de l'étude de faisabilité du projet d'appui à la gouvernance des entreprises;
 - attribution, négociation et signature du marché pour acquisitions et grosses réparations (y compris achat de véhicule).
- ❖ **Programme intercommunal de réhabilitation du lac Ahémé et ses chenaux et de mise en place d'une zone de développement économique (PIRA) : 36,85%**
- attribution, négociation et signature du marché relatif à la finalisation de l'étude d'impact environnemental des opérations de dragage ;
 - suivi de l'étude sur la modélisation hydrologique du système du lac Ahémé et ses chenaux ;
 - travaux de finalisation des textes juridiques et réglementaires de l'agence;
 - élaboration et validation des TDR du document de communication sur le PIRA;
 - attribution, négociation et signature du marché relatif à l'élaboration du document du PIRA ;
 - identification des travaux préliminaires au dragage ;
 - élaboration des rapports de missions de suivi des réalisations de PIRA ;
 - renouvellement du contrat de bail pour la location du bâtiment devant abriter l'Agence.

4.1.3 Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation (MEFPD)

Le niveau de réalisation physique de ces projets et programmes du MEFPD est de **74,17%**.

Le point des réalisations physiques au 31 décembre, gestion 2015 du Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation se présente comme suit :

- ❖ **Projet de développement de l'informatique : 84,15%**

- participation des cadres de la DOIP au salon intra net collaboratif et au séminaire de formation des informaticiens sur les fonctionnalités avancées des modules TIC ;
 - mise en œuvre de veille technologique sur le système d'information ;
 - migration et abonnement à l'hébergement du site web du ministère ;
 - travaux de mise en place d'un backup automatique du site web ;
 - réalisation de cloison et de faux plancher pour l'aménagement du cadre de travail de la DOIP ;
 - acquisition et installation d'équipements pour la mise en place d'un site de la voix IP au sein du MEFPD ;
 - renforcement de la plateforme intranet et généralisation ;
 - sécurisation du Datacenter (formation de l'équipe à l'usage des outils de sécurité) ;
 - prise en charge des DENO.
- ❖ **Etude, Achèvement et Construction des Bâtiments des Postes Comptables du Trésor : 73%**
- démarrage des travaux de construction des Recettes Perceptions (RP) de Sinendé et de Lokossa ;
 - construction des RP de Houéyogbé et de Banté (en cours);
 - remise de site en juin 2015 ;
 - consultation restreinte pour les travaux de réfection des RP de Savè, de Grand-Popo et d'Allada.
- ❖ **Construction de Bureaux et de Casernes pour Postes de Douanes : 78,63%**
- construction de la clôture et de la guérite du domaine de l'école des douanes à Akpo-Missérétié ;
 - réception provisoire des travaux de construction de logements pour responsable à la RD de Sègbana ;
 - réception définitive des travaux de construction et de réfection des casernes et bureaux dans les unités douanières de Okéita ;
 - construction d'un bloc administratif, 04 logements pour agents et 03 résidences pour responsables (marchés approuvés et notifiés aux entreprises) ;
 - travaux de réfection dans diverses unités de douane : Comè, Direction de renseignement et des enquêtes douanières, Inspection Générale des douanes, Hounahoué, Prèkètè.
- ❖ **Construction de 14 Bâtiments à Usage de Bureaux et de 14 Logements pour les Responsables des Impôts : 63,71%**
- lancement des DAO et dépouillement des offres pour la construction des CIPE Abomey, Comé, Ouidah, Bembèrèkè, Porto-novo ;
 - attribution des marchés de réfection du CIPE Malanville ;

- attribution du marché de construction du RAI Bantè ;
 - construction des CIPE Abomey, Comé, Ouidah, Bembèrèkè, Porto-novo ;
 - mission de suivi.
- ❖ **Programme d'Amélioration des Performances de la DGAE : 91%**
- élaboration des TDR des activités programmées ;
 - élaboration du BIPEN 2014 ;
 - réalisation du Tableau de Bord de l'Investissement Privé, édition 2015 ;
 - réalisation d'étude sur le thème « respect du critère de convergence de l'UEMOA » relatif au taux de pression fiscale pour le Bénin : quelles stratégie optimale de mobilisation des ressources fiscales ;
 - actualisation du tableau de bord des entreprises publiques et élaboration de la situation financière des sociétés d'Etat et Offices ;
 - études des budgets et états financiers des entreprises publiques ;
 - inventaire des prises de participation de l'Etat dans les sociétés et organismes ;
 - étude portant sur «déficit énergétique et compétitive de l'économie béninoise » ;
 - enquête pour la mise en place d'un répertoire des données comptables et financières des entreprises publiques et offices ;
 - élaboration du rapport sur la situation financière des sociétés et offices d'Etat à fin décembre 2013.
- ❖ **Projet d'Appui Conseil à la Macro-économie et à la Réduction de la Pauvreté : 95%**

Aucune information sur les réalisations physiques

- ❖ **Programme d'amélioration des performances de la DGID : 85%**
- mandatement des dossiers retournés au trésor ;
 - acquisition de serveur et de switch (T-Net Afrique) ;
 - mise en place d'une solution IP ;
 - acquisition des timbres fiscaux et de feuilles de quittance informatisée ;
 - rétablissement de la liaison et la sécurisation de la base de données de l'IFU ;
 - rétablissement de la connexion radio avec le GUFÉ ;
 - sécurisation de la base de données de l'IFU ;
 - conception de module dans IFU et acquisition d'encre.
- ❖ **Projet de Consolidation et de Sécurisation du SIGFiP : 89,68%**
- réalisation de mission des acteurs du SIGFiP au niveau central et dans les départements ;
 - mise à jour des modules de SIGFiP ;
 - sécurisation des interconnexions du réseau ;
 - construction de plateformes départementales au niveau de 03 préfectures pour la sécurisation des équipements du SIGFiP ;

- entretien et extension des sites d'utilisation du SIGFIP ;
 - acquisition de matériels et d'équipements d'interconnexion et de sécurisation du réseau.
- ❖ **Taxe Temporaire d'Equipement : 97,73%**
- acquisition de matériels et équipements au profit des structures et du cabinet ;
 - acquisition de matériels, fournitures et consommables informatiques au profit des différentes structures ;
 - prise en charge des dossiers de 2014 dégagés par la DGTCP (150,56 millions FCFA) ;
 - prise en charge des contrats d'intérêt commun du MEFPD ;
 - dotation spéciale de carburant et renforcement du fonctionnement du MEFPD (123 millions FCFA).
- ❖ **Programme d'Amélioration des Performances de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects : 98%**
- formation des cadres en gestion et suivi-évaluation de projets ;
 - entretien et réparation de groupes électrogènes et installations électriques ;
 - acquisition de matériels et mobiliers de bureau.
- ❖ **Programme d'Amélioration des Performances de la DGTCP : 85,59%**
- acquisition et installation de 4 groupes électrogènes ;
 - installation et mise en service d'un groupe électrogène de 15 KVA à la recette des finances de l'atlantique ;
 - pose d'équipement d'interconnexion des recettes des finances du Mono-Couffo, Zou-Collines, Borgou-Alibori et Atacora-Donga ;
 - sensibilisation des redevables sur paiement à bonne date des redevances et taxes (promoteurs de radios et télévisions privées, sociétés de GSM, agences de voyage, acteurs des eaux et forêts, etc) ;
 - poursuite des travaux d'informatisation des ordres de recettes et développement de l'interface entre Matkoss et les autres logiciels de gestion des ordres de recette ;
 - formation des utilisateurs des logiciels Matkoss, Aster, W-money ;
 - acquisition de 09 véhicules pickup double cabine ;
 - pose d'équipement d'interconnexion des recettes des finances du Mono-Couffo, Zou-Collines, Borgou-Alibori, Atacora-Donga.
- ❖ **Programme Pluriannuel d'appui au secteur de l'Eau et d'Assainissement (PPEA FINANCES) : 25%**
- mission de suivi physique de réalisation en prélude à la réalisation de l'appui budgétaire.
- ❖ **Programme d'Amélioration de la Gestion des Finances Publiques : 85%**
- réalisation des travaux préparatoires de revue annuelle des finances publiques ;

- voyage d'étude sur les réformes relatives à la LOLF et la formation des acteurs de mise en œuvre de la réforme ;
 - formation des GRH du MEFPD sur la gestion des fichiers de l'emploi dans le cadre de la mise en œuvre de la LOLF ;
 - formation des inspecteurs de finances sur le contrôle des administrations fiscales ;
 - création du site web de la DGTCP ;
 - formation sur les logiciels MATKOSS et ASTER ;
 - réalisation de modules complémentaires du SIGMAP et archivage électronique des dossiers ;
 - développement de base de données exhaustive des dons et prêts et de leur exécution ;
 - formation des agents de la douane sur le nouveau code des douanes et procédure ;
 - formation des acteurs de mise en œuvre de la réforme.
- ❖ **Programme de renforcement des capacités de programmation et de coordination du MEF : 79 %**
- réalisation de la session du comité de gestion des investissements ;
 - suivi rapproché des travaux de fournitures et d'installation de groupe électrogène dans 10 unités douanières dans le cadre de la mise en place du plan d'urgence en faveur des régies ;
 - organisation de la revue de l'exécution des décisions du conseil des ministres ;
 - acquisition du matériel et équipement des régies ;
 - élaboration du PIP 2016-2018 ;
 - élargissement de la base de données de la MARINA ;
 - prise en charge des mandats retournés du trésor et des DENO ;
 - acquisition d'ordinateurs au profit des points chargés du suivi d'exécution du conseil des ministres.
- ❖ **Programme d'amélioration des capacités d'analyse et de maîtrise des dépenses publiques : 68,58%**
- mise à jour des chapitres d'imputations des salaires dans le fichier centre ;
 - mission de décryptage des modalités d'exécution du BGE et des mesures fiscales dans la loi des finances ;
 - élaboration des TDR de toutes les activités Extension de Win Effect dans les ministères ;
 - acquisition d'équipements ;
 - recensement des conventions et accords de financement signés par les sectoriels avec les PTF pour une meilleure programmation des dépenses publiques.

- ❖ **Projet de Construction du Bâtiment des Archives et du Centre de Formation de l'Administration Centrale des Finances : 60 %**
 - mandatement d'avancement de démarrage pour les divers corps d'état des gros œuvres, revêtements, plomberie, peinture, menuiserie, électricité pour les travaux de construction du bâtiment archives et du centre de formation professionnelle de l'ACF.
- ❖ **Projet d'Appui à la Gouvernance Economique : 51%**
 - sélection des prestataires pour l'acquisition de matériels et équipements ;
 - organisation d'un atelier de démarrage de la mission ;
 - élaboration et validation de la stratégie de mise en œuvre du PAGE ;
 - élaboration par les consultants du Projet Prioritaire à Impacts Rapides (PPIR) ;
 - démarrage de l'élaboration du DAO du projet ;
 - examen et choix du scénario de mise en œuvre du PAGE ;
 - élaboration et validation de la note d'orientation stratégique ;
 - voyage en administration comparée à Dakar et à Abidjan dans le cadre de la refonte du Système d'Information au MEFPD ;
 - démarrage de l'élaboration de la stratégie de refonte.
- ❖ **Projet d'Appui à l'Amélioration des Recettes Fiscales Intérieures du Bénin : 35%**
 - signature de convention ;
 - recrutement d'un cabinet canadien en charge de l'exécution des ressources de la partie canadienne ;
 - mission de collecte de données au niveau des structures de la DGI en vue de l'élaboration du plan de mise en œuvre du projet.
- ❖ **Projet de Mise en Œuvre du Programme de Dénationalisation : 84%**
 - consultation pour acquisition de fournitures de bureau, d'équipements et de matériels roulants.
- ❖ **Projet de Construction de Bâtiment à Usage de Bureaux et de Réhabilitation des Bâtiments de l'ACF : 22%**
 - lancement des DAO relatifs aux travaux de réhabilitation des blocs techniques et du cabinet et dépouillement des offres en juin ;
 - travaux de construction de la plateforme SIGFIP ;
 - dépouillement des offres relatives aux travaux de réhabilitation des blocs techniques et du cabinet ;
 - études architecturales pour la construction du bâtiment administratif R+5 ;
 - prise en charge de dossier relatif au remblai en terre d'apport des allées pour abris véhicules au garage central d'Abomey-Calavi qui n'a pas de ligne d'imputation en 2015.

4.1.4 Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Bénévoles de l'Extérieur

Le taux d'exécution physique global du PIP du Ministère est de 41,28% au 31 décembre 2015. Les principales réalisations physiques se présentent comme suit par programme :

- ❖ **Programme Spécial de Construction, de Rénovation et d'Acquisition des chancelleries et Résidences des Ambassadeurs du Bénin : 41,79%**
 - réception définitive de la Résidence de l'Ambassadeur du Bénin à Abidjan en novembre 2015 ;
 - achèvement de la voirie interne de la Chancellerie du Bénin à Abuja;
 - démarrage du projet de rénovation de la Chancellerie du Bénin à Rabat.
- ❖ **Programme de Dynamisation de l'Action Diplomatique et de la Coopération Internationale (Volet Central) : 42,32%**
 - inspection technique à Washington (juillet 2015) ;
 - visite de chantier à Abuja du 27 au 30 avril 2015 ;
 - élaboration des TDRs relatifs à l'organisation d'un séminaire thématique sur les mécanismes de mise en œuvre du partenariat Afrique-Monde Arabe ;
 - élaboration des TDRs et Arrêté relatifs à l'organisation d'une revue de la mise en œuvre des Accords de coopération signés entre le Bénin et les pays du Golfe ;
 - élaboration des TDRs, lancement DAO, ouverture de plis, analyse des offres, évaluation des offres, choix d'un adjudicataire relatifs à la réalisation de l'étude de faisabilité du projet de *Réalisation d'une vitrine de promotion économique, artistique, culturelle et commerciale dans les représentations diplomatiques et consulaires du Bénin* ;
 - transmission de l'Avant-Projet du Programme Cadre National (PCN 2015-2019) à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique ;
 - élaboration des TDRs relatifs à l'opérationnalisation de la base de données pour la participation des civils aux opérations de maintien de la Paix ;
 - élaboration des TDRs relatifs à la réalisation de l'étude de faisabilité du système d'informations des privilèges et immunités diplomatiques ;
 - mission de sensibilisation des acteurs de la coopération décentralisée, réalisée dans les communes du Zou (Juin 2015), des Collines (Juillet 2015) et de la Donga (Octobre 2015) ;
 - préparation et déroulement des visites officielles, mise en œuvre et suivi des recommandations des visites relatives au suivi et encadrement des délégations humanitaires au Bénin ;
 - élaboration des TDRs, rédaction et validation du premier draft du plan stratégique de promotion de la culture béninoise à l'étranger (document élaboré et pré-validé) ;

- acquisition d'objets d'art pour la maison du Bénin à Bahia au Brésil (tableaux, statuettes, etc.) ;
 - élaboration des TDRs relatifs à l'organisation des missions de transferts de compétences de la Diaspora ;
 - élaboration des TDRs relatifs à la réalisation de l'étude sur les migrations et le développement du Bénin ;
 - élaboration des TDRs relatifs à la production de l'émission « **DIASPORA AU GABON** » et dépouillement pour le choix de l'adjudicataire.
- ❖ **Programme de Renforcement du Système d'Informations et de Communications Stratégiques : 37,40%**
- mise en place d'une plateforme de sécurisation des informations et des données par la cryptologie entre le Département et les Représentations diplomatiques du Bénin à New-York, à Paris et à Addis-Abeba (50% de réalisation) ;
 - activation des liaisons spécialisées dédiées à l'internet de 2*3 Mbps à BENIN TELECOMS ;
 - actualisation de la carte des Opportunités et Défis ;
 - élaboration des TDRs en vue de l'organisation d'une mission d'inspection et d'évaluation de certains Consuls Honoraires du Bénin dans la zone Europe ;
 - réalisation du nouvel annuaire des Consuls Honoraires au Bénin (Document édité et disponible) ;
 - élaboration en cours du document de stratégie de placement des cadres béninois dans les Organisations Internationales.
- ❖ **Programme Administration et Gestion des Services : 41,87%**
- formation des Points Focaux de programmation et du suivi-évaluation à la maîtrise des outils de suivi-évaluation à Ouidah du 24 au 27 mars 2015 ;
 - validation de l'annuaire statistique 2013, des bulletins statistiques N°4 et 5 et du Manuel du Système d'Information Statistique ;
 - élaboration des TDRs dans le cadre de l'élaboration de l'annuaire statistique édition 2014, du sixième et septième bulletin statistique du MAEC ;
 - validation d'étape des scénarii, orientations et vision du MAEC ;
 - élaboration des TDRs en vue de l'élaboration du document du Programme « **Administration et Gestion des Services** » ;
 - élaboration du projet de plan de carrière du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Document élaboré et disponible, mais non encore validé en raison de difficultés financières) ;
 - élaboration du document du Budget-Programme 2016-2018 ;

- préparation des bases de données dans le cadre de l'actualisation du logiciel de gestion des Ressources Humaines du MAEC.

4.1.5 Ministère Chargé de la Micro Finance et de l'Emploi des Jeunes et des Femmes

Au 31 décembre 2015, le niveau de réalisations physiques est de 81,82%. Il est à remarquer que seul le projet ci-dessous a présenté les activités réalisées..

❖ Projet d'Appui de Mise en place de Business Promotion Center (BPC) : 49,90%.

Au 31 décembre 2015, les principales activités réalisées se résument comme suit :

- tournée de sensibilisation des jeunes et des femmes sur l'esprit entrepreneurial dans les départements du Borgou et de l'Alibori ;
- mission exploratoire de partenariat dans les communes de Ouinhi, Zakpota, Djidja et Zobgodomey ;
- acquisition de matériels de production au profit des bénéficiaires du PAASEF ;
- étude de faisabilité du PADSM ;
- remboursement de la dette relative à l'achat de fournitures de bureau et de consommables informatiques du PIAMF ;
- remboursement de la dette relative à l'achat de fournitures de bureau et de consommables informatiques du PASMIF ;
- remboursement de dette relative à la réalisation des travaux de l'étude sur l'évaluation finale du PIAMF ;
- achat de matériels de bureau ;
- soumission pour avis de non objection de la liste des centres de formation ;
- Signature de la convention entre UCP et FODEFCA et contractualisation des centres de formation ;
- développement de nouvelles matrices de compétence pour le CQM et charge de compétence pour le CQP ;
- étude sur le marché de travail et les métiers porteurs du secteur de l'artisanat ;
- formation pour la mise à niveau des compétences maîtres artisans CQM ;
- signature de la convention entre ANPE et UCP ;
- recrutement d'une agence de paiement pour le versement de la subvention à l'installation ;
- élaboration du manuel de procédures administrative, financière et comptable ;
- organisation des sessions du comité interministériel de pilotage.

4.1.6 Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme

Le niveau de réalisation physique au 31 décembre 2015 du MJLDH est de 61,42%.

Les principales réalisations se présentent comme suit :

❖ **Projet de Consolidation de l'Administration Centrale et Renforcement des Capacités : 69,45 %**

- élaboration et validation des TDR relatifs à la mise en œuvre d'un système informatisé des ressources humaines au MJLDH ;
- formation de renforcement des capacités à l'extérieur de six cadres du MJLDH;
- renforcement des capacités des éducateurs surveillés (centre de formation spécialisée);
- organisation de l'atelier de validation du PTA 2015 les 21 et 22 janvier 2015 au CDIJ de Cotonou ;
- paiement des dettes relatives à l'élaboration et à la finalisation du PNDSJ ;
- élaboration des TDR relatifs à l'organisation de la table ronde pour le financement du PNDSJ ;
- réalisation des travaux préparatoires pour la mission de rapport de performance;
- sélection du prestataire pour la conception d'une nouvelle base de données ;
- sélection du prestataire pour la réalisation de l'étude de référence sur les indicateurs sensibles au genre dans le secteur de la justice ;
- démarrage des travaux de constructions relatifs à l'extension du parking de l'annexe 1 et à la climatisation de la salle de réunion de la DPP;
- acquisition de 30 imprimantes laser, 105 cartouches d'encre HP, 4 ordinateurs HP, 4 disques durs, 15 clés USB et 500 antivirus G-Data version 2015 au profit des juridictions ;
- élaboration des spécifications techniques relatives à l'acquisition d'antivirus client-serveur pour les chaînes civiles et pénales et ordinateurs en réseau.

❖ **Justice plus Crédible et Accessible : 83,58%**

- dépôt du rapport provisoire dans le cadre de la conception architecturale et technique ainsi que le montage du dossier de consultation pour la construction des salles d'archives et de scellés dans le TPI de Lokossa et de Ouidah ;
- sélection du prestataire pour la réalisation des travaux de construction des salles d'archives au TPI de Ouidah;
- sélection du prestataire pour la réalisation des travaux de construction de deux guérites au TPI d'Abomey-Calavi et des travaux de pavage au TPI d'Abomey ;
- sélection du prestataire pour le levé topographique et les conceptions architecturales et techniques en vue du pavage et de l'assainissement du TPI de Kandi et d'Abomey-Calavi ;
- sélection du prestataire pour la réalisation des travaux de réfection des toitures du Président et de juges des mineurs au TPI de Natitingou et des travaux de pavage complémentaire à la cour d'appel d'Abomey pour accéder au parking ;

- réalisation des travaux de réfection des toitures au TPI de Ouidah ;
 - acquisition d'ordinateurs de bureau, de matériel et mobiliers au profit des juridictions ;
 - sélection du prestataire pour la réalisation des travaux de parking au TPI d'Allada ;
 - engagement de la dette relative à la construction de parking de la CA de Parakou.
- ❖ **Amélioration des Conditions de Détention et de Réinsertion Sociale des Détenues : 55,80%**
- achat de billet d'avion et formation de trois cadres du ministère dans le cadre du renforcement des capacités du personnel pénitentiaire (régisseurs et infirmiers) et du personnel de l'exécution du projet ;
 - sélection du prestataire pour la réalisation de la conception architecturale et technique ainsi que le montage du dossier de consultation en vue de la construction du château mirador à la prison civile de Porto-Novo;
 - notification d'un bon de commande pour l'acquisition de moniteurs 32 et 47 pouces au profit des prisons.
- ❖ **Renforcement de l'Aide à l'Enfance et à la Jeunesse : 50,94%**
- élaboration de spécifications techniques relatives à l'acquisition des kits scolaires et autres au profit des enfants des CSEA;
 - Sélection du prestataire pour la réalisation des travaux de construction du bloc administratif au CSEA de Parakou ;
 - Sélection du prestataire pour la réalisation des travaux de construction d'un dortoir au CSEA Aplahoué ;
 - sélection du prestataire pour la réhabilitation des ateliers du CSEA de Agblangandan ;
 - sélection du prestataire pour les travaux de construction d'un dortoir aux CSEA de Aplahoué et de Parakou.
- ❖ **Amélioration de la Promotion des Droits de l'Homme : 41,77%**
- préparation matérielle de la formation des acteurs sur le principe de la responsabilité, la prévention des litiges et défense de l'Etat;
 - notification de bon au prestataire relatif à la réalisation de l'étude sur la perception de la population béninoise du respect des droits de l'homme au Bénin ;
 - élaboration des TDR relatifs à la réalisation des plaquettes sur les procédures, les réformes et autres mécanismes administratifs au ministère ;
- ❖ **Projet d'Appui à la Justice : 91,67%**
- organisation de l'atelier de validation du rapport national sur les bonnes pratiques de procédure relative à la justice pour mineur ;

- organisation de l'atelier de relecture des textes de lois organisant les CSEA couplés avec une validation d'un document sur la déontologie du travailleur social;
- organisation de l'atelier sur le renforcement des capacités sur la LOLF des cadres impliqués dans la chaîne de dépense.

4.1.7 Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire

Le portefeuille actif des projets gestion 2015 du MDGLAAT comporte 12 projets/programmes. Le taux d'exécution physique des projets du MDGLAAT au 31 Décembre est de 71,23%.

Les principales réalisations physiques se présentent comme suit :

❖ FADEC Investissement (100%)

- transfert des ressources aux communes ;
- audit des ressources de l'année 2014 ;
- mission de suivi des réalisations.

❖ Projet d'Appui Institutionnel (90%)

- élaboration des outils d'opérationnalisation du Budget-Programme ;
- rédaction du rapport d'exécution PIP au 31 décembre 2014 ;
- appui au renforcement des acteurs des préfectures sur la LOLF ;
- appui à l'élaboration du Budget-Programme 2016-2018 et du DPPD ;
- appui à la Cellule Focale Genre dans le cadre de la formation des acteurs de la chaîne PPBS des préfectures ;
- appui au financement de la première session du CIP PONADEC.

❖ Projet d'Appui au Développement Local (PADL) (80%)

- appui à la mise en œuvre des activités prévues au Devis Programme 2.

❖ Projet de Réhabilitation et de Modernisation du Marché Dantokpa (90%)

- réception définitive des travaux le 16 septembre 2015 ;
- validation du rapport d'évaluation d'étape du projet le 18 août 2015 ;
- suivi des travaux de reconstruction de la zone nouvellement sinistrée le 31 octobre 2015 du marché.

❖ Projet de Modernisation des Principaux Marchés des Communes (58%)

- lancement du DAO ;
- sélection de l'entreprise attributaire ;
- préparatifs de la réception définitive des travaux à Dangbo et Azovè ;
- suivi des chantiers.

❖ Programme de Mise en œuvre des Microprojets à Impact (PMIL) (40%)

- élaboration du DAO ;
- sélection d'un adjudicataire après relance du DAO ;
- suivi et validation du manuel de procédure du programme ;

- suivi et validation du manuel de suivi et d'évaluation du programme ;
- suivi des dossiers financiers concernant le PMIL et le guide des usagers.
- ❖ **Projet de Modernisation du Marché de Glazoué (33%)**
 - transfert de ressources à la commune de Glazoué.
- ❖ **Renforcement Institutionnel du FADeC (81%)**
 - appui au CEFAL pour l'organisation des formations;
 - audits du FADeC ;
 - acquisition d'outils informatique au profit des points focaux FADeC dans le cadre de leur intervention au Suivi et Evaluation du FADeC.
- ❖ **Programme de Construction, de Réhabilitation et d'Equipement des Infrastructures au Niveau Central et de Préfectures (30%)**
 - suivi des travaux de réfection des bureaux de la préfecture d'Abomey ;
 - étude des offres pour la réfection de la préfecture de Parakou.
- ❖ **Projet de Construction et d'Equipement du Centre de Formation du MDGLAAT (83%)**
 - sécurisation du domaine devant abriter le siège du CEFAL (sigle à définir) ;
 - d'impact environnemental ;
 - exécution des travaux de construction et de suivi ;
 - formation des membres de l'unité de gestion du projet (période et lieu de la formation) ;
 - validation du rapport d'étude de faisabilité et d'impact environnemental du projet.
- ❖ **Appui au Système d'Information et de Communication du MDGLAAT (64%)**
 - élaboration du projet de contrat de maintenance et soumis à la signature du DC ;
 - acquisition d'équipement radioélectrique au profit de cinq (05) (préciser les communes) ;
 - mission de suivi dans les préfectures et de maintenance périodique.
- ❖ **Programme Nationale d'Aménagement du Territoire (PRONAT) (78%)**
 - organisation de la première session DAT-SPAT le 19 mars 2015 à Cotonou ;
 - participation à une réunion du GT/2DAT le 5 mai 2015 et aux activités du Secrétariat permanent de la PONADEC notamment aux formations des C/SPAT et C/SPDL à Lokossa, Bohicon et Parakou ;
 - participation à la validation du manuel de suivi-évaluation de la PONADEC le 07 mai à Cotonou et la première session ordinaire du CIP/PONADEC LES 26 et 27 mai à Dangbo ;
 - participation de la DAT à la deuxième session ordinaire du CA de l'INTA ;
 - adoption des textes et installation des membres du conseil de territoire de la ZIL le 17 juin 2015 à Grand-Popo ;

- adoption des textes et installation des membres du conseil de territoire de l'EDD de l'Okparra et du pacte de terre devenu TD de la chaîne des collines respectivement le 18 juin 2015 à Savè et le 19 juin 2015 à Savalou ;
- lancement de la procédure de sélection de consultant pour la formalisation de deux nouveaux EDP (Moyen Couffo et le Pays Gun) ;
- validation du rapport final diagnostic de la CIVN à karimama les 10 et 11 avril 2015.

4.1.8 Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et des Cultes

Le niveau de réalisation physique au 30 septembre 2015 du MISPC est de 71,29%.

Les activités réalisées au titre des projets se résument comme suit :

❖ Programme de Construction et d'Équipement d'infrastructures au profit de la Police Nationale : 53,53%

- réalisation des travaux de réfection de deux blocs de toilettes à la Direction Générale de la Police Nationale ;
- marché signé dans le compte des travaux de construction des commissariats de Police de Savè, Bembèrèrkè, Matéri et Pobè ;
- mission de suivi de chantiers effectuée ;
- répertoire des domaines de police constitué ;
- acquisition de moyens roulants (le nombre) ;
- travaux de finition en cours dans le cadre de la poursuite des travaux des commissariats de Tchaourou et Ouèssè ;
- travaux de finition d'une antenne de Brigade de protection des mineurs à Zakpota ;
- étude d'évaluation de la valeur vénale du site du British American Tobacco ;
- recensement et sécurisation des domaines attribués à la Police Nationale sur toute l'étendue du territoire national ;
- achèvement des travaux de badigeonnage de la façade extérieure et intérieure de la Direction Générale de la Police Nationale (DGPN);
- travaux de réfection de deux (02) toilettes de la DGPN ;
- construction de mur de clôture et de pavage de la cour du Commissariat spécial de Dantokpa.

❖ Programme de Construction d'Infrastructures et d'Équipement au profit du Groupement National des Sapeurs-Pompiers : 92,37%

- organisation de missions de suivi des chantiers ;
- réalisation des études techniques et architecturales pour la construction du centre de secours de Sèmè-Kpodji ;
- réalisation des études techniques pour la couverture nationale radio ;
- construction du centre de secours de Kandi ;
- construction du mur de la clôture du domaine du centre de secours de Sèmè-Kpodji ;

- acquisition de matériels informatiques et mobiliers de bureau ;
 - études techniques pour la couverture nationale Radio ;
 - assainissement de pavage de la cour arrière intérieure de la DGNSP ;
 - acquisition de postes radios portatives et une radio base au PRM ;
 - réalisation de l'amenée d'électricité et d'eau à l'Ecole de Défense Civile de Savè ;
 - acquisition d'un véhicule de lutte contre l'incident de type Fourgon ;
 - acquisition de (07) véhicules de secours et d'assistance aux victimes.
- ❖ **Programme National de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers du Bénin : 56%**
- ❖ **Programme National de Développement de l'Etat Civil : 55,46%**
- acquisition de fournitures et achat du carburant et lubrifiant ;
 - entretien et maintenance ;
 - état des lieux de tous les centres d'état civil du Bénin (624 centres) ;
 - étude diagnostique du système d'état civil et collecte des données ;
 - organisation de l'atelier national de restitution et de validation de l'étude diagnostique du système d'état civil ;
 - élaboration de la politique nationale de l'état civil et de ses documents d'opérationnalisation ;
 - élaboration des documents accompagnant la communication en Conseil des Ministres portant adoption du document de la politique ;
 - organisation d'une rencontre des PTF pour le financement de la politique nationale de l'état civil ;
 - promotion de l'enregistrement des frais d'état civil ;
 - organisation de la deuxième quinzaine nationale de l'état civil ;
 - création des centres secondaires d'état civil ;
 - pérennisation des acquis de la quinzaine de l'état civil ;
 - réforme du cadre judiciaire de l'état civil pour l'adoption aux enjeux et défis de la réforme ;
 - appui au fonctionnement de réseau des parlementaires pour l'état civil ;
 - rédaction des avant projets de loi complémentaire et spéciale sur l'enregistrement des faits d'état civil et la généralisation de l'acte de naissance aux Béninois qui n'en possèdent pas ;
 - formation des chefs Etat Civil, Maires et Chefs d'Arrondissement sur la gestion de l'état civil ;
 - modernisation de l'état civil et mise en place du registre national de l'état civil ;
 - élaboration du schéma directeur de l'état civil ;
 - acquisition et grosses réparations.

❖ **Projet d'Appui Institutionnel au MISPC : 55,12%**

- confection de l'annexe 1 à Gbégamey ;
- acquisition de quatre (04) motos et de matériels informatiques ;
- réparation du véhicule Citroën ;
- acquisition, construction et grosses réparation des immeubles ;
- réfection du bureau de l'IGM et du Coordonnateur ;

4.1.9 Ministère Chargé des Relations avec les Institutions

Le portefeuille actif des projets gestion 2015 du MCRI comporte 2 projets. Son taux d'exécution physique des projets au 31 Décembre est de 48,96%. Ce taux a été obtenu à travers la mise en œuvre des actions/activités énumérées par Projet comme suit :

❖ **Projet de Réhabilitation et de Construction de Bâtiments abritant les structures du MCRI : 60,60%**

- élaboration et validation des TDR relatifs à la réalisation des travaux de construction des DDCRI (Mono-Couffo, Borgou-Alibori et Ouémé Plateau) ;
- dépouillement de plis, la notification des résultats à l'adjudicateur et l'approbation du contrat sont faits et la remise de site a été faite et les travaux en cours dans le cadre des travaux de construction des DDCRI (Mono-Couffo, Borgou-Alibori et Ouémé-Plateau).

❖ **Projet d'Appui Institutionnel : 61,92%**

- élaboration et validation des TDR relatifs à l'étude de faisabilité du projet d'appui des OSC et du projet d'appui à la promotion de l'éthique et de la citoyenneté ;
- élaboration et signature de contrat dans le cadre de la réalisation de l'étude de faisabilité du projet d'appui des OSC et du projet d'appui à la promotion de l'éthique et de la citoyenneté ;
- élaboration des TDR et signature des contrats de prestation relatifs à l'appui aux actions de communication du ministère ;
- élaboration des TDR relatifs à l'évaluation de la mise en œuvre du plan de formation du ministère ;
- élaboration des TDR et de la fiche de financement relatifs à l'organisation de la séance d'arbitrage sectoriel au titre du CDMT 2016-2018 ;
- élaboration des TDR et de la fiche de financement pour la réalisation du site web du ministère ;
- organisation de l'atelier de validation du rapport de l'étude de clarification et de définition des indicateurs de suivi du ministère ;
- organisation des séminaires de formation au profit des cadres du ministère ;
- élaboration des TDR, attribution et négociation du marché pour l'acquisition de fournitures de bureau et des produits d'entretien ;

- réception de carburant pour le fonctionnement du projet au titre du premier semestre ;
- réception de carburant pour le fonctionnement du groupe électrogène du projet au titre du premier semestre ;
- réception de fournitures de bureau et de produits d'entretien au titre du premier semestre 2015;
- élaboration, validation et lancement du dossier de consultation pour l'acquisition d'un véhicule.

4.1.10 Ministère du Travail, de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative et Institutionnelle

Le portefeuille actif des projets, gestion 2015 du MTFPRAI comporte deux projets. Son TEP au 31 décembre est de 79%. Ce taux a été obtenu à travers la mise en œuvre des actions/activités énumérées par projets comme suit :

❖ Programme de Construction et d'Équipement des Locaux du MTFPRAI et des DDTFPRAI : 75%

- réhabilitation et mise en service de l'ancien bâtiment central du ministère en charge des affaires étrangères;
- équipement de la salle de conférence de la DGFP en tables de conférence et en chaises le 18 décembre 2015;
- lancement du DAO pour la construction du rez d'un bâtiment de type R+2 au profit de la DDTPRAI Atlantique- Littoral (travaux réalisés à 70%);
- lancement du DAO pour la construction d'un bloc administratif au profit de la DDTPRAI Borgou-Alibori (travaux réalisés à 38%) ;
- réalisation des études techniques dans le cadre de la réhabilitation d'un bloc administratif au profit de la DDTPRAI Borgou-Alibori ;
- achèvement des formalités de mise en régie des travaux de construction des locaux de la DDTFPRAI Atacora-Donga ;
- démarrage des travaux de construction du rez d'un bâtiment de type R+2 au profit des DDTFPRAI Atlantique-Littoral et Borgou-Alibori ;
- élaboration des rapports de suivi des différents travaux et de l'exécution du PIP.

❖ Programme d'Amélioration de la Qualité des Services aux Citoyens : 83%

- tenue d'une concertation interministérielle sur le point de la mise en œuvre des recommandations de l'expérience pilote en matière de transfert des compétences aux communes le 17 novembre 2015 à la salle de conférence du MTFPRAI ;
- formation des acteurs à l'élaboration des outils de mise en œuvre de la démarche qualité le 09 septembre 2015 à la salle de conférence du MTFPRAI ;

- tenue d'un atelier de réflexion sur la problématique du renforcement et de l'adaptation des formations aux besoins du marché du travail le 19 août 2015 à la salle de conférence du MTFPRAI ;
- formation des gestionnaires des SRU (Service des Relations avec les Usagers) sur la méthodologie d'implantation du SRU dans les ministères et Institutions le 07 juillet 2015 à la salle de conférence du MTFPRAI;
- tenue du mois de service du lundi 13 juillet au jeudi 13 août 2015 ;
- élaboration et lancement du dossier de consultation relatif à l'étude sur le réaménagement des horaires de travail dans la fonction publique ;
- élaboration du manuel de procédures de gestion de la Direction de l'Innovation et de la Veille Stratégique (DIVS) ;
- organisation d'un atelier dans le cadre du renforcement des capacités des cadres de la DIVS pour la veille stratégique les 21 et 22 septembre 2015 à la salle de conférence de la DGRE;
- réalisation de deux (02) revues sur la mise en œuvre des chantiers de réformes le 28 juillet 2015 et le 30 octobre 2015 à la salle de conférence du MTFPRAI.

4.1.11 Ministère à la Présidence de la République chargé de la Coordination des Politiques de mise en œuvre des OMD et des ODD

Le portefeuille actif des projets, gestion 2015 du MPRCCPMO/OMD et ODD comporte un seul projet. Son TEP au 31 décembre est de 40,91%. Ce taux a été obtenu à travers la mise en œuvre des actions/activités énumérées comme suit :

❖ Projet d'Appui Institutionnel : 40,91%

- Acquisition de dix (10) ordinateurs et des fournitures de bureau ;
- fonctionnement de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) : 36,84% ;
- équipement : 41,93%.

Ces taux s'expliquent par la préparation des dossiers techniques notamment le DAO.

4.2. PROJETS ET PROGRAMMES ECONOMIQUES ET D'INFRASTRUCTURES

4.2.1 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Assainissement

A fin décembre 2015, le taux d'exécution physique global du PIP du MUHA est estimé à **55,49%**. Ce taux a été obtenu à travers la mise en œuvre des actions/activités ci-après :

❖ PROJET DE PROTECTION DE LA COTE A L'EST DE L'EPI DE SIAFATO : 32,30%

- élaboration des TDR relatifs à la réalisation des études socio-économiques du projet de protection de la côte à l'Est de l'Epi de Siafato en vue d'apprécier ses effets/impacts ;

- élaboration et validation des contrats et protocoles au profit des sinistrés du projet de protection de la côte à l'Est de l'Epi de Siafato ;
- signature de trois protocoles d'accord avec les sinistrés ;
- prise en charge d'une dizaine de sinistrés situés dans l'emprise du projet de protection de la côte à l'Est de l'Epi de Siafato ;
- choix du prestataire dans le cadre de la réalisation du gerbage et du dépôt de sédiment à l'intérieur du système d'épi ;
- élaboration des DAO pour le recrutement de l'entreprise devant réaliser les travaux d'injection de sable dans le système des épis ;
- acquisition des équipements au profit de la Cellule de gestion du projet ;
- acquisition des biens et services nécessaires à l'exécution du projet ;
- élaboration et validation des TDR pour le suivi et évaluation de l'exécution du projet.

❖ **PROJET DE PROTECTION DE LA COTE ENTRE HILACONDJI ET GRAND-POPO : 43,47%**

- réalisation et validation des études de faisabilité de l'aménagement du segment de la côte situé entre Djondji et Fidjrossè ;
- élaboration d'un schéma Directeur du Littoral et réalisation de l'étude du suivi du trait de côte au Bénin ;
- réalisation de l'étude des profils topo-bathymétriques par géodimètre dans l'estuaire du fleuve Mono ;
- réalisation de l'étude de l'éco-toxicologie de l'exploitation du phosphate de Kpémè (Togo) dans le secteur transfrontalier Hillacondji-Sanvee-Codji ;
- réalisation d'une mission d'évaluation immobilière et autres infrastructures situées dans l'emprise de la bande des 200m sur une distance de 32 km dans le cadre de la réalisation du projet ;
- réalisation des travaux d'ouverture mécanique de l'embouchure du fleuve Mono ;
- réalisation des travaux de gerbage et de dépôt de sédiment à l'intérieur du plan d'eau lagunaire à Hillacondji ;
- réalisation des travaux de renforcement de la digue, de pompage et d'aménagement du plan d'eau lagunaire à Hillacondji ;
- acquisition des stations d'observation dans le cadre du suivi de l'évolution bathymétrique et sédimentologique du secteur sous protection d'ouvrages en enrochements ;
- réalisation et réception des travaux de délimitation et bornage de la bande côtière ;
- descente sur le terrain dans le cadre du suivi de la dynamique côtière du segment de côte entre Hillacondji et Grand-Popo ;

- élaboration des lettres de demande de cotation pour l'acquisition des biens et services au profit de la CGP-HP ;
 - élaboration des lettres de demande de cotation pour l'équipement de la CGP-HP.
- ❖ **SOUS-PROGRAMME AMENAGEMENT ET ASSAINISSEMENT DANS LES VILLES (SPA AV) : 61,65%**
- élaboration et validation des TDR dans le cadre de la réalisation des études socio-économiques sur SPA AV ;
 - achèvement des travaux de construction du collecteur (tranche BOAD) ;
 - examen et validation des demandes faites par les MOD dans le cadre de la réalisation des activités des autres composantes du sous-programme dans les villes ayant bénéficié de la 1^{ère} phase ;
 - démarrage des travaux relatifs au projet de pavage de rues et d'assainissement dans les villes de Dassa-Zoumè, Sakété et Pobè ;
 - obtention des Certificats de Conformité Environnementale du projet ;
 - approbation par la DNCMP et la BOAD des projets de convention dans le cadre de la sélection des MOD devant intervenir sur le projet de pavage et d'assainissement de rues à Bopa, Bonou, Dogbo, Ifangni, Za-Kpota, Zê, Karimama, Kalalé, Bembèrèkè et Tanguiéta ;
 - suivi des procédures de satisfaction des autres conditions de mise en vigueur de l'accord de prêt ;
 - signature et enregistrement des conventions avec les MOD sélectionnés dans le cadre du projet ;
 - reprise des travaux de pavage et d'assainissement de rue dans la commune de Savalou (lots 1 et 2) : exécution à 85% ;
 - réalisation des travaux d'aménagement et de rechargement de rues dans les 2^{èmes}, 6^{ème} et 13^{ème} Arrondissements de Cotonou ;
 - réalisation des travaux d'aménagement et de rechargement de rues dans les villes de Bohicon, de Zogbodomè, de Zakpota ;
 - réalisation des travaux d'aménagement et de rechargement de rues dans les quartiers Sègbéya, Akpakpa-Dodomè (Cotonou) ;
 - réhabilitation de voies pavées et des ouvrages d'assainissement à Akpakpa (Cotonou) ;
 - réalisation des travaux d'aménagement et de rechargement de rues dans la Commune de Sèmè-Podji ;
 - contrôle et surveillance des nouveaux travaux d'assainissement et de pavage de rues financés exclusivement sur le budget national sur le SPA AV ;

- organisation d'une tournée de sensibilisation dans des communes du Bénin sur l'intérêt des documents de planification urbaine ;
- appui institutionnel du SPAAV à la gestion du programme: acquisition des motos, des vidéo-projecteurs, des appareils photos numériques, des ordinateurs de table et des imprimantes au profit de la DGA et acquisition des fournitures de bureau.

❖ **PROJET D'AMENAGEMENT URBAIN ET D'APPUI A LA DECENTRALISATION (PAURAD) : 67,30%**

- démarrage des travaux de voirie et d'assainissement dans les 10 villes bénéficiaires du PAURAD (Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Kandi, Lokossa et Abomey-Calavi, Sèmè-Podji, Comè, Bohicon et Abomey) le 1er octobre 2015 ;
- validation des rapports d'études techniques et d'impact environnemental et social de l'exécution des travaux de construction des infrastructures sociocommunautaires dans les 10 villes bénéficiaires du PAURAD ;
- appui institutionnel du PAURAD à la gestion du programme: acquisition des matériels roulants, informatiques, des copieurs et climatiseurs du ST et la supervision du processus de réalisation des études et des travaux ;
- organisation d'une mission de suivi-évaluation du projet Organisation de deux missions de supervision de la Banque Mondiale ;
- élaboration du plan de communication du PAURAD et élaboration des rapports trimestriels d'avancement du projet, du budget-programme 2016 - 2018 et des PTA, PCC et PPM 2016 du PAURAD.

❖ **PROJET D'URGENCE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE EN MILIEU URBAIN (PUGEMU) : 79,82%**

- organisation des séances de sensibilisation publique des personnes affectées ;
- achèvement des travaux de construction d'un pont à la place de la digue de Fifadji à Cotonou ;
- réalisation des voies de circulation autour du pont ;
- recrutement des entreprises pour la construction des PR et CT ;
- élaboration et lancement des marchés pour la réalisation des ouvrages de réhabilitation des voies pavées et des ouvrages d'assainissement au carrefour le Majestic et de rechargement de rues à Cadjèhoun, d'une part, et des travaux de rechargement et de reprofilage de voies donnant accès aux points de regroupement de Camp Ghézo (Cotonou) d'autre part ;
- acquisition des équipements pour les ONG de pré-collecte des déchets ménagers ;
- mise en œuvre des modules de formation contenus dans le rapport de l'étude sur l'identification des besoins en formation pour les acteurs de la filière des déchets solides ;

- élaboration et validation du rapport de faisabilité des Plans Directeurs de gestion des eaux usées pour le Grand Cotonou et Porto-Novo ;
 - organisation de deux voyages d'étude sur trois au profit des acteurs en charge de la gestion des eaux usées ;
 - examen et validation des demandes de propositions par le MOD dans le cadre du renforcement du cadre institutionnel comprenant les structures chargées d'émettre les alertes des inondations dans le bassin de l'Ouémé ;
 - réception provisoire des 25 stations hydrométriques réhabilitées et installation des 25 pluviographes sur le bassin de l'Ouémé ;
 - validation du rapport d'actualisation du plan ORSEC ;
 - validation de l'étude relative à l'analyse du cadre organisationnel national de la gestion des risques et catastrophes avec un focus sur l'Agence Nationale de Protection Civile, la Commission Nationale de Crise CNC, la Commission Nationale pour la Protection Civile (CNPC) (étude + atelier) ;
 - édition des supports pour la sensibilisation du grand public sur les inondations ;
 - élaboration du rapport d'étude sur les normes de construction et les guides ;
 - élaboration et validation du plan de contingence communal.
- ❖ **Appui Institutionnel du PUGEMU à la Gestion du Programme :**
- renforcement des capacités techniques du personnel de la CSS ;
 - équipement de la CSS en fournitures de bureau pour son fonctionnement ;
 - entretien des locaux de la CSS/PUGEMU ;
 - supervision du processus de réalisation des études et des travaux ;
 - organisation des missions semestrielles de supervision de la Banque Mondiale ;
 - élaboration et validation du Plan de communication du projet.
- ❖ **PROJET D'APPUI A LA MOBILITE URBAINE (PAMU) : 55,36%**
- validation du rapport d'évaluation du projet d'appui aux Communes;
 - validation des rapports d'étude par le comité technique mis en place dans le cadre de la réalisation des études technico-économiques et d'impacts environnemental et social de faisabilité des projets de pavage de rues et d'assainissement dans 2 communes du Bénin ;
 - finalisation du processus de signature des contrats de marché dans le cadre des travaux de pavage de rues à Grand- Popo et à Fifadji-Houto (Cotonou) ;
 - réalisation d'études techniques et d'impacts environnemental et social sommaire sur les travaux de pavage et d'assainissement de rues à Sèkandji ;
 - réalisation des travaux d'aménagement et d'assainissement de rues Ahogbohouè et Mawulé (Cotonou) ;

- réalisation des travaux de rechargement et de reprofilage de rues dans la commune de Cotonou ;
- réalisation des travaux de rechargement de rampe d'accès à un ouvrage de franchissement en milieu marécageux à Parakou ;
- exécution des travaux de construction de quatre dalots dans la ville de Cotonou ;
- construction de quatre dalots dans la ville d'Abomey-Calavi ;
- production des documents finaux relatifs à la réalisation des opérations de lotissement pilote dans les communes frontalières ;
- appui institutionnel au PAMU à la gestion du programme: finalisation des TDR et lancement des marchés pour l'acquisition des fournitures de bureau et des matériels roulants au profit de l'UGP-PAMU, de l'OUN et des DDUHA et élaboration des TDR pour l'élaboration du guide du lotisseur.

❖ **PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE FONCIERE (PAGoF) : 71,76%**

- élaboration des TDR pour la réalisation des études socio-économiques du projet ;
- réalisation et implémentation de la plateforme web du laboratoire de cartographie et de géomatique;
- lancement et réalisation des travaux de reconstitution des domaines publics maritimes et lagunaires ;
- sélection du Cabinet de Géomètre agréé devant réaliser les prestations dans le cadre de la reconstitution du TF 103, l'ex champ de tir d'Agblangandan et de la plage de Grand-popo (réalisation des travaux en cours) ;
- sélection des cabinets de Géomètres agréés devant réaliser les travaux dans le cadre de la reconstitution des anciens lotissements dans les communes de Lokossa, Aplahoué, Abomey-Calavi, Sèmè-Podji et Comè ;
- numérisation et création d'une plateforme web de base de données et de répertoires parcellaires en vue de l'élaboration des cadastres ;
- réalisation des travaux de cartographie des zones retenues ;
- réalisation des travaux complémentaires de réfection des locaux de la DG FCC.

❖ **PROGRAMME SPECIAL DE REHABILITATION DE LA CITE HISTORIQUE D'ABOMEY (PSRCHA) : 18,67%**

- élaboration et validation des TDR dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre d'une dynamique de représentation touristique du plateau d'Abomey.

❖ **PROJET DE VIABILISATION DES SITES DEVANT ACCUEILLIR LES LOGEMENTS ECONOMIQUES : 69,56%**

- élaboration des TDR pour la réalisation des études socio-économiques du projet;

- élaboration et validation des TDR dans le cadre de la réalisation des études géotechniques sur les sites;
 - réalisation de l'étude architecturale et d'ingénierie sur les sites ;
 - signature de marché dans le cadre de la réalisation des travaux de protection des talus, fossés et ouvrage du site de construction de logements économiques de Sinangourou (Parakou) ;
 - réalisation d'une mission d'évaluation des logements vandalisés des promoteurs ROC TP et THARCISIUS du site de construction de logement économique de Ouèdo ;
 - remise en état d'habitabilité des 252 logements de Ouèdo vandalisés ;
 - élaboration d'une communication en Conseil des Ministres relative au transfert et à l'établissement des titres fonciers des domaines.
- ❖ **PROJET de CONSTRUCTION du SIEGE de l'ASSEMBLEE NATIONALE : 21,24%**
- réalisation des travaux de mise en état sur les ouvrages relevés dans le rapport d'expertise internationale ;
 - achèvement des travaux de gros œuvre de la mise en œuvre de la première phase du Projet de Construction du siège de l'Assemblée Nationale.
- ❖ **SOUS-PROGRAMME HABITAT ET CONSTRUCTION : 48,61%**
- achèvement et réception provisoire des travaux de construction du siège de l'ex-DDEHU Atl-Lit ;
 - production des plans d'aménagement du bâtiment de l'ARPN et du bureau du GGHC ;
 - achèvement des travaux d'aménagement du bâtiment de l'ARPN ;
 - production des versions provisoires des profils participatifs urbains de Cotonou, d'Abomey, de Tchaourou et du profil national urbain ;
 - étude et transmission du protocole d'accord à l'ONU HABITAT pour signature ;
 - élaboration des TDR pour la mise en place du Fonds National de l'Habitat ;
 - avis favorable de mise en régie obtenu de la DNCMP pour l'exécution des travaux de construction de l'Ex DDEHU/Mono-Couffo en matériaux locaux ;
 - élaboration des TDR relatifs à l'organisation d'une campagne d'information et de sensibilisation sur l'utilisation des matériaux locaux ;
 - réalisation du recensement et organisation des divers corps de métiers du secteur des BTP ;
 - recrutement du Consultant devant réaliser l'étude de faisabilité d'un projet de mise en œuvre de la réforme sur la catégorisation des entreprises ;
- ❖ **Projet de Construction des Sièges des Institutions : 14,89%**

- mise à disposition du Projet de l'Avant-projet Sommaire des travaux de construction du siège du Conseil Economique et Social ;
- appui à la Cellule de Communication du Ministère.

❖ **Projet d'Appui Institutionnel au MUHA (PAI-MUHA) : 67,97%**

- suivi de la carrière des agents du MUHA ;
- organisation effective de la mission de collecte des données relatives à la situation administrative des agents sur le terrain ;
- élaboration du rapport d'avancement sectoriel 2014 de la (SCRP) ;
- établissement du point de mise en œuvre des recommandations issues de la revue conjointe 2014 ;
- participation effective à la revue conjointe de Gouvernement-PTF édition 2015 ;
- élaboration du rapport d'avancement sectoriel 2014 de la SCRP ;
- établissement du point de mise en œuvre des recommandations issues de la revue conjointe 2014;
- validation du rapport de l'étude d'évaluation de la mise en œuvre des plans stratégiques 2002-2006 de l'ex-MEHU et 2009-2013 de l'ex-MUHRFLEC ;
- élaboration du répertoire des documents de politiques et stratégies mises en œuvre au MUHA tenu le mardi 24 février 2015 ;
- réalisation effective de la formation organisée au profit des Points Focaux sur l'utilisation du manuel de suivi-évaluation du MUHA ;
- participation aux audiences et autres négociations au titre de la gestion 2015 ;
- élaboration de la version provisoire de plaquette des textes environnementaux;
- organisation de la tournée et disponibilité du rapport ;
- élaboration et transmission du rapport annuel du PIP 2014 du MUHA au MDAEP ;
- formation des points focaux et membre de la cellule de suivi-évaluation à l'utilisation du logiciel MS Project ;
- organisation de la Journée Internationale de la Femme (JIF), édition 2015 : rapport disponible ;
- aménagement des bureaux du DAPP, du DPP, du DCF, de l'ASGM, du SPRMP et de la DRH;
- acquisition des pneus au profit des acteurs de la chaîne PPBS et des structures centrales du MUHA ;
- élaboration du guide de collecte de données pour l'élaboration des annuaires et bulletins statistiques du MUHA;
- collecte des données pour l'élaboration du bulletin statistique du 1^{er} semestre 2015 du MUHA ;
- élaboration des bulletins statistiques du 1^{er} semestre 2015 du MUHA.

❖ **Projet d'Appui aux Paiements des Décomptes de l'ex-MEHU : 72,30%**

- engagement à 100% des ressources programmées pour l'apurement des dettes liées aux prestations de services ;
- commande et réception de tickets-valeur au titre des deux semestres au profit de l'équipe de gestion du PAPD ;
- acquisition de fournitures au profit de l'UGP.

4.2.2 Ministère de l'industrie, du commerce et des petites et moyennes entreprises

A fin décembre 2015, le taux d'exécution physique global du PIP du MICPME est estimé à 74,14%.

Ce taux a été obtenu à travers la mise en œuvre des actions/activités ci-après :

❖ **Projet de Compétitivité et de Croissance Intégrée (PCCI) : 68,25%**

- renforcement de la justice commerciale : élaboration du cadre organisationnel du Tribunal de Commerce et de la Cour d'Appel de commerce de Cotonou ;
- renforcement des capacités des Centres de Gestion Agréés en mobiliers de bureau, en matériels informatiques et en ressources humaines ;
- réalisation du document de stratégie de l'investissement et des exportations au profit de l'APIEX ;
- mise à disposition d'un bâtiment pour le siège de l'APIEX par le Ministère de l'Economie et des Finances ; recrutement et nomination en Conseil des Ministres du Directeur Général et de son Adjoint ;
- appui à la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID) pour l'élaboration et l'introduction dans la loi de finances 2015, le régime fiscal des très petites entreprises (TPE) ;
- assistance technique à la DGID pour le diagnostic de la direction en outils informatiques ;
- réalisation du diagnostic informatique de la Direction Générale des Impôts dans le cadre de la phase pilote du régime de l'entrepreneur ;
- appui aux PME dans des chaînes de valeurs à fort potentiel : formation et de mentorat des 500 promoteurs présélectionnés ;
- organisation d'une session du comité de Suivi Technique le vendredi 13 février 2015 à Cotonou.

❖ **Programme Spécial de Promotion des PME/PMI : 87,56%**

- réalisation des travaux de forage d'un puits à grand diamètre à Perma ;
- rénovation de certains bâtiments abritant des unités de transformation de noix de karité à Tchaourou, Kandi, Nikki et Djougou ;
- acquisition d'équipements modernes pour les unités de transformation de karité ;
- maintenance des équipements de noix de karité ;

- appui en équipements aux groupements de femmes et de jeunes.
- ❖ **Projet d'Accompagnement des PME et des Initiatives de Développement des Potentialités Locales (PAPMEIDPL) : 82,17%**
 - actualisation de l'étude de faisabilité du projet ;
 - suivi-accompagnement des animateurs CPEL par la mission de Suivi de la Charte des PME: élaboration et validation des cahiers de charge des animateurs CPEL ;
 - accompagnement technique des PME dans les six (6) communes pilotes : organisation des séances d'information et de sensibilisation à l'endroit des responsables des PME sur deux thèmes importants que sont: "les droits et obligations des employeurs et des travailleurs en matière de sécurité sociale" et "les dispositions de la loi des finances, gestion 2015" ;
 - acquisition d'équipement au profit des Centres de Promotion des Entreprises Locales ;
 - organisation d'une session de la mission de suivi de la charte nationale des PME le mardi 18 août 2015 à Cotonou.
- ❖ **Projet d'Appui au Programme National de Développement de la Filière Ananas : 85,28%**
 - réalisation d'infrastructures d'assainissement au niveau d'une unité de transformation d'ananas : identification de l'unité pouvant bénéficier de l'infrastructure d'hygiène et d'assainissement et sélection du prestataire.
- ❖ **Programme de Viabilisation des Zones Franches et Sites Industriels : 89,35%**
 - aménagement et rechargement de la voie principale du site sur 400m ;
 - élaboration du projet de communication sur le préfinancement des travaux de câblage et raccordement à la sous-station électrique de la société HUANGYU BENIN ;
 - tenues de deux réunions du comité interministériel et élaboration du projet de communication sur l'état de mise en œuvre des actions issues de l'extrait du relevé n°13 des décisions prises par le Conseil des Ministres en sa séance du mercredi 17 avril 2013 puis élaboration de projet de communication sur les mesures sollicitées par ALPHA BENIN ;
 - aménagement de l'entrée principale des sites de la ZI et de la ZFI de Sèmè-Podji ;
 - sélection d'une entreprise pour la réalisation des travaux d'aménagement et de rechargement de la voie quittant l'entrée principale des sites de la ZI et de la ZFI de Sèmè-Podji ;
 - réception définitive le 18 septembre 2015 des travaux de fabrication et d'implantation de balises sur les périmètres des sites de la ZI de Gakpé à Ouidah ;

- sélection d'un cabinet pour la reconstitution des bornes et travaux de fabrication et d'implantation des balises sur le périmètre de la ZI de Parakou.

❖ **Projet de Construction et d'Equipement d'un Centre de Formation et de Perfectionnement en Métrologie : 02,65%**

Aucune activité physique n'a été réalisée.

❖ **Projet d'Appui au Programme de Cadre Intégré pour l'assistance technique liée au commerce : 83,60%**

- renforcement des capacités des acteurs de la filière karité dans le cadre de l'organisation des femmes ramasseuses et transformatrices en coopératives d'huile selon l'acte uniforme OHADA ;
- formation des femmes transformatrices de jacinthe d'eau sur la diversification et l'amélioration de la qualité des objets artisanaux fabriqués à base de jacinthe d'eau et sur la gestion (du 08 au 11 décembre 2015 à Ganvié) ;
- appui en équipements aux producteurs d'huile de palme.

❖ **Projet de Construction du Champ de Foires Internationales de Gbodjè à Cococodji : 73,18%**

- poursuite des travaux de construction du premier hall d'exposition.

❖ **Projet de Développement des Capacités Infrastructurelles, Matérielles et Institutionnelles : 92,54%**

- poursuite des travaux de construction de la DDICPME Zou-Collines et Atacorradonga ;
- réfection de quelques bureaux de MIC ;
- abonnement du ministère au réseau internet/intranet au titre de 2015 ;
- gardiennage des locaux du ministère, du domicile du MICPME, des DDIPME et BICPME et entretien du bloc administratif abritant le cabinet du MICPME au titre de l'année 2015 ;
- expertise et évaluation de la charge électrique des bâtiments ;
- appui à la mise en œuvre du plan de formation 2014-2016 du Ministère ;
- réalisation de l'inventaire du patrimoine du Ministère.

4.2.3 Ministère des Travaux Publics et des Transports

Le point d'exécution physique du PIP du MTPT au 31 décembre 2015 est estimé à 59,65% et se présente par projet comme suit:

❖ **Projet d'Appui à la Réhabilitation des Voies dans le cadre des Festivités du 1^{er} Août: 45,27%**

- achèvement et réception des travaux objet de la tranche ferme (première phase) les 03 et 04 avril 2013 ;

- reprise des travaux le 11 mai 2015 bien que l'opposition d'une frange des populations à l'exécution des travaux reste préoccupant.
- ❖ **Travaux d'Aménagement et de Bitumage de la Route SAVE OKEOWO (volet étude) : 100%**
 - achèvement du volet étude du projet et recherche de financement pour les travaux de constructions.
- ❖ **Projet d'Etude Technico-économique de Construction d'un Pont sur le fleuve MONO entre ATHIEME et AGOMEY- GLOZOUN et Aménagement et Bitumage des Voies Connexes : 63,57%**

Aucune activité physique n'a été réalisée.

- ❖ **Projet de Réalisation d'Ouvrage de Franchissement sur le Réseau de Route en Terre dans l'ATACORA : 43,45%**
 - réalisation de 07 ouvrages (dalots) sur les 12 prévus.
- ❖ **Projet d'Aménagement et de Bitumage de la Route COME-POSSOTOME BOPA ZOUNGBONOU et la Bretelle de BOPA ville : 100,00%**
 - achèvement des travaux et réception provisoire le 03 septembre 2015.
- ❖ **Projet de Réhabilitation de la Route Akassato-Bohicon : 98,83%**
 - achèvement et réception des travaux de lot1 le 03 juillet 2015 ;
 - achèvement et réception des travaux de lot3 le 23 décembre 2015.
- ❖ **Projet d'Etude de Faisabilité Technico-économique de la Route Ouidah Allada (Ouidah-Tori et Pahou-Tori-Allada) : 100,00%**
 - réception provisoire des travaux Ouidah - Tori le 18 décembre 2015 ;
 - réception provisoire des travaux Pahou-Tori-Allada le 10 novembre 2015 à l'exception de la digue.
- ❖ **Projet d'Etudes de Faisabilité Technico-économique de Réhabilitation de la Route PARAKOU-BEROUBOUAY (153 KM) : 98,00%**
 - achèvement des travaux le 15 décembre 2015.
- ❖ **Programme d'Urgence de Réfection de Routes et de Pistes dans le Cadre des Campagnes de Commercialisation du Coton : 100%**

Aucune précision sur les activités réalisées.

- ❖ **Programme de Facilitation de Transfert sur le Corridor BENIN-NIGER (Poste de contrôle juxtaposé à Malanville) : 100%**
 - achèvement des travaux de PCJ : 2,52 millions d'euros sont mobilisés par l'UEMOA pour l'équipement et la formation du personnel.
- ❖ **Projet d'Actualisation de l'Etude de Faisabilité Technico-Economique et Travaux d'Aménagement de la Route N'DALI CHICANDOU (bretelle Biro-Pèrèrè) : 25,00%**

- démarrage des travaux préparatoires et de la préfabrication des pavés destinés à l'aménagement du parking.
- ❖ **Projet d'Appui au Fonds Routier pour Entretien Périodique de Routes en Terre : 36,67%**
 - exécution des Lot 1, Lot 2 et Lot 3 respectivement aux taux 0,12%; 76,1% et 28,33%.
- ❖ **Etude Technico-économique et Travaux d'Aménagement et de Bitumage de la RNIE7 : Frontière Burkina- KEREMOU- BANIKOARA- KANDI- SEGBANA- frontière NIGERIA : 48,00%**
 - exécution et réception de la couche de fondation du PK4+025 au PK90+000 ;
 - exécution et réception de la couche de base GNT 0/31,5 du PK4+300 au PK56+000 ;
 - exécution de la couche de l'imprégnation du PK4+300 au PK54+500 ;
 - mise en œuvre du revêtement en enduit superficiel tricouche du PK4+300 au PK49+000.
- ❖ **Etude des Grands Travaux Routiers : 100%**
 - travaux achevés sur la ligne Bodjécali-Madécali-Iloua-Frontière Nigéria et APS disponible pour la ligne Glazoué-Wèdèmè-Lahotan-Mokpa-Logozohouè, Lahotan-Kpataba, carrefour Arokoto-Assanté-Aklampa-Bantè, Agbon-Atokoligbé-Malomi-Alloba-Sako-Gouka (186Km: lot4 des 700Km)
- ❖ **Travaux préparatoires à l'élaboration du Programme d'Entretien Routier et à la Sauvegarde du Patrimoine Routier : 100,00%**
 - le rapport d'OTD relatif à la délimitation d'emprise de route (sortie Dassa- Savalou-Bantè-sortie Bassila) est disponible et des sensibilisations sont faites suite aux actes de vandalisme de la population.
- ❖ **Projet régional de facilitation de transport et du transit routier le long du corridor ABIDJAN LAGOS (GODOMEY- PAHOU) : 100%**
 - achèvement des travaux et réception le 14/10/2015.
- ❖ **Projet de Construction et d'Equipements Partiel de l'Aéroport de TOUROU : 100,00%**
 - achèvement des travaux de constructions.
- ❖ **Projet de Réhabilitation des Routes dans les Départements : 57%**
 - réception des travaux des axes 1 et 2 le 16/09/2015 et ; ceux de l'axe 3 ont été suspendus à cause de l'abandon des pluies (reprise probable le 09/10/2015) ;
 - rechargement de la route en terre et construction de 22 ouvrages hydrauliques sur les axes 1, 2 et 3 : Savè-Moka-frontière Nigéria (28,5km), Kaboa-fleuve Opkara-frontière Nigéria (15km) et Kilibo-fleuve Opkara-frontière Nigéria (20km).

- ❖ **Travaux d'Aménagement et de Bitumage de la route DJREGBE- DJA- OWODE (10km) : 92,50%**
 - travaux en cours d'achèvement.
- ❖ **Projet de Construction d'un Pont sur le Fleuve AFFON au pk 37 sur l'axe DJOUGOU PEHUNCO : 30%**
 - travaux en instance de démarrage (difficulté de démarrage à cause de la saison des pluies).
 - ❖ **Etude Technico Economique d'Aménagement et de Bitumage de la Route des Pêches : 07,00%**
 - travaux en instance de démarrage (difficulté de démarrage du fait de la non libération de l'emprise par la population).
 - ❖ **Programme d'Urgence de Désenclavement dans les Localités du Bénin : 35,00%**
 - construction des appuis de ponts métalliques de dix (10) sites sur les quinze (15) sont en voie d'achèvement.
 - ❖ **Programme d'Appui au Sous-Secteur de Transport Rural (PASTR) : 50,00%**
 - exécution des travaux dans 16 Communes dont 14 dans la zone Sud et 02 dans la zone Nord ;
 - exécution des travaux en cours dans 10 Communes.
- ❖ **Projet de Réhabilitation de la Route PAHOU OUIDAH ILLACONDJI : 79,71%**
 - reconstruction en 2x2 Voies du tronçon Pahou-Ouidah (18,75 Km, Lot 1) ;
 - réception provisoire des travaux de réhabilitation du tronçon Ouidah-Hillacondji-Frontière du Togo (58,75 km, Lot 2) le 30 décembre 2015 ;
 - réception provisoire des travaux d'aménagement de pistes rurales (100 km) et d'infrastructures socio-communautaires (Lot 3) le 30 décembre 2015.
- ❖ **Etude et Travaux de Réhabilitation de la Route ComèLokossa-Dogbo (63,40km) et de la Bretelle de Zounhoué- Athiémé-frontière Togo : 11,38%**
 - achèvement du recensement des sinistrés.
- ❖ **Appui à l'Audit et à la Clôture des Grands Projets Routiers achevés : 35%**
 - acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles.
- ❖ **Aménagement et Bitumage de la Route KETOU IDIGNY IGBODJA et de la Bretelle OMOU MOSSOUKAGBE : 05,00%**
 - recherche de financement pour les études.
- ❖ **Dédoublage de la Route de SEME (PORTO-NOVO) et du pont de PORTO NOVO : 60%**
 - achèvement de l'étude complémentaire de précision de l'APS ;
 - instruction avec le groupe EIFFAGE sur le projet autoroutier entre Sèmè et Porto-Novo.

- ❖ **Reconstruction de la Route Parakou- Djougou : 35,50%**
 - démarrage des travaux des Lot 1 et Lot 2.
- ❖ **Construction du pont Tovègbamè sur l'axe Akpromisséréte-Kpédékpo : 40%**
 - élaboration du rapport d'APD et du DAO.
- ❖ **Construction de la Route Porto Novo- Pobè-Obellè et la Bretelle Zian- Igolo : 30,00%**
 - élaboration de l'APS provisoire.
- ❖ **Aménagement et Bitumage de la Traversée Urbaine de Parakou : 10,00%**
 - poursuite des travaux de dégagement des emprises.
- ❖ **Aménagement et Bitumage des Routes FRONTIERE- TCHETTI- SAVALOU (42km) et LOGOZOHE- GLAZOUE (17,54km) : 22,00%**
 - installation de chantier et démarrage des travaux préparatoires.
- ❖ **Aménagement et Bitumage de la Route DJOUGOU- PEHUNCO- KEROU- BANIKOARA (212,00km) et la Bretelle KOUANDE-PEHUNCO (38km) : 70,00%**
 - APD pour Djougou- Banikoara est disponible et APS provisoire pour Pehunco-Kouandé-kota.
- ❖ **Aménagement et Bitumage de la Route ZANGNANNADO-BANAME-PAHOUIHAN (65km) et les bretelles COVE-BANAME (12km) et KOGUEDE-ZA-KPOTA (5km) : 90,00%**
 - élaboration du DAO.
- ❖ **Aménagement et Bitumage des Routes : BETEROU- TCHAOUROU (55km) et TCHAOUROU-FRONTIERE DU NIGERIA (25km) et la Construction d'un Pont sur le Fleuve OPKARA : 100%**
 - achèvement de l'étude.
- ❖ **Aménagement et Bitumage des Tronçons : DOGBO- TOVIKLIN- KLOUEKANME (22km) ; DOGBO- LALO- KLOUEKANME (29km) ; KLOUEKANME- ADJAHONME (8,8km) : 70%**
 - APD provisoire. Les travaux sont confiés à l'entreprise ADEOTI SARL en PPP.
- ❖ **Projet d'Appui Institutionnel au MTPT : 75,00%**
 - renouvellement d'avance pour achat de carburant, lubrifiants ;
 - achat de fournitures de bureau et des produits d'entretien au profit de la DPP ;
 - achat de fournitures et consommables informatique ;
 - achat des produits d'entretien au profit du MTPT.

4.2.4. Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

Le taux d'exécution physique du Programme d'Investissement Public au 31 décembre 2015 s'élève à 60,72%.

Ce ministère a au titre de la gestion 2015, quatre programmes (04) contenant au total vingt-six projets. Au nombre des réalisations physiques ayant permis d'atteindre ce niveau, on peut citer :

Programme 1 : Développement de l'Agriculture (62,41%)

❖ **Appui aux Programmes de Recherches Agricoles de l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (APRA/INRAB) 72,4%**

- conception et mise en place d'un système automatisé de gestion électronique des courriers et la formation du personnel de l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB) à son utilisation.

❖ **Aménagement Hydro Agricole de la basse vallée du fleuve Mono (PAHV Mono) 86,76%**

- suivi de l'achèvement des rapports d'études techniques d'Avant-Projet Détaillé (APD) et poursuite des activités de sensibilisation, de formation et d'organisation des exploitants ;
- étude et réalisation des travaux de réfection des bureaux du SCDA d'Athiémé passation de marché pour la fourniture de matériels et équipements agricoles ;
- acquisition de matériels Réfection des bureaux du SCDA d'Athiémé ;
- organisation des séances de travail avec les élus locaux ;
- sensibilisation, organisation et formation des exploitants avec l'implication des élus locaux de la zone du Projet ;
- élaboration des différents outils de planification et de suivi évaluation;
- rédaction des rapports et outils de suivi-évaluation ;
- participation à diverses séances de travail dans le cadre de la gestion du Projet.

❖ **Programme de Promotion de l'Agriculture (ProAgri) 82%**

Champ 1 : Politique agricole et stratégies sectorielles (75%)

- mise en place d'un système de suivi évaluation harmonisé et élaboration du rapport Bénin 2015 ;
- appuis au SP/CAN et mise en route des mécanismes du réseau (communication par internet, désignation de point focal/catégorie) ;
- animation de trois espaces intra-catégories d'échanges au niveau national ;
- signature d'un protocole de partenariat avec la PNOPPA pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer en faveur du financement des chantiers prioritaires ;
- diffusions des documents de stratégie et de plans, et organisation des réunions de présentation sur FoReVA, ATVET, plateformes de dialogue ;
- élaboration des supports de présentation destinés aux séances d'appropriation et revue critique des CP et sélection d'actions clés ;
- lobbying sur la collecte des données genre sensible dans le cadre de la formation des cadres et agents des entités concernées du MAEP ;
- organisation d'un atelier d'initiation pour 32 agents dont 08 femmes du MAEP avec comme outils pratique d'améliorer le format genre sensible du PTA/DPP 2015 ;

- établissement d'une feuille de route d'actions assortie de mécanisme de suivi-évaluation et conseils par la DPP ;
- analyse pour observation des premiers drafts des budgets programmes.

Champ 2 : Renforcement des capacités des acteurs des CVA (80%)

- définition des standards de formations pour les différentes formations (VL, FBS, AC) Il ne reste que pour celui de la formation Vente Groupée/VG ;
- développement des standards pour les modules de formation Value Links (VL), l'Ecole d'Entreprenariat Agricole (EEA), Agriculture Contractuelle (AC), finalisation du matériel de formation sur l'agriculture contractuelle et actualisation des modules de formation sur l'alimentation ;
- signature d'un accord-cadre avec FLUDOR, Alliance Karité du Bénin/AKB et ProAgri pour faciliter la commercialisation durable et équitable des amandes de karité, et signature de contrats entre FLUDOR Bénin S.A et des groupements de femmes ramasseuses de noix de karité ;
- organisation de deux sessions de formation de formateurs/ToT Value-Links au profit de 41 acteurs du public et du privé dont 9 femmes des filières et organisation d'une formation en Agriculture contractuelle au profit de 25 acteurs public et du privé dont 2 femmes ;
- formation de 25 membres de la PASCIB dont 9 femmes sur les outils de promotion des chaînes de valeurs ajoutées agroalimentaires sur base value Links ;
- formation de 60 formateurs FBS ;
- élaboration du mécanisme consensuel de vente groupée de noix de cajou au Bénin au cours d'un atelier des acteurs ;
- conception du guide méthodologique d'élaboration des Plans Régionaux de Développement des Filières/PRDF intégrée dans le processus de capitalisation de l'approche value Links ;
- allocation de 10 millions FCFA à trois (03) CARDER pour la pré-vulgarisation à travers les « FOREVA ».

Champ 3 : Renforcement de la structuration des filières (75%)

- réalisation d'une étude diagnostique sur l'état et le potentiel de structuration du niveau local/communal/régional avec l'exploitation de la documentation existante (études, informations de base) ;
- élaboration et validation d'une démarche d'accompagnement organisationnel des OPA à la base ;
- appui en équipement de bureau de FENAPAB, URPA-BA et ZC et AKB et signature d'un accord-cadre avec FENAPAB et AKB ;

- finalisation de la stratégie de construction et d'animation des plateformes de dialogue public privé ;
- organisation d'un atelier en septembre au niveau dans le Borgou/Alibori pour lancer la plateforme régionale autour de la filière anacarde ;
- élaboration d'une feuille de route de conduite du processus de mise en place de la plateforme régionale anacarde Borgou Alibori jusqu'à la session de dialogue public privé et désignation du coordonnateur de l'URPA Borgou Alibori pour la facilitation de la mise en œuvre de cette feuille avec l'appui de l'antenne ProAgri à Parakou ;
- organisation par ProAgri sous l'égide du DG CARDER ZC d'un atelier de lancement de la plateforme régionale zou collines pour la filière riz ;
- élaboration des argumentaires par les représentants des acteurs privés au sein des plateformes nationales ;
- désignation du conseiller technique du Ministre pour les OPA pour assurer la facilitation du dialogue public privé au sein du MAEP ;
- organisation d'un atelier interne sur les différents modèles d'organisation de gestion des filières /chaines de valeur agricoles ;
- participation à deux ateliers suscités par le PADA et la CTB sur le thème « quel modèle d'interprofession pour soutenir l'organisation des filières et CVA » ;
- validation des orientations majeures par le comité de pilotage présidé par le MAEP du processus d'élaboration d'une LOI sur les INTERPROFESSIONS.

Champ 4 : Institutionnalisation des fonds FoReVA (90%)

- signature des contrats de subvention avec les CARDER avec un apport du ProAgri-GIZ de l'ordre de 36 000 000 FCFA au profit de chaque CARDER pour les activités de (pré)vulgarisation au titre de la campagne 2015-2016 ;
- formation de 29 promoteurs sur la vulgarisation agricole et l'évaluation des paquets technologiques vulgarisés ;
- formation de 70 gestionnaires comptables sur les règles et principes de gestion des contrats de financement et de subvention locale de la GIZ ;
- constitution de l'équipe d'experts chargés de la rédaction des manuels d'opérationnalisation du FNDA ;
- appui au MAEP dans la prise en compte des propositions du sous-groupe finance du GTA pour le FNDA.

Champ 5 : Renforcement du conseil agricole (90%)

- identification des acteurs des 4 filières promues par le Programme dans les 16 communes prioritaires de ProAgri lors du recensement ;

- restitution des résultats du recensement des acteurs/trices des filières et des unités de transformation ;
- formation de 70 agents formateurs dont 54 femmes sur les bonnes pratiques de transformation du soja en fromage ;
- formation de 81 agents formateurs dont 51 femmes sur les bonnes pratiques de transformation des amandes de karité en beurre amélioré ;
- formation de 78 agents formateurs dont 6 femmes sur les bonnes pratiques de production du soja ;
- formation de 89 agents formateurs dont 47 femmes sur les bonnes pratiques de ramassage, de traitement des noix de karité et conservation des amandes sèches ;
- formation de 100 agents formateurs dont 24 femmes sur les bonnes pratiques de récolte et de poste-récolte des noix d'anacarde ;
- formation de 14 agents formateurs dont 11 femmes sur les meilleures techniques d'étuvage de riz ;
- formation de 31 agents formateurs dont 09 femmes sur les Itinéraires techniques améliorés de production du riz de bas-fond ;
- formation de 170 agents formateurs dont 06 femmes sur les meilleures techniques de récolte et de post récolte du riz ;
- formation de 07 agents formateurs hommes sur l'appui à l'organisation des OPA ;
- formation de 70 agents formateurs dont 08 femmes sur les bonnes pratiques d'entretien et de gestion des plantations d'anacarde ;
- réalisation du recensement des acteurs et identification des différents acteurs par commune prioritaire ;
- installation de 10 champs écoles d'association de soja dans les nouvelles plantations d'anacardier ou anciennes après éclaircie, élagage, débroussaillage dans les communes d'intervention de l'Atacora-Donga ;
- installation de 25 champs de démonstration de multiplication de semences de soja dans la commune Djougou ;
- formation de 4699 producteurs dont 04 hommes sur les bonnes pratiques de transformation du soja en fromage ;
- formation de 8833 producteurs dont 212 femmes sur les bonnes pratiques de production du soja ;
- formation de 13269 producteurs dont 19 hommes sur les bonnes pratiques de transformation des amandes de karité en beurre ;
- formation de 9496 producteurs dont 46 hommes sur les bonnes pratiques de ramassage, de traitement et de stockage des amandes de karité ;

- formation de 30554 producteurs dont 4729 femmes sur les bonnes pratiques de récolte et de post-récolte des noix d'anacarde ;
 - formation de 773 productrices sur les bonnes pratiques d'étuvage du riz ;
 - formation de 5660 producteurs dont 2733 femmes sur les Itinéraires techniques de production du riz ;
 - formation de 24254 producteurs dont 2159 femmes sur les bonnes pratiques d'entretien et de gestion des plantations.
- ❖ **Programme d'Appui à la Croissance Économique Rural (PACER) 79,30 %**
- réalisation d'une étude diagnostique institutionnelle par filière ;
 - achèvement de la sensibilisation des producteurs maraîchers de toutes les communes du Mono/Couffo et poursuite de la création des coopératives villageoises, préalables à la mise en place des coopératives communales ;
 - élaboration du rapport d'évaluation des anciens PDMT ;
 - signature des conventions avec les opérateurs partenaires polyvalents (OPP) et les opérateurs partenaires spécialisés en financement (OPS-FR) ;
 - organisation des formations (8 séances de formations organisées sur les 18 prévues dans le PTBA 2015) à l'intention des MPE/AGR sur quatre thématiques ;
 - organisation de visite d'échange par l'URA BA, axée sur la capitalisation des bonnes pratiques sur le fonctionnement des OPA, la mobilisation des ressources financières, leur gestion et la fourniture des services adaptés développés par les OPA;
 - mis en place d'un mécanisme de facilitation de l'accès aux intrants mais le recouvrement souffre encore de quelques difficultés;
 - les MPE et AGR rurales ont accès au soutien financier du Fonds d'Appui aux filières;
 - accès au crédit: sur 280 promoteurs de microprojets financés, 239 ont pu boucler le financement de leur plan d'affaires avec recours à un crédit d'un SFD ; 41 autres ont réussi à boucler le financement sans recours à un crédit;
 - aménagement de 226,84 ha de bas-fonds dans 24 sites répartis sur toute l'étendue du territoire national sur une prévision de 291, soit 77,95% de réalisation;
 - élaboration du PTBA 2015 et disponibilité des différents rapports du programme. Le CNP du ProCaR a été tenu;
 - réalisation des audits financiers et comptables du PACER;
 - organisation de 3 missions d'appui à la capitalisation des acquis du PACER et les rapports sont disponibles sur les 4 missions d'appui prévues cette année.
- ❖ **Programme National de Promotion des Filières Agricoles au Bénin (PNPFA): 42,96%**

- organisation des séances de concertation avec les acteurs dans le cadre de l'identification des besoins groupes cibles pour les filières Ananas, Cultures maraîchères et Palmier à huile;
- mise en place de matériels et équipements agricoles (motopompes + accessoires, tricycles, brouettes, pulvérisateurs, arrosoirs et autres) au profit des maraîchers de 9 communes d'une part, et de 3000 coqs géniteurs + 3000 kits sanitaires au profit des avis;
- réalisation de quatre (04) forages positifs sur des périmètres maraîchers de quatre (04) communes en vue de l'installation de systèmes légers d'irrigation;
- mise en place de 05 tonnes d'engrais (04 tonnes de K₂SO₄ et 01 tonne d'urée) au profit des 40 multiplicateurs de rejets installés à Allada et Toffo (au titre de 2014) ;
- organisation d'une séance de concertation avec les acteurs de la filière ananas à Allada, dans le cadre de l'identification des besoins des acteurs (besoins en rejets de qualité, besoins en intrants spécifiques, besoins en matériels et équipements) ;
- disponibilité de répertoire des aviculteurs bénéficiaires et des producteurs de géniteurs de qualité ;
- organisation des séances de travail avec les cadres de la Direction de l'élevage dans le cadre de recensement et ciblage des producteurs de géniteurs de qualité (au titre de 2015) ;
- mise en place de 3000 coqs géniteurs et 3000 kits sanitaires dans 13 communes (au titre de 2014) ;
- disponibilité de répertoire des besoins en semences de qualité, des multiplicateurs locaux de semences de cultures maraîchères en intrants spécifiques et des besoins des maraîchers en infrastructures marchandes;
- organisation de trois séances de concertation avec les acteurs, respectivement à Kandi, Natitingou et Lokossa dans le cadre de l'identification des besoins des acteurs (besoins en semences de qualité, besoins en intrants spécifiques, besoins en matériels et équipement) ;
- réception des ouvrages de réalisation de quatre forages positifs dans 04 communes dans le cadre de la réalisation de systèmes d'irrigation au titre de 2014 ;
- validation du rapport d'étude de la DLROPEA sur les formes d'organisation de cinq (05) groupements maraîchers dans le cadre de leur dynamisation ;
- organisation à Ouidah d'une séance de concertation avec les acteurs dans le cadre de l'identification des besoins (besoins en graines germées, en intrants spécifiques, besoins en matériels et équipements) au titre de 2015 ;

- formation transversale sur la gestion administrative et technique de Projet, organisée au profit des agents et cadres de la Cellule de Gestion au titre de 2015 ;
- organisation de deux séances de cadrage méthodologique dans le cadre de l'élaboration du manuel de planification et de suivi évaluation d'une part et réalisation de l'étude de référence d'autre part ;
- appui financier à la DPP/MAEP dans le cadre de la supervision des revues régionales des CARDER au titre de 2015.

❖ **Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans les Départements de l'Atacora et de la Donga (FAFA/AD) : 73,42%**

Aucune information n'est actualisée au 31 décembre 2015. Néanmoins nous avons :

- élaboration des accords de renforcement de capacité de gestion des OPA maraîcher, riz et anacarde (prise en charge des équipes techniques, appui au fonctionnement et à la gestion des coopératives, élaboration plan d'affaires) ;
- finalisation, mise en œuvre et clôture de l'accord avec le CARDER/DRC pour appui au fonctionnement du laboratoire DRSSA ;
- appui au CeRPA dans ces fonctions de contrôle qualité des produits phyto, engrais, semences et produits maraîchers ;
- formation sur le géo référencement avec le dispositif Akvo FLOW.

❖ **Projet de Développement Agricole des Communes du Bénin (PDAC) : 39,90%**

- Aucune information n'est actualisée au 31 décembre 2015.

❖ **Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA) : 70,18%**

Composante 1 : Adoption des technologies améliorées et restauration de la productivité (75,29%)

- acquisition et mise en place de 230 tonnes de semences certifiées de riz ont été mises en place auprès des groupements bénéficiaires des aménagements hydro agricoles pour couvrir une superficie de 4 600 ha ;
- mise en place de 402,3 tonnes engrais du stock résiduel de 1 280,5 tonnes disponibles dans les magasins des SCDA ;
- acquisition de 75 cages flottantes, filets de pêche et nasses distribuées dans les communes de Ouidah (9), Sô-Ava (16), Aguégués (10), Adjohoun (5), Bonou (5), Dangbo (5) et dans les comités de gestion des retenues d'eau des communes de Ouèssè (3), Savè (4), Nikki (4), Gogounou (3), N'Dali (2), Tchaourou (2), Tanguiéta (2), Matéri (3), Bassila (2) ;
- acquisition et distribution de 1 200 000 rejets Pain de Sucre et Cayenne lisse aux producteurs pour couvrir une superficie de 22 ha dans le cadre de l'extension de la culture d'ananas vers de nouvelles zones ;

- organisation dans le cadre de la mise aux normes HACCP, (personnel des unités de transformation), un recyclage sur les bonnes pratiques d'hygiène dans les unités de productions et sur l'utilisation des équipements de contrôle et d'assainissement indispensables pour garantir la qualité sanitaire des jus d'ananas produits) au profit de 60 bénéficiaires ;
- convention signée avec le Centre de développement aquacole de l'Université d'Abomey-Calavi pour la culture de souche de tilapia plus performante et à croissance rapide à mettre à la disposition des pisciculteurs multiplicateurs. Les démarches sont également engagées avec l'ABSSA pour l'élaboration d'un mécanisme de certification des alevins produits par les pisciculteurs multiplicateurs ;
- formation de soixante-sept (67) pisciculteurs et onze (11) techniciens à la production semi artificielle des alevins ;
- acquisition de 1 200 000 rejets sains ont été acquis au profit des producteurs en attendant la production des vitroplants. Ces rejets ont été distribués à des producteurs des départements de l'Ouémé-Plateau (Sème-Kpodji, Sakété), Zou-Collines (Savalou, Bantè, Savè, Ouèssè) et de l'Atlantique-Littoral (Abomey-Calavi, Zè, Tori, Allada) et serviront à emblaver 22 Ha d'ananas avec les technologies diffusées par le Projet ;
- formation sur la technologie d'étuvage du riz de 312 formatrices et riziculteurs (dont 250 femmes). Les bénéficiaires ont été sélectionnés sur la base de l'importance de la production de riz. Treize (13 communes ont été touchées par cette formation à savoir Dogbo, Comé (Mono), Dangbo, Adjohoun, Bonou (Ouémé), Zangnanado (Zou), Glazoué, Dassa-Zounmè (Collines), Tanguiéta, Natitingou, Kouandé (Atacora), Malanville, karimama (Alibori) (préciser la période) ;
- organisation de trois (3) voyages d'étude par le PADA au profit de 28 pisciculteurs. Ces voyages d'étude effectués sur le Viêt Nam, l'Uganda et le Nigéria ont permis, de faire découvrir trois (3) nouvelles technologies de production de poisson d'une part et de former les pisciculteurs à ces technologies d'autre part. il s'agit de la pisciculture intensive de tilapia en cages flottantes de type LVHD (Low Volume High Density) , très efficace et de nouvelle génération pour accroître la production de tilapia ; les techniques de fumage de poisson à l'aide des fours solaires et les techniques de production de tilapia monosexé.

Composante 2 : Développement des infrastructures de production et de mise en marche (75,79%)

- réalisation de 100 ha prévus au titre de l'année 2015. Les études pour l'élaboration des projets d'intervention sont achevées par les CARDER et les

conventions pour la mise en œuvre avec les communautés bénéficiaires sont élaborées et signées par les représentants desdites communautés ;

- achèvement et réception de la construction d'un centre de recherche-développement en aquaculture à l'Université d'Abomey-Calavi. Mais des travaux complémentaires sollicités par le Centre piscicole de l'UAC sont en préparation et démarreront incessamment ;
- achèvement de la construction de magasins avec aire de séchage, bureaux et blocs de latrines ventilées de quatre (4) cabines commencée pour huit (8) ESOP. Les travaux ont également démarré pour les deux ESOP restants, à savoir celles de Zinvié (Commune d'Abomey-Calavi) et Boukombé.

Composante 3 : Coordination des chaînes de valeur et financement agricole (55,24%)

- organisation d'un atelier de réflexion sur le modèle d'Organisation d'Interprofession (préciser la date) ;
- poursuite de l'appui du PADA à l'opérationnalisation du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) traduit par la participation active du Spécialiste Finances Rurales et du Chef Projet PADA aux ateliers de pré-validation et de validation des manuels de procédures opérationnelles du FNDA. Le PADA a cofinancé ces deux ateliers qui ont permis à présent de disposer des versions finales des manuels de procédures du FND.

Composante 4 : Coordination du programme sectoriel et gestion du Projet (79%)

- contribution du projet dans le cadre du renforcement du système de suivi évaluation du secteur agricole à travers : la poursuite de l'organisation des revues sectorielles régionales trimestrielles de suivi-évaluation au profit des CARDER et des ANE, former un noyau proactif de 45 cadres du MAEP pour accompagner l'élaboration et la mise en œuvre de banques de schémas d'agrégation agricole pour les filières prioritaires du PSRSA et pour les différentes zones agro-écologiques, suivie de l'élaboration d'une feuille de route pour l'élaboration de banques de schémas d'agrégation agricole pour les treize (13) filières prioritaires du PSRSA et appuyer la Direction des Statistiques Agricoles (DSA) pour l'élaboration et la validation du document de méthodologie de collecte des données des cultures annuelles (prévisions et réalisations) au Bénin ;
- organisation de trois (3) réunions techniques des Points Focaux Suivi-évaluation du ProCAD dont l'objectif est de poursuivre la consolidation du système de suivi évaluation du PADA et du PPAO par la mise en œuvre d'un mécanisme de collecte de données, de suivi et d'évaluation des activités des deux Projets et de renseigner continuellement le cadre de résultat du PADA et du PPAO ;
- organisation des visites des réalisations du PADA et du PPAO du 8 au 12 Septembre 2015 à l'attention des membres du Comité National de Pilotage du

Projet. Ce fut l'occasion pour ces derniers d'apprécier ce qui se fait dans le domaine de la transformation de l'ananas, de la fabrication des emballages, de la pisciculture en général et du fumage du poisson en particulier ;

- suivi de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale des microprojets financés sur Fonds compétitif et Fonds à frais partagés du PADA ainsi que des infrastructures de marché réalisées.

❖ **Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAO-Bénin) : 77,60%**

Composante 1 : Conditions propices à la coopération régionale en matière de développement et de dissémination de technologies améliorées

- démonstration grand public sur l'utilisation de la canne planteuse et sur la fabrication des blocs multi nutritionnels densifiés itinéraire technique sur le riz, sur le maïs ;
- édition, impression et diffusion des documents du projet (fiches techniques illustrées, manuel genre, guide SRI, répertoire des chercheurs, Cabev, porte documents et résumé du PGP et CGES) ;
- réalisation d'une visite de 15 pisciculteurs et d'un spécialiste avec le PPAO Nigéria ;
- réalisation de neuf visites dans le cadre de la technologie de plantation sur film plastique, visite d'échange au Bénin de 9 transformatrices Sénégalaises ;
- participation des producteurs et transformateurs des noix d'anacarde aux foires sur SIETTA (équipements sur l'anacarde) et la foire agricole wémèwé ;
- renforcement des capacités de 50 producteurs de semences de riz ;
- publication au journal officiel du règlement C/REG. N°1312/2012 relatif au contrôle de la qualité des engrais dans l'espace CEDEAO et le règlement C/ERG/21/11/10 portant harmonisation du cadre structurel et des règles opérationnelles en matière de sécurité sanitaire des végétaux, animaux et des aliments dans l'espace CEDEAO ;
- élaboration du manuel d'inspection et de contrôle des pesticides ;
- élaboration d'un plan d'action pour l'opérationnalisation du document de politique phytosanitaire ;
- élaboration du manuel de gestion et du contrôle des engrais ;
- élaboration et validation du manuel des procédures d'homologation et d'inscription des variétés au Catalogue Béninois des Espèces et Variétés Végétales(CaBEV) ;
- sensibilisation des douaniers et les acteurs aux frontières sur la réglementation de la CEDEAO et sur les semences ;
- vulgarisation de la loi cadre 2014-19 relative à la pêche et à l'aquaculture ;

- élaboration et validation du manuel de certification phytosanitaire des semences végétales ;
- renforcement de capacités des membres du Comité National de Gestion des Pesticides ;
- réalisation par 3 experts (Suisse, Française et Togolais) de la formation de haut niveau de 30 cadres du secteur agricole sur l'Indicateur géographique ;
- réalisation de la traduction en quatre langues du CGES et le PGPP.

Composante 2 : Centre National de Spécialisation sur le Maïs

- mise en place de douze (12) plateformes d'innovation sur le maïs sur 12 préves sont pour être fonctionnelles ;
- réalisation de l'étude sur l'Impact des stratégies d'offre de semences sur l'adoption des variétés améliorées de maïs au Bénin ;
- achèvement de la formation des 19 boursiers dont 7 femmes de la 1ère vague ;
- validation de l'état des lieux de l'information et de la communication pour le développement agricole du CNS-Maïs puis définition des axes stratégiques d'intervention par les acteurs.

Composante 3 : Financement à la demande du Développement et de l'Adoption des Technologies

- évaluation des projets de transfert de technologies a démarré depuis le 31 mars 2015 et le rapport final est déposé ;
- lancement officiel et technique d'un atelier qui a permis à la DICAF de connaître ses rôles et responsabilités dans le suivi des ONG ;
- organisation d'un atelier de revue de technologies sur le stockage des noix d'anacarde, début avril ;
- réalisation de deux séances de formation recyclage par le CARDER sur la canne planteuse ;
- mise en place et animation d'un cadre de concertation des bénéficiaires des chèvres rousses de MARADI dans l'Alibori (Appui à la structure, formation, etc.) ;
- renforcement des capacités des cadres et agents d'encadrement sur l'approche IAR4D suivi de l'installation des plateformes d'innovation ;
- renforcement des capacités des producteurs et des agents sur la mouche des fruits (30 personnes formées) ;
- formation de quatre (4) personnes par ONG, soit 24 personnes formées dans l'approche plateforme d'innovation.

Composante 4 : Coordination, la gestion, le suivi et l'évaluation du projet

- acquisition de 12 micro-ordinateurs pour les structures partenaires : INRAB (2), CNS (4), DPV (2), ABSSA (2), DPA (2)

- sensibilisation et mobilisation des acteurs (chercheurs, populations locales et producteurs sur les risques environnementaux et sociaux).

❖ **Projet de Sécurité Alimentaire par l'Aménagement des Bas-fonds et le Renforcement des Capacités de Stockage au Bénin : 36,14%**

- signature d'une convention de prestation avec la Cellule Bas-Fonds de la DGAER dans le cadre de la supervision des études techniques et des travaux d'aménagement des 2 300 ha de bas-fonds rizicoles et jardins maraîchers ;
- signature d'une convention de prestation avec le Service de Construction et de Desserte Rural de la DGAER dans le cadre de la supervision des études techniques et des travaux d'ouverture/ réhabilitation des 152,75 km de pistes d'accès aux bas-fonds à aménager ;
- élaboration du Plan de Travail et Budget Annuels 2015, qui a permis au PSAAB d'être inscrit au Budget de l'Etat Gestion 2015 au titre du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche et de bénéficier d'un crédit de paiement de deux cent quarante-quatre millions trois cent soixante-cinq mille (244 365 000) de francs CFA dans le cadre de la contrepartie de l'Etat béninois pour le financement du Budget 2015 ;
- acquisition et mise à disposition de 16,525 tonnes de NPK, de 8,300 tonnes d'Urée, de 0,375 tonne de Kcl, de 1,397 tonnes de semences certifiées de maïs, de 0,892 tonnes de soja, de 0,225 tonne d'arachide et de 0,100 tonne de niébé au profit des producteurs abritant d'Unités de Démonstration de cultures pluviales telles que le maïs, le soja, le niébé et arachide et des producteurs de semences certifiées de riz ;
- installation de 236 des 240 Unités de Démonstration de cultures pluviales (maïs-soja/niébé/arachide) prévues sur une superficie totale de 94,875 ha, dont 128 sur une superficie de 40,875 ha au niveau de la région d'intervention sud du PSAAB et 108 sur une superficie de 54 ha au niveau de la région nord ;
- réalisation de 451 des 480 Diagnostics Participatifs prévus dans les villages d'intervention du PSAAB ;
- élaboration de 295 des 480 plans d'intervention dans les villages PSAAB sur une période de 5 ans ;
- installation de 225 des 240 Associations de Développement Villageois dans les villages pilotes du PSAAB.

❖ **Projet d'Appui à la Dynamique Productive (PADYP) : 77%**

Champ 1 : Mise en œuvre et pérennisation du Plan de Développement du Conseil (CEF & CdG-OP) de la FUPRO

- validation des Plans d'Actions (PA) des OP de base adhérentes aux démarches CEF et CdG-OP ;

- conception d'un projet de « Manuel d'animation des animateurs Paysans » ;
- organisation d'ateliers d'évaluation interne participative de la mise en œuvre du PDC/FUPRO.

Champ 2 : Suivi-évaluation (S&E)

- évaluation des outils de suivi-évaluation relatifs au 4ème trimestre 2015 ;
- élaboration du Plan de Travail semestriel Janvier-Juin 2016.

Champ 3 : Fonds de Développement de Services Spécifiques

- suivi et mise à jour des indicateurs de performance du FDSS ;
- sélection des membres de l'équipe d'enquête diagnostic des MIP.

❖ **Projet d'Appui à la Filière Coton-Textile dans les quatre pays de l'initiative sectorielle sur le Coton (PAFICOT) : 80,65%**

Composante A : Amélioration de la production et de la productivité

- organisation de l'atelier bilan de la campagne agricole 2014-2015 : 696 Champs Écoles Paysans (CEP) ont été réalisés contre 640 en 2013-2014, soit une augmentation de 56 CEP (8,75%) ;
- appui aux 11 Communes PAFICOT pour l'installation des CEP au cours de la campagne agricole 2015-2016 ;
- convention signée avec le LSSEE pour la campagne agricole 2014-2015 lui a permis de poursuivre ses activités de contrôle de qualité. Un quatrième document technique d'information (DTI) a été produit et des formations ont été faites dans les CARDER. Ces formations ont été réalisées au cours de la période du 30 mars au 23 mai 2015 dans les départements de l'Alibori, du Borgou, de l'Atacora, de la Donga, du Zou et des Collines. Au total 290 agents et producteurs y ont participé.

Composante B : Appui à la commercialisation et à la transformation artisanale

- réception définitive du Centre National de Transformation Artisanale (CENATA) de Savè. Pour ce qui est du Foyer Féminin Rural (FOFER) de Djougou, les travaux se poursuivent sur régie contrôlée et sont à 43,71%.

Composante C : Renforcement des capacités

- renouvellement des conventions avec la Direction des Ressources Humaines (DRH), la DPV, le LSSEE, le CARDER Atacora/Donga pour l'année 2015 ;
- formation de 165 formateurs sur l'approche Genre et Développement dont 19 femmes. Ces effectifs portent à 349 formateurs dont 46 femmes formées pour 250 prévus soit un taux de réalisation de 139,6%, depuis le début du projet sur le même thème.

Composante D : Coordination et gestion du projet

- acquisition de 22 bascules pour équiper les magasins de stockage ;

- réalisation de la mission de suivi des activités du projet pour le compte du 2^e semestre 2014.

❖ **Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la Vallée de l'Ouémé (PAIA-VO) : 35,50%**

Composante A : Développement des infrastructures structurantes

- élaboration et transmission du DAO pour 03 marchés secondaires à la BAD pour son ANO ;
- élaboration et transmission à la BAD des TDR, DDP et AMI pour les études et contrôle de ces infrastructures.

Composante B : Développement des chaînes de valeurs

- installation de parcelles de démonstration de maïs dans 3 communes (Zogbodomey, Bonou et Adjohoun) - 32 producteurs impactés ;
- installation de parcelles d'expérimentation de tomate et gombo dans 3 communes (Zogbodomey, Bonou et Adjohoun) - 22 producteurs impactés ;
- 20 techniciens dont 5 femmes et 11 producteurs dont 3 femmes soit au total 31 dont 8 femmes formées sur le changement climatique.

Composante 3 : Gestion de projet

- mise en œuvre des travaux d'élaboration de la situation de référence et mis en place du système de suivi - évaluation ;
- mise en œuvre des travaux d'élaboration du manuel de procédures administratives, comptables et financières, et mise en place du système de gestion comptable ;
- mise en œuvre du processus d'élaboration du plan de communication du projet ;
- mise en œuvre du processus de conception d'un site web pour le projet ;
- formation spécialisée du personnel de l'UGP (préciser la période) ;
- organisation des missions de suivi (préciser la période) ;
- organisation de 02 ateliers de validation (Manuel système suivi - évaluation, manuel de procédure).

❖ **Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole de Petites Exploitations (PAPAPE) : 20%**

- draft TDR pour discussion avec les acteurs disponibles et voir mesure de contractualisation des activités de recherches; programmation d'une tournée pour collecte de données et d'information ;
- réalisation d'une mission d'inspection pour l'évaluation technique ;
- renforcement de capacité de l'INRAB en infrastructures et de production de semence de pré-base ; (L'évaluation technique est faite, l'offre est lancée et dépouillée) ;

- organisation de tournée pour collecte de données et information effectuée dans le cadre de la Création de Centre d'agri-business (ABC) communautaires (préciser la période).

Programme 2 : Développement de l'Élevage (60,50%)

❖ Projet d'Appui aux Filières Lait et Viande (PAFILAV) : 60,50%

Composante A : Amélioration des systèmes de production du lait et de la viande

- prélèvements sur le terrain avec conduite des entretiens structurés avec les éleveurs ;
- analyses de laboratoire conduisant au diagnostic des pathologies ;
- organisation d'une séance de travail du comité chargé du suivi sanitaire le 21/01/2015 ;
- organisation d'une séance de travail du comité chargé du suivi et de la gestion des bovins Girolando le 21/01/2015 ;
- acquisition des produits vétérinaires pour la Ferme d'élevage de Kpinnou dans un 1er temps ;
- acquisition des produits vétérinaires pour toutes les 04 fermes en début décembre 2015 ;
- lancement du DDC et évaluation des offres faite en novembre 2015 ;
- achèvement de 02 chantiers ;
- achèvement des travaux de réhabilitation des bâtiments P et Q et construction d'une clôture à la ferme de l'Okpara ;
- achèvement des travaux de réfection du bâtiment abritant la PCR du LADISERO ;
- Construction de 02 incinérateurs à Parakou et à Bohicon ;
- réalisation des études techniques ;
- lancement des DAO, dépouillement des offres et signature des contrats ;
- prises des dispositions préliminaires par les entreprises en vue de l'exécution proprement des travaux de Construction de 4 postes frontaliers de contrôle vétérinaire ;
- exécution des contrats et prises en compte des observations de la commission de réception par les entreprises ayant à charge la construction des parcs de vaccination des 03 lots ;
- prises des dispositions préliminaires par les entreprises en vue de l'exécution proprement des travaux ;
- lancement du DAO pour l'acquisition des aliments en 2015 ;
- acquisition d'aliments pour la ferme de Kpinnou ;
- acquisition de 200 tonnes de graines de coton pour les 03 autres fermes ;

- lancement du dossier d'acquisition des pierres à lécher et livraison des produits en novembre 2015 ;
- finalisation et lancement du DAON relatif à l'acquisition d'aliments de bétail ;
- démarrage des travaux de réhabilitation de 8 retenues d'eau existantes dans la 2ème quinzaine de novembre 2015 ;
- réalisation des études techniques pour la construction de 80 forages productifs ;
- démarrage des travaux de construction des 80 forages productifs dans la 2ème quinzaine de novembre 2015 ;
- achèvement, dépôt et validation du rapport final de la mission par le consultant en novembre 2015 ;
- achèvement des travaux pour la construction du centre d'insémination artificielle et la construction de 12 Taurelleries au niveau du CNAG ;
- achèvement de la construction de 02 étables ;
- signature du contrat relatif à l'acquisition des équipements pour le centre national d'amélioration génétique ;
- formation du personnel technique à l'utilisation des équipements du 28 septembre au 02 octobre 2015 ;
- obtention de l'ANO de la BAD sur la requête de changement du mode d'acquisition des porcins ;
- reprise du dossier, ouverture et évaluation des offres relatives à l'acquisition de 50 géniteurs porcins ;
- obtention de l'ANO de la BAD sur le fournisseur retenu (Nucléus) ;
- reprise du dossier, lancement de la DDC après obtention des ANO et évaluation des offres relatives à l'acquisition des semences ;
- acquisition de 40 équipements d'insémination artificielle ;
- réalisation de l'atelier de pré validation de l'Etude sur la filière avicole le 22 décembre 2015.

Composante B : Amélioration de la compétitivité des filières lait et viande

- réalisation de l'étude sur l'élaboration des documents fondamentaux relatifs à la labellisation du wagashi/gassiré et du référentiel de production du fromage ;
- organisation de l'atelier de validation de l'étude sur les documents et référentiels sur le processus de labellisation par le comité en charge du suivi du processus ;
- élaboration d'une feuille de route pour la conduite à terme du processus ;

- élaboration des termes de référence pour la réalisation /conception des spécimens de matériels de pointe, des modules de formation, du logo type et l'étiquette ;
- prise de trois arrêtés définissant le cadre réglementaire du processus de labellisation et de certification ;
- prise de l'arrêté portant nomination du secrétaire technique permanent de la commission nationale des labels et de la certification des produits agricoles et alimentaires ;
- identification et inspection des fromageries pilotes ;
- prélèvements des échantillons de lait et de fromage sur les unités de production ;
- reprise du processus de recrutement du Spécialiste en technologie alimentaire ;
- sélection du consultant, signature du contrat et enregistrement au service des Domaines ;
- démarrage de la mission depuis le 26/10/2015 ;
- validation du plan de travail du consultant et visite aux unités pilotes candidates au Label;
- prise de contact avec le représentant du bureau d'études OTD sur les équipements des mini-laiteries et des points de collecte de lait ;
- réalisation des études techniques, lancement de l'appel d'offres et sélection des entreprises pour la construction de 40 points de collecte de lait et construction de 4 mini laiteries ;
- prises des dispositions préliminaires par les entreprises en vue de l'exécution proprement des travaux ;
- équipement des 40 points de collecte de lait et des 4 mini laiteries ;
- recrutement des bureaux d'étude et réalisation des études techniques pour la construction et l'équipement du nouvel abattoir de Cotonou ;
- négociation, signature des contrats et réalisation des études techniques pour la réhabilitation de l'abattoir de Parakou;
- reprise du DAO pour réaliser les travaux ;
- remise du site aux bureaux d'études et soumission à la BAD pour avis du rapport d'évaluation des offres et du projet de contrat relatifs à la construction d'aires d'abattage ;
- remise du site aux bureaux d'études et soumission à la BAD pour avis du rapport d'évaluation des offres et du projet de contrat relatifs à la construction de marchés à bétail ;
- signature du contrat et remise du site pour la construction d'une chambre froide et aménagement d'une boucherie à Bohicon ;

- acquisition de 07 pèse-bétail pour les marchés à bétail ;
- réalisation d'une étude sur les filières lait et viande (Opérationnalisation de la mise en œuvre des recommandations de l'étude) ;
- réalisation des études techniques et démarrage des travaux de réhabilitation des pistes d'accès au lieu de production et de commercialisation des produits d'élevage ;
- formation des SFD et du personnel technique (RDR, Points focaux CARDER, Vétérinaires et Para vétérinaires PAFILAV) pour le montage des dossiers de financement.

Composante C : Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles

- séance de concertation avec les éleveurs et traiteurs de porc à Pobè pour l'élaboration de la feuille de route dans le cadre de la dynamisation de l'ANEP et de l'ANAT-PORCS-Bénin ;
- élaboration des statuts et RI des coopératives communales des éleveurs de porcs ;
- tenue d'une séance de travail avec les faïtières nationales des OP y compris l'ANOPER à Cotonou pour l'harmonisation des conditions de mise en conformité des coopératives membres de l'ANOPER à l'acte uniforme de l'OHADA ;
- préparation et facilitation des AG constitutives des coopératives communales des éleveurs de porcs du Zou-Collines, du Mono-Couffo, de l'Atlantique et de l'Ouémé-Plateau ;
- élaboration des outils (statuts et règlement intérieur) de mise en place des comités de gestion des infrastructures marchandes et hydrauliques du PAFILAV ;
- tenue de l'AG extraordinaire pour le toilettage des statuts et règlement intérieur de l'ANAT-Porcs-Bénin ;
- tenue de l'AG ordinaire pour l'élection des membres du Conseil d'Administration et du Comité de Contrôle de l'ANAT-Porcs-Bénin ;
- formation des élus de l'ANEP en gestion et vie coopératives ;
- validation du rapport diagnostic et du plan de dynamisation de l'ANOPER ;
- mise en place des comités de gestion des magasins de stockage des aliments dans les communes de Bassila, Comè, Djakotomey et Abomey-Calavi ;
- appui au système d'information des marchés (10 bulletins d'information parus en 2015) ;
- sensibilisation des producteurs/transformateurs/commerçants au VIH - SIDA et paludisme (Troisième passage exécuté et livrables disponibles et distribués.) ;
- formation des cadres de la DPA (Une session de formation réalisée sur l'approche filière) ;

- formation des cadres des CARDER (Formation réalisée sur le thème "traçabilité dans les filières lait et viande");
- formation des vétérinaires et para vétérinaires (Formation réalisée sur les thèmes : "techniques d'amélioration de l'alimentation du bétail" et "techniques d'une mobilisation sociale réussie") ;
- formation des agents techniques communaux ;
- appui aux communes pour le règlement des conflits (Appui du Projet à l'élaboration du plan triennal de gestion de la transhumance au Bénin) ;
- formation des agents des laboratoires ;
- formation des inséminateurs et du personnel du CIA en insémination artificielle à l'utilisation des équipements ;
- renforcement des fermes d'élevage en matériels et équipements (Contrats exécutés et les matériels et équipements sont mis à disposition) ;
- renforcement des 02 laboratoires en matériels et équipements (Contrats exécutés et les matériels et équipements sont mis à disposition) ;
- réparation de l'ancien bulldozer pour les 4 fermes d'élevage ;
- achèvement et réception provisoire des travaux de réhabilitation des fermes d'élevage (ferme de Samiondji et ferme de l'Okpara) ;
- entretien de 340,25 ha d'anciennes parcelles fourragères sur 282,75 ha prévus (soit 120,3% d'anciennes parcelles fourragères entretenus) ;
- installation de 51,5 ha de nouvelles parcelles fourragères sur 62,5 ha prévus ;
- mise en place d'une base de données au profit de la DPA ;
- sélection du consultant et démarrage des activités par le cabinet IBT le 11 mai 2015 pour la conception du plan de suivi environnemental ;
- suivi environnemental et social (ABE) (Etude et validation de 05 projets de TDR relatifs à l'aménagement des parcours naturels, la matérialisation des parcours naturels et couloirs de passage, la construction de 80 forages productifs, la construction d'infrastructures communautaires).

Composante D : Coordination et gestion du projet

- signature du contrat et remise du site à l'entreprise responsable de la réhabilitation des infrastructures du siège du Projet à Cotonou ;
- acquisition d'un serveur pour le siège du Projet ;
- acquisition d'autre matériel de bureau (autocommutateur) ;
- mise en œuvre des recommandations issues de la session du comité de pilotage du 23/12/2014 et préparation de la session de l'année 2015 ;

- organisation du système de communication sur le projet et la création du site web ;
- réalisation de la formation des financiers et points focaux des partenaires techniques sur les procédures de la BAD ;
- finalisation du PTBA 2015 ;
- élaboration des programmes d'activités jusqu'au 4ème trimestre 2015 ;
- élaboration du PTBA 2016 ;
- finalisation du rapport annuel 2014 ;
- élaboration des rapports trimestriels ;
- élaboration du rapport annuel 2015 ;
- participation à 02 revues du MAEP ;
- participation à 03 revues trimestrielles de la CAA ;
- organisation de 43 réunions hebdomadaires de l'ECP ;
- organisation de l'atelier de validation des résultats de la mission de l'enquête périodique du suivi des indicateurs du Projet ;
- opérationnalisation des recommandations issues de l'audit 2013 ;
- sélection du consultant pour la réalisation de l'audit 2014 ;
- évaluation de la mise en œuvre des conventions et protocoles ;
- réalisation d'une mission de suivi-évaluation externe du Projet par la DPP/MAEP.

Programme 3 : Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (45,85%)

❖ Projet de Vulgarisation de l'Aquaculture Continentale (ProVAC) : 45,85%

- formation de 81/100 PO en 5 sessions dont 33 PO à Kouti en 2 sessions (21 et 12), 28 à Abomey en 2 sessions (14 et 14) et 20 à Sèmè-Podji en 1 session ;
- acquisition de 5 lots d'équipement de bureau (matériel de bureau, matériel informatique, imprimantes, onduleurs, autres) ;
- construction d'un hangar à la SOGEMA au profit des mareyeuses de la Commune de SÔ-AVA (Construction achevée et hangar livré à SOGEMA pour être remis aux bénéficiaires) ;
- réalisation de deux aménagements (Filet et grillage pour lutter contre les prédateurs Achat tuyauterie et installation STOREX) ;
- acquisition de 5 Lots de fourniture bureau.

Programme 4 : Administration et Gestion du Secteur Agricole (63,15%)

❖ Projet d'Appui au Renforcement des Capacités d'Intervention des CARDER (PARCI-CARDER) : 89,33%

- achat de matériels informatiques, de matériels roulants, de matériels et équipements de bureau, de mobiliers de bureau et de matériels techniques ;
- réfection des logements des RDR de Klouékanmey, d'Abomey et de Tori-Bossito ;

- réalisation des travaux de réfection des bureaux du SCDA de Dassa ;
 - réalisation des travaux de réfection du bâtiment de la Chambre d'Agriculture de Natitingou ;
 - construction des bureaux du SCDA de Kétou ;
 - réception des travaux de réhabilitation de l'aile gauche du bâtiment abritant la DRFM au MAEP ;
 - organisation de la session de concertation avec les CARDER.
- ❖ **Projet d'appui à l'Analyse des Politiques, à la planification et au Suivi du Secteur Agricole (PAPSSA) : 46,29%**
- appui à l'élaboration du rapport de performance des structures du MAEP au 31-12-14, au 31/03/15, au 30/06/15 et au 30/09/15 ;
 - appui à l'élaboration d'un guide méthodologique d'élaboration des stratégies et plans d'actions de développement des filières agricoles ;
 - appui à l'élaboration des rapports d'activités 2014 de la DPP et du MAEP ;
 - appui à l'élaboration du rapport d'avancement de la SCRPO/OMD 2014 ;
 - appui à l'organisation de la revue du MAEP au 31/12/2014 ;
 - géoréférencement des réalisations des projets/programmes sur les 5 dernières années ;
 - formation des cadres (TSSSE/TSAGRN et CH-SD) sur la collecte et la transmission des données à référence spatiale ;
 - réalisation de 02 atlas et 05 cartes thématiques ;
 - organisation d'une mission de suivi sur deux dans chaque structure du MAEP sur les outils de mise en œuvre de l'approche genre par les PFG ;
 - organisation d'un atelier sur deux de validation des données collectées pour la réalisation des cartes thématiques du MAEP ;
 - formation de 02 Agents de suivi évaluation (par CARDER) à l'utilisation des outils de suivi élaborés des données désagrégées par genre au niveau des Secteurs et des CARDER mises à la disposition des PFG ;
 - élaboration de 04 rapports trimestriels d'activités disponibles au niveau de la cellule genre ;
 - recrutement des membres des l'Unité de gestion du PADAC ;
 - réalisation de la mission de vérification de la conformité des réalisations physiques des projets/programmes ;
 - mise en place d'une banque de données pour centraliser les informations sur le secteur agricole ;
 - collecte des informations du secteur pour alimenter la banque de données ;

- participation à une revue sur deux pour la centralisation et la diffusion des informations ;
 - appui à l'organisation de la revue sectorielle du MAEP ;
 - retraite pour la finalisation du rapport d'évaluation à mi-parcours du PSRSA ;
 - organisation de deux réunions de concertation avec le GT ANSA sur quatre (04) ;
 - acquisition de 11 motocyclettes au profit du personnel ;
 - dotation de la DPP et autres structures du MAEP en matériels et fournitures de bureau ;
 - appui à l'élaboration du rapport d'avancement des projets/programmes au 31-12-14, au 31/03/15, au 30/06/15 et au 30/09/15 ;
 - suivi de l'élaboration des états financiers et budgets des Sociétés, Agences et Offices sous-tutelle MAEP et leur introduction en conseil des Ministres ;
- ❖ **Recensement National de l'Agriculture (phase 2) : 50,00%**
- acquisition de fournitures, équipements, matériels et consommables de bureau ;
 - stabilité de la logistique du RNA et la lisibilité de l'Opération.
- ❖ **Projet d'Appui à la Sécurisation des Revenus des Exploitants Agricoles (PASREA II) : 46,73%**
- popularisation des règles de soutien de la filière palmier à huile ;
 - organisation de l'atelier de concertation avec les acteurs de la filière anacarde à Bohicon ;
 - acquisition de fournitures, équipements, matériels et consommables informatiques;
 - acquisition de fourniture d'ordinateurs, onduleurs, imprimantes, appareils photo numérique et installation du groupe électrogène;
 - acquisition de fourniture de bureau de chaises bourrées et armoires de rangement.
- ❖ **FADeC-Investissement : 100%**
- transfert des 1,3 milliards de FCFA prévus en 2015 pour la réalisation des investissements agricoles structurants dans 52 Communes.
- ❖ **Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles (FAIA) : 65,69%**
- finalisation et exploitation du rapports définitifs des diagnostics économiques et territoriaux (DET), des Diagnostics Institutionnels et Organisationnels (DIO) et des plans d'investissements agricoles (PIA) communaux des douze (12) communes du Mono et du Couffo et des treize (13) communes de l'Atacora et de la Donga;
 - validation des DIO pour les CARDER MC et CARDER AD;
 - définition et mise en œuvre de stratégies de développement économique local ;

- mise en place de structures de concertation entre le secteur public et le secteur privé ;
- renforcement des capacités communales à assurer leurs mandats et missions en ce qui concerne le développement des filières;
- renforcement des capacités des Services Déconcentrés de l'Etat à assurer leur rôle d'assistance conseil aux communes et de promotion des filières;
- appui des cadres de concertation dans les 25 Communes pour leur mise en place et leur fonctionnement;
- réalisation et recrutement d'une Structure d'Ingénierie Sociale (SIS) pour faciliter la gestion, l'entretien et l'exploitation des infrastructures ;
- accompagnement des communes dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage ;
- appui aux communes par ATN et expertises;
- accompagnement des acteurs pour la gestion et l'entretien ;
- audit des investissements Communaux ;
- recrutement des prestataires de services non financiers (PSNF) pour l'appui aux promoteurs des MIP dans l'analyse, la mise en œuvre et gestion de leur microprojet ;
- mise en place de la stratégie et des outils d'accompagnement des initiatives d'entrepreneuriat agricole ;
- appui en services non financiers aux porteurs de projets ;
- mise en relation entre opérateurs et institutions financières ;
- assistance Technique Nationale d'accompagnement financier des porteurs de microprojets et projets d'entrepreneuriat ;
- suivi / évaluation du mécanisme d'accompagnement financier et non financier de l'entrepreneuriat agricole et capitalisation ;
- vulgarisation du manuel du FADEC Agriculture à tous les acteurs communaux ;
- élaboration et pré-validation d'un draft d'avant - projet de Manuels de procédures des guichets opérationnels du FNDA ;
- appui institutionnel au MAEP pour outils de financement ;
- affectation d'un appui à la conception et la mise en œuvre du FADEC agriculture ;
- renforcement des capacités de la CONAFIL pour la gestion du FADEC-Agriculture (Définition des modes de partenariat entre le MAEP, les PTF et la CONAFIL) ;
- signature de quatre accords avec les unions des coopératives de riz, de maraichage et avec l'Union Régional des Producteurs et le CARDER dans le cadre de l'appui à la structuration des coopératives conforme l'Acte Uniforme de l'OHADA ;

- mise en place actuellement du processus de structuration amorcé depuis la base (villages et communes) et 114 pré-coopératives de producteurs maraichers et du riz;
- élaboration et mise en place d'un plan d'appui à la structuration (plans stratégiques) des zones de développement des filières ;
- appui à la gestion des OP aux niveaux communal et régional ;
- accompagnement technique et financier des OP faîtières à rendre des services à valeurs ajoutées à leurs membres;
- dynamisation et réalisation des plans d'action, des Tables Filières Riz et Maraichage dans leur fonctionnement ;
- appui à la mise en relation, la commercialisation des produits et à la prospection des marchés ;
- appui à la mise en place et le fonctionnement des Tables filières maraîchage et Riz ;
- appui à l'approvisionnement en intrants et à la transformation ;
- renforcement de la maîtrise des normes de qualité de produits selon l'exigence de la demande du marché ;
- réalisation et établissement d'un répertoire des vendeurs d'intrants et des matières actives utilisées dans le Mono-Couffo.

❖ **Appui Institutionnel au MAEP (AIMAEP) : 71,14%**

Composante 1 : Appui institutionnel au MAEP et développement de relations intersectorielles

- pré-validation du plan d'actions d'alimentation et de nutrition dans le secteur agricole du 12 au 14 août 2015 à Grand-popo et validation par l'ensemble des acteurs impliqués dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition lors d'un autre atelier à l'INFOSEC de Cotonou le 8 septembre 2015 ;
- préparation méthodologique terminée ;
- appui à la DRH dans le démarrage d'évaluation du Plan de Formation 2011 - 2013 (outils d'évaluation élaborés, démarrage collecte données dans les CARDER) ;
- appui à l'organisation de l'atelier de finalisation du PTAB 2015 MAEP consolidé suivant les quatre programmes cadres du 10 au 12 mars 2015 à Lokossa ;
- appui à l'organisation d'un atelier de validation du PTAB 2015 suivant les programmes le 22 avril 2015 à Cotonou ;
- appui à l'organisation d'un atelier de formation des Unités de Pilotage sur les outils de planification et de suivi-évaluation du MAEP du 28 au 30 avril 2015 ;
- recrutement d'un consultant pour formations des cadres de la chaîne PPBS du MAEP sur les techniques de planification ;

- formation de cadres sur l'élaboration du budget-programme orienté suivant les axes du PSRSA et les filières ;
- réunion en avril 2015 entre les PTF et la DPP pour faire le point de la mise en œuvre des recommandations du GTA de décembre 2014 ;
- appui technique à la préparation de la mission conjointe MAEP-PTF-ANE sur la problématique des intrants agricoles les 4 et 5 juin 2015 ;
- organisation de la 12ème session du GTA le 15 octobre 2015 ;
- élaboration d'un état des lieux des répertoires des acteurs des filières et lancement de DDC ;
- élaboration d'un état des lieux des plans régionaux de développement des filières ;
- réalisation d'un état des lieux sur le fonctionnement des Cadres de Concertation Régionaux (CCR) ;
- appui à la dynamisation des CCR du secteur agricole de l'OP et du BA;
- nomination du staff de la STP CNOS ;
- organisation au profit des membres du STP CNOS d'une séance d'échanges et d'informations sur les rôles et responsabilités du STP CNOS ;
- élaboration de documents de gestion du CNOS et de la stratégie opérationnelle du STP CNOS ;
- installation officielle du CNOS lors d'une cérémonie le 1er décembre 2015 ;
- validation du guide méthodologique d'élaboration des PRDF le 31 juillet 2015 ;
- formation des agents des CARDER, de la DICAF et des unités de pilotage des programmes cadre du MAEP ;
- appui à la DRFM et la DRH dans l'organisation d'un atelier d'adaptation du contenu du manuel de procédures administratives, financières et comptables au nouveau cadre organisationnel des CARDER ;
- séance d'informations et d'échanges avec les PTF sur la plateforme de gestion des investissements ;
- organisation d'un atelier Backstopping de mise en place du système suivi-évaluation et d'élaboration de la baseline a eu lieu à Grand-Popo du 26 au 30 janvier 2015 ;
- élaboration et validation du Plan de travail de la baseline d'AIMAEP II ;
- validation du rapport de la baseline lors de la SMCL de juillet 2015 ;
- mise à jour régulière de la planification opérationnelle au cours des réunions trimestrielles et semestrielles de toute l'équipe opérationnelle de l'UFAI ;
- tenue d'une rencontre sur 03 thématiques : APNV, CCR et fonctionnement équipe pluridisciplinaire en décembre 2015;

- organisation d'une rencontre d'échange avec l'INRAB et acteurs des filières de la région sur les acquis de la recherche pour les filières riz, anacarde et maïs par le CARDER ZC ;
- organisation d'une formation de 25 cadres dont deux femmes sur le processus de capitalisation par le CARDER ZC ;
- opérationnalisation de six ATN depuis le 1er décembre 2014;
- appui à la formalisation du partenariat avec l'UFAI à travers l'élaboration et la signature des protocoles de collaboration et des contrats de résultats pour 2015 ;
- formation des Agents des CARDER sur le coaching du 30 septembre au 02 octobre 2015 ;
- élaboration de TdR pour le recrutement d'un expert sur l'approche filière et Chaînes de valeur ;
- tenue d'une séance de briefing avec le consultant. Formation de cent quarante sept (147) cadres dont vingt huit (28) femmes des CARDER, DICAFA, DPP et des Unités de Pilotage sur les outils d'identification des CVA (approche ValueLinks);
- organisation de la revue 2014 du secteur les 7 et 8 juillet 2015 au Palais des Congrès de Cotonou ;
- évaluation au 2ème trimestre fait par les Unités de pilotage des programmes sauf celui du PDA ;
- réalisation d'un état des lieux des dynamiques existantes sur les interprofessions / tables filières en juillet lors d'un atelier organisé à Bohicon (Cinquante et deux (52) participants dont sept (07) femmes ont pris part aux travaux) ;
- recrutement d'un bureau d'études pour élaborer un avant-projet de loi sur les structures interprofessionnelles du secteur agricole ;
- organisation du 28 au 30 juillet 2015 d'un atelier national de réflexion sur le cadre réglementaire de mise en place et de fonctionnement d'une structure interprofessionnelle (interprofessions, tables filières etc.);
- organisation de deux ateliers de formation du 18 au 20 février 2015 et du 25 au 27 février 2015 respectivement à Grand-Popo et à Bohicon au profit des gestionnaires de crédits des projets/programmes du MAEP;
- élaboration de TDR et organisation d'une formation de 33 cadres du CARDER OP sur la GAR du 21 au 23 juillet 2015 ;
- sélection du consultant chargé de la formation des autres 5 CARDER, des DT du MAEP et des agents du PROFI en Q4 ;
- élaboration de TdR relatif au lancement d'une étude pour la définition du contenu du conseil à l'accès au marché;

- appui logistique aux six CARDER (scanner, bimmer, tableaux, imprimante, copieur) sur les fonds de contrepartie ;
- organisation de quatre sessions formations de formateurs sur l'organisation des réunions villageoises et l'élaboration des contrats programmes au profit de 220 agents (TSPV, RDR) dont 20 femmes des CARDER AD, AL, BA et ZC. Cinq ateliers de formation au profit de 115 agents du CARDER Ouémé-Plateau (TS et Conseillers Agricoles), dont 5 femmes, ont porté sur la conduite du diagnostic d'exploitation et l'élaboration des contrats programmes. Formation d'un noyau de 17 cadres formateurs dont 03 femmes du CARDER Mono-Couffo sur la conduite de l'APNV ;
- formation des agents du CARDER AL sur les Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) et les démarches HACCP ;
- organisation d'un atelier de restitution de la visite échange à l'AFSCA (Belgique) le 16 janvier 2015 à Cotonou ;
- organisation d'un atelier de clarification de concepts, de concertation sur les relations inter-acteurs et intersectoriel du 25 au 27 Mars 2015 à Grand-Popo ;
- organisation d'un atelier de relance de la dynamique institutionnelle de l'ABSSA les 2 et 3 septembre 2015 à l'INFOSEC de Cotonou ;
- organisation de six ateliers de sensibilisation des points focaux environnement des CARDER AD et BA sur leurs rôles et responsabilités dans la mise en œuvre du Plan d'action environnement dans le secteur agricole du 23 Mars au 10 avril 2015 ;
- organisation d'une mission d'internalisation du Plan d'Action Genre, de relecture et d'actualisation de la Feuille de Route des Points Focaux Genre des CARDER du 14 avril au 7 mai 2015.

Composante 2 : Appui aux communes dans l'exercice de leurs compétences dans le secteur agricole

- finalisation et validation du guide d'assistance conseil aux communes au cours d'un atelier organisé le 26 août 2015;
- formation de 80 cadres (dont RDR, TSPV, SDLP) dont 9 femmes de l'Atacora-Donga et du Borgou-Alibori sur le guide d'assistance conseil aux communes.

Composante 3 : Appui aux OPA et interprofessions

- organisation d'un atelier par la PNOPPA sur le partage de l'analyse institutionnelle de la PNOPPA à Bohicon les 21 et 22 avril 2015 ;
- sélection d'un cabinet en charge de l'élaboration du PRC-IO et attribution du marché au soumissionnaire en Décembre 2015 ;

- organisation d'un atelier relatif à la sensibilisation / information des membres de la PNOPPA sur les enjeux relatifs au FONCIER, à l'Acte de l'OHADA, l'APE et le TEC-CEDEAO ;
- élaboration et validation d'un diagnostic institutionnel et organisationnel avec l'ensemble des acteurs ;
- élaboration et validation d'un plan stratégique 2016 - 2020 et ses documents connexes avec l'ensemble des acteurs ;
- organisation d'une retraite interne de préparation à la prochaine revue du secteur agricole à Possotomè du 17 au 18 Décembre 2015 ;
- organisation d'un atelier de lancement et de finalisation des outils les 10 et 11 Avril à Cotonou sous la tutelle du MAEP ;
- finalisation et élaboration de la phase de collecte des données et avant projet de rapport DIO ;
- élaboration et validation des TdRs pour la validation du diagnostic institutionnel et organisationnel.

Composante 5 : Appui aux organisations de la Société Civile pour la promotion des filières agricoles

- appui à l'organisation d'une retraite interne de préparation de la revue du secteur agricole exercice 2014 par la PASCiB à Grand - popo du 16 au 18 Avril ;
- organisation d'un atelier sur le partage de l'analyse institutionnelle de la PASCiB par la PASCiB à Grand - Popo les 14 et 15 avril 2015 ;
- élaboration d'un Plan de renforcement de capacités, trois actions « porte d'entrée » ;
- organisation d'un atelier de formation des membres sur la GARD ;
- finalisation des TDR relatifs aux activités d'élaboration d'un cadre de résultats de la participation des ANE au dialogue politique sectoriel et de l'élaboration d'un code d'éthique spécifique à la PASCiB.

Composante 6 : Amélioration des conditions de financement et d'accès aux marchés

- organisation de deux réunions du CCI-FADeC-Agriculture pour la validation du chronogramme des ateliers nationaux et régionaux de vulgarisation du FADeC-Agriculture ;
- élaboration du projet de stratégie de vulgarisation et de mise en œuvre du FADeC-Agriculture;

- préparation et organisation de l'atelier national de lancement de la vulgarisation et de formation des formateurs du FADeC-Agriculture; du 24 Aout 2015;
- préparation et organisation des ateliers régionaux de vulgarisation du FADeC-Agriculture des 28 septembre au 3 octobre 2015 ;
- suivi de la mise à disposition des communes de 1,3 milliards de francs CFA inscrits au budget national 2015 au titre du FADeC-Agriculture ;
- appui à l'élaboration des TDRs de l'atelier de validation et de relecture des procédures opérationnelles de gestion des Guichets FNDA ;
- appui à l'organisation de l'atelier de validation et de relecture du Manuel de procédures opérationnelles de gestion des guichets FNDA des 11, 12, 13, 14 et 15 Aout 2015 à Grand- Popo ;
- appui à l'élaboration des TDRs et la demande de cotation d'un Plan d'affaires du FNDA ;
- validation du manuel du FADEC Agriculture avec l'adoption de la feuille de route pour son opérationnalisation ;
- opérationnalisation et adoption du CCI d'une clé de répartition pour la dotation 2015 des fonds FADEC Agriculture inscrits au budget national (1,3 milliards répartis sur les comptes des receveurs percepteurs des 52 communes bénéficiaires) ;
- validation du document du FADeC Agriculture;
- échanges avec la DG du FNDA sur les priorités 2015 ;
- organisation de quatre séances de travail avec le FNDA dans le cadre de l'amélioration des documents des guichets ;
- organisation de l'atelier de pré-validation du Manuel de Procédures Opérationnelles de gestion des guichets du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) les 11 et 12 juin 2015 à Bohicon ;
- organisation de l'atelier de validation et de relecture du Manuel des procédures opérationnelles du FNDA du 11 au 15 Aout 2015 ;
- finalisation des TDRs pour l'élaboration d'un Plan d'affaires du FNDA ;
- appui technique et méthodologique à l'actualisation et à la mise en œuvre de l'AE CONAFIL ;
- accord de financer une partie des couts de la vulgarisation du Manuel de procédures du FADeC-Agriculture aux niveaux national et régional ;
- mission du MDGLAAT sur le site d'aménagement hydro-agricole d'Aguidahoué dans la commune d'Athiémé et deux numéros de CONAFIL-info ;
- appui technique aux ATN MO MC & AD dans la gestion des dossiers IC ;
- suivi du processus de mise en place des fonds belges pour les IC 2014 - 2015 ;

- finalisation des projets d'accord d'exécution et convention de financement des IC 2014-2015 ;
- participation aux travaux de restitution des résultats de l'audit IC 2013 en mai 2015 ;
- mission de suivi de la mise en œuvre des recommandations des audits 2013 du 19 au 26 juillet 2015 dans AD ;
- mission de suivi à Athiémé et à Lokossa avec le SP/CONAFIL en prélude à la mission de même le MDGLAAT dans le Mono du 20 novembre 2015.

Composante 7 : Coordination et gestion du PAGS

- stabilisation des Investissements à 100%
- ❖ **Règlement décomptes projets clôturés (65,86%)**
 - Règlement d'une partie des décomptes pour un montant de 395 139 095 FCFA
- ❖ **Projet d'Appui à la Promotion des Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA) : 24,18%**

Composante 1 : Institutionnalisation et professionnalisation des ASF

- reprise de l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour le recrutement d'un expert international pour la transformation institutionnelle des ASF ;
- accord et avis par le FIDA sur les TDR pour le recrutement d'un expert national pour l'assistance juridique et notariée ;
- élaboration des documents et le montage du dossier de demande d'agrément de l'ASF-BENIN ;
- transmission du dossier au Ministère de l'Economie et des Finances au niveau de sa Direction technique, la Cellule de Suivi et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (CSSFD) devenue aujourd'hui l'Agence Nationale de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (ANSSFD) ;
- transmission du dossier par le Ministère de l'Economie des Finances et des Programmes de Dénationalisation (MEFPD) à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;
- sélection d'un ingénieur conseil pour l'appui à la construction des bâtiments des agences des ASF et du bureau de l'ASF- Bénin ;
- réalisation du plan des bâtiments des ASF de base ;
- accord et avis par le FIDA sur les TDR relatifs et le short liste pour la sélection d'un ingénieur conseil pour l'appui à la construction des bâtiments des Agences des ASF et du bureau de l'ASF- Bénin ;
- retenu d'un cabinet d'architecte et réalisation du premiers draft des plans ;

- établissement de la situation financière des ASF membres de l'ASF BENIN au 31 décembre 2015.

Composante 2 : Renforcement institutionnel et partenariats stratégiques

Renforcement de la CSSFD

- organisation d'une formation sur la nouvelle réglementation des SFD au sein de l'UEMOA relatif au projet avec l'appui de l'AP SFD et son pool de formateurs ;
- organisation d'une formation sur le nouveau référentiel comptable des SFD au sein de l'UEMOA relatif au projet avec l'appui de l'AP SFD et son pool de formateurs ;
- évolution des partenaires institutionnels dans la mise en œuvre des activités prévues dans leur contrat de performance au titre de l'exercice 2015 ;
- transmission du budget de la CSSFD pour le renforcement de capacité par le projet ;
- transmission de la demande de financement et des besoins correspondant par l'ANSSFD ;
- transmission de la programmation des différentes activités par l'AP SFD ;
- réalisation provision des ressources financières nécessaires de ces activités ;
- transmission du budget de Consortium Alafia pour le renforcement de capacité par le projet ;
- transmission de la DPMF comme l'Agence et l'AP son planning des activités pour la période ;
- transmission de la liste des activités de la DPP-MAEP au projet ;
- élaboration de l'arrêté relatif à la création, composition et attribution du Comité Technique Consultatif (CTC) et soumission à la signature des Ministres de l'Agriculture et des Finances.

Composante 3 : Développement de services financiers adaptés

- achèvement des échanges avec l'Assistance Technique Internationale Intérimaire (ATII) à la réalisation d'une grosse étude internationale sur la caractérisation de la demande et l'offre des services financiers ruraux ;
- élaboration des TDR et d'autres documents ;
- séance de travail avec le Responsable Distribution et Partenariat Sud de MOOV dans le cadre de l'introduction de la monnaie électronique dans les produits financiers offerts par l'ASF BENIN.

Composante 4 : Coordination et gestion du PAPSFRA

- intégration du projet PAPSFRA dans la gestion globale de ProCaR ;
- élaboration du manuel d'exécution des composantes ;

- signature du contrat d'accompagnement avec une Assistance Technique Internationale Intérimaire pour accompagner le démarrage du projet en attendant le recrutement de deux (02) Assistants Techniques Internationaux ;
- élaboration à l'issue de la mission de l'ATII des documents de mise en œuvre du projet, cadre logique revu du projet, projets de conventions quinquennales des partenaires Institutionnels, projets de contrats de performance des Partenaires Institutionnels et le rapport de fin de mission ;
- démarrage de l'étude socio-économique à l'Institut National de Statistique et d'Analyse Economique (INSAE) ;
- démarrage du processus d'acquisition du matériel roulant du projet avec la centrale d'achat YAPSO ;
- virement d'une partie du coût de quatre (04) pick up hilux 4x4 de marque Toyota et de deux (02) land cruiser Prado toujours de marque TOYOTA par FIDA ;
- acquisition du matériel informatique au profit des cadres du projet ;
- transmission des TDR et l'avis de recrutement des trois (03) Assistants spécialistes en microfinance au niveau des URA.

4.2.5. Ministère de L'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développements des Energies Renouvelables

A fin décembre 2015, le Taux d'exécution physique global du PIP du MERPMEDER est estimé à 50,39%. Ce taux a été obtenu à travers la mise en œuvre des actions/activités ci-après :

- **SECTEUR DE L'ENERGIE 57,20%**

Sous-Programme n° 1: Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin 41,54%

❖ Projet de Développement de l'Accès à l'Energie Moderne (DAEM) : 59,90%

- achat de fourniture de bureau, de consommable informatique, de pneumatique et de produits d'entretien pour les besoins du personnel du projet ;
- acquisition de huit (08) motos à deux roues ;
- élaboration et validation du plan directeur par le consultant IED ;
- poursuite des prestations des ONG d'intermédiation social ASPRO et ASPPIP dans les villes de Bohicon et Abomey ;
- démarrage du processus de signature du contrat de réalisation de l'étude d'impact environnemental et social des plans d'aménagement forestiers ;
- note envoyée à la CCMP par l'UGP dans le cadre de la reprise du processus d'acquisition des équipements d'apiculture au profit des apiculteurs des communes de Glazoué, Ouèssè, Bantè et Savalou ;

- approbation et notification du contrat sur le financement IDA au consultant ; Les prestations du consultant sont en cours ;
- achèvement et réception des travaux d'électrification des localités de Toléhoudji, Bariénoù, Sikki, Guessou-Banin et Dérassi;
- poursuite des activités de communication avec la campagne d'affichage sur grand panneaux à l'intérieur des villes concernées et diffusion des spots Télévision et Radio ;
- réalisation de l'étude sur les normes et l'étiquetage des AFC et climatiseurs par le consultant ECONOLER ;
- démarrage de la distribution à prix subventionné par l'ONG Autre Vie des ampoules dans quelques villes ciblées ;
- organisation de la mission de suivi des opérations de distribution des ampoules par l'ONG Autre Vie ;
- obtention de l'avis de la BM et celui de la DNCMP dans le cadre du projet de contrat avec le fournisseur SOCOMELEC.

❖ **Programme de Développement et de Diversification des Sources d'Energie (PDDSE) : 59,90%**

- construction d'un poste HT/MT à Tanzoun et à Onigbolo (en cours) ;
- extension des postes HT de Parakou, de Sakété, de Ouando et de Gbégamey ;
- réalisation de la ligne souterraine 63 kV reliant le poste de Ouando au poste de Tanzoun ;
- construction de la ligne 161 kV Sakété-Tanzoun avec le montage des pylônes (89 au total) ;
- construction de la ligne 161 kV Onigbolo-Parakou avec la réalisation des 170 massifs et le montage de 80 pylônes ;
- construction des postes de répartition de Sainte Rita, Sakété, Allada, Bohicon et Natitingou ;
- réhabilitation des postes de répartition de Gbégamey, Vèdoko, Porto-Novo et Parakou ;
- construction de la ligne aérienne 148 mm² à Takon-Sakété (17 km) et à Natitingou (3,7 km) ;
- audit environnemental des champs pétrolifères de Sèmè ;
- électrification des localités rurales de Toléhoudji, Bariénoù, Sikki, Guessou-Bani, Dérassi, Tantéga-Tétongo, Damè-Wognon et Gbéko ;
- élaboration des plans d'aménagement sur 300 000 hectares réalisés dans les communes de Dassa, Savè, Glazoué, Wessè et Tchaourou puis d'une seconde série de

plans d'aménagement sur 300 000 hectares dans les communes de Didja, Bassila, Bantè et Savalou.

Sous-Programme n° 2 : Construction des Ouvrages Annexes et Démarrage de l'Exploitation de la TAG 80 MW à Maria-Gléta : 3,35%

- achèvement des travaux de construction de la canalisation d'alimentation en gaz de la centrale ;
- achèvement des travaux de raccordement du site de la centrale électrique TAG 80 MW au réseau d'alimentation en eau de la SONEB ;
- réalisation des travaux de raccordement du site de la centrale électrique TAG 80 MW au réseau BENIN TELECOM ;
- réalisation des travaux d'installation des équipements de renforcement des mesures de sécurité et autres divers équipements.

Sous-Programme n° 3 : Programme d'Actions pour l'Electrification des Localités Rurales. 50,00%

❖ **Projet d'Electrification Rurale par Raccordement au Réseau Conventiennel de la SBEE : 37,50%**

- réalisation d'un documentaire sur les projets d'électrification sur financement du PIP ;
- actualisation et entretien du site Web de l'ABERME.

❖ **Projet de Construction et d'Equipement du Siège de l'ABERME : 100,00%**

- achèvement des travaux de gros œuvre (R+ 2) pour le compte de la construction du siège de l'ABERME ;
- démarrage des travaux de finition pour le compte de construction du siège de l'ABERME.

Sous-Programme n° 4 : Appui à la Promotion et au Développement de la Distribution de l'Energie Electrique en milieu Urbain et Périurbain 49,03%

❖ **Projet de Renforcement et Extension des Réseaux Electriques dans les Localités Urbaines du Bénin : 90,10%**

- acquisition de poteaux en béton armé, matériels électriques et matériaux d'implantation ;
- alimentation du CEG de Tourou en énergie, localité de Ganikpérou (Kouandé) et travaux d'électrification dans les localités de Neganzi et d'Abomey-Calavi.

❖ **Construction de la Ligne HTA Kandi - Banikora : 20%**

- dossier pour l'acquisition de poteaux est envoyé à la DNCMP pour avis.

❖ **Subventions d'Exploitation des Centrales Thermiques Louées (MRI et AGGREKO) : 100,00%**

- acquisition de gasoil pour le fonctionnement des centrales électriques MRI et AGGREKO.

Sous-Programme n°5 : Développement des Energies Renouvelables et Efficacité Energétique : 51,55%

- installation de 1.491 lampadaires sur 1.500 prévus;
- distribution de 1.850 kits solaires domestiques de 7W sur 2.000 prévus ;
- distribution de 199 kits solaires de 1000W sur 200 prévus.

Sous-Programme n°6 : Construction des Barrages Hydroélectriques au Bénin : 100,00%

Sous-Programme n°7 : Construction d'une Centrale Thermique à Turbine (DUAL) 2X25 MW : 17,50%

- acquisition du carburant et des lubrifiants pour des missions au profit des membres de l'unité de gestion du Volet.

Sous-Programme n°8 : Construction d'une Centrale Thermique de 120 MW à Maria-Gléta (première phase de la centrale thermique de 400 MW) : 33,75%

- signature de l'accord de prêts avec la BOAD;
- ratification de l'accord de prêts de la BID et publication au journal officiel ;
- obtention de l'accord de ratification du prêt de la BOAD (10 milliards CFA) ;
- négociations avec la BIDC les 24 et 25 juillet 2015 pour un complément de 10 milliards CFA, 5 milliards obtenus ;
- mise en place de l'UGP ;
- sélection du consultant pour le suivi et le contrôle des travaux.

SECTEUR DE L'EAU : 58,35%

Sous-Programme n°9 : Approvisionnement en Eau Potable par les Eaux Souterraines en Milieu Rural et Semi-Urbain 11,10%

- ❖ **Projet Economique Régional/hydraulique Villageoise UEMOA phase 2 (MOD) 0,00%**
- ❖ **Projet d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (Mono-Couffo, Ouémé-Plateau et Atacora-Donga) 30,00%**
 - suivi et supervision des chantiers de forages et d'AEV dans le cadre de la composante PADEAR KFW/GIZ ;
 - réception provisoire et définitive des ouvrages (Forages, AEV) dans le cadre de la composante PADEAR KFW/GIZ.

- ❖ **Projet d'Appui au Programme de Développement des Activités d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement en milieu Rural 00,00%**
- ❖ **Appui au Renforcement de la Chaîne de Planification-Programmation-Budgétisation et Suivi du Secteur de l'Eau (AR-PPBS-Eau) 18%**
 - appui à l'organisation et la tenue de la revue sectorielle eau et assainissement, des revues trimestrielles et du GSEA.
- ❖ **Projet d'Amélioration des Systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable dans 69 villages du Bénin (Réalisation des études de faisabilités et des APD de 110 villages/localités ; Réalisation des travaux de 69 adductions d'eau villageoises dans 11 départements du Bénin ; réalisation de 100 forages d'exploitation à gros débits dans 11 départements) 16,20%**
 - paiement pour entretien et réparation de véhicule dans cadre sous- programme AEP MRSU.

Sous-Programme 10 : Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE 3,98%

- ❖ **Gestion Intégrée des Ressources en Eau : 5,30%**
 - adoption du Décret de création du FNEAU dans le cadre de la composante GIRE/PPEA est adopté ;
 - organisation de formation dans le cadre de l'opérationnalisation de la BDI /DIE au niveau national dans le cadre de la composante GIRE du PPEA ;
 - organisation de la journée mondiale de lutte contre le VIH/SIDA avec mise à disposition de kits de sensibilisation aux pairs éducateurs.
- ❖ **Eau et Sécurité Alimentaire 00,00%**
- ❖ **Approvisionnement en Eau Potable (AEP) en Zone Rurale (niveau central) : 4,77%**
 - validation du rapport diagnostic dans le cadre de la formulation de la nouvelle stratégie nationale d'AEP-MR 2016-2030 dans le cadre de la composante AR/PPBS ;
 - appui au développement du système AKVO aux spécificités béninoises dans le cadre de la composante AEP en zone rurale du PPEA.
- ❖ **Approvisionnement en Eau Potable (AEP) en MR-Atacora-Donga : 0,00%**
- ❖ **Approvisionnement en Eau Potable (AEP) en MR- Atlantique- :15,00%**
 - achat de fourniture, achat de carburant, paiement frais de mission, entretien et réparation de matériel de transport, travaux d'entretien et de maintenance.
- ❖ **Approvisionnement en Eau Potable (AEP) en MR- Borgou-Alibori 16,00%**
 - achat de fourniture, paiement frais de mission, entretien réparation de divers ouvrages, travaux divers d'entretien, divers fonctionnement.
- ❖ **Approvisionnement en Eau Potable (AEP) en MR- Mono-Couffo 00,00%**
- ❖ **Approvisionnement en Eau Potable (AEP) en MR- Ouémé-Plateau 00,00%**
- ❖ **Approvisionnement en Eau Potable (AEP) en MR- Zou -Collines 00,00%**

❖ **FADeC Investissements PPEA 75,00%**

- élaboration et finalisation des projets de décisions de mandatement des ressources à transférer aux communes.

Sous-Programme n° 11 : Gestion des Ressources en Eau : 38,80%

❖ **Premier Projet d'Hydraulique Pastorale et Agricole (PHPA) : 74,00%**

- suivi et supervision des chantiers et fonctionnement de la composante ;
- contrôle des travaux d'aménagement du périmètre irrigué du barrage de Sépounga ;
- paiement pour travaux de fourniture et pose de groupe électrogène de 100KVA.

❖ **Planification des Ressources en Eau : 60,00%**

- organisation des missions de suivi, supervision et de réceptions diverses dans le cadre de la composante PDREGE du SP-GRE ;
- paiement pour achat de fournitures de bureau dans le cadre de l'atelier de validation du rapport final de l'étude sur les barrages hydro électriques multifonctions.

❖ **Développement des Ressources en Eau et Gestion Durable : 00,00%**

❖ **Promotion de la Connaissance et de Capitalisation de la Recherche sur l'Eau : 00,00%**

❖ **Projet de Développement des Infrastructures Socio-Economiques et de Sécurité Alimentaire (PDISSA) : 00,00%**

❖ **Analyse Multidisciplinaire de la Mousson Africaine Couplage de l'Atmosphère et du cycle hydrologique (AMMA-CATCH) : 00,00%**

❖ **NIGER HYCOS : 00,00%**

Sous-Programme n° 12 : Approvisionnement en Eau Potable par les Eaux Souterraines en Milieu Urbain et Périurbain 76,90%

❖ **Projet de Renforcement du Système d'Alimentation en Eau Potable de la Ville de Cotonou et ses Agglomérations : Phase II 61%**

- achèvement des prestations de la Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage;
- finalisation de l'audit du projet ;
- achèvement et réceptions provisoires des travaux d'équipement des forages.

❖ **Renforcement des Systèmes d'Alimentation en Eau Potable des Villes de Comè, Grand-Popo, Malanville, Kétou et Bantè : 100%**

- extension des réseaux d'eau dans les villes de Comè, Grand-Popo, Malanville, Kétou et Bantè;
- acquisition des matériels pour le branchement des particuliers à coût réduit au profit des couches défavorisées de la population.

❖ **Amélioration de l'Accès des Couches Défavorisées de la Population Urbaine et Périurbaine à l'Eau par les Branchements à Coûts Réduits (Confère CAO) : 100%**

- livraison et réception du matériel acquis.

- ❖ **Renforcement du Système d'AEP de Sèmè-Kpodji (Avenants aux contrats de marché du projet de renforcement du système d'AEP de la ville de Porto-Novo dans le cadre de la fête de l'indépendance du 1er Août) : 62,50%**

Aucune activité physique n'a été réalisée.

Sous-Programme n° 13 : Approvisionnement en Eau Potable par les Eaux Surfaces en Milieu Urbain : 15,05%

- ❖ **Renforcement du Système d'AEP de la Ville de PARAKOU : 7,00%**
 - élaboration du DAO et réalisation de l'ouverture des plis ;
 - démarrage de la fourniture des matériaux et l'exécution des travaux par les entreprises ;
 - signature du contrat avec le bureau de contrôle.
- ❖ **Renforcement du Système d'AEP du Centre Secondaire de DJOUGOU et des Localités de SAVE, TCHAOUROU et TANGUIETA : 38,50%**
 - relance de l'appel d'offres relatif à la réalisation des travaux d'aménagement, d'équipement électrique et électromécanique ;
 - achèvement des travaux d'exécution des forages par l'entreprise sélectionnée.

- ❖ **Renforcement du système d'AEP de la ville de MATERI : 00%**

Aucune activité physique n'a été réalisée.

Sous-Programme n° 14 : Gestion des Eaux Usées en milieu urbain et périurbain 70,00%

- ❖ **Projet de Construction d'une station de traitement de boue vidange à Abomey Calavi : 70,00%**
 - réalisation des études techniques détaillées du projet.

Sous-Programme n° 15 : Recherche et Valorisation des Ressources Minérales 61,14%

- ❖ **Projet de Réhabilitation et Equipement du Laboratoire de l'OBRGM : 100,00%**
 - réalisation des travaux de recherche de substances minérales dans les zones identifiées par la levée géophysique aéroporté ;
 - entretien et réparation de sondeuses ;
 - acquisition des matériels de recherche.
- ❖ **Projet de Valorisation des ressources minérales : 93,20%**
 - processus en cours pour l'acquisition des produits chimiques ;
 - démarrage de la formation du personnel de laboratoire en février 2015 ;
 - formation du personnel sur la réalisation des analyses géochimiques, engagement des crédits en cours de validation par le DCF.
- ❖ **Projet de Recherche des Ressources Minérales : 25,00%**
 - engagement des fonds pour le paiement des primes et indemnités aux membres de l'unité de gestion de la composante.

Sous-Programme n° 15 : Développement et Promotion des Ressources Minières 29,25%

❖ **Projet de Promotion du Potentiel Minier du Bénin : 29,50%**

- démarrage du processus de réalisation des documents et plaquettes pour la promotion du secteur ;
- renforcement des activités de contrôle et de suivi des activités minières ;
- acquisition de carburant et de lubrifiants ;
- émission de mandat.

❖ **Développement des Capacités Institutionnelle et Technique du Secteur Minier : 28,25%**

- mise en place d'un réseau intranet et d'une connexion internet à la DG Mine et au centre d'information géo-minière ;
- acquisition de matériel technique de prospection géologique et minière (GPS différentiel, boussole, marteau Géologue, Masse, aiguille magnétique) ;
- acquisition d'un scanner professionnel et de matériel informatique pour la reprographie des données;
- émission des bons de commande.

Sous-Programme n° 16 : Equipement des Infrastructures Pétrolières : 37,50%

❖ **Projet d'Equipement du Laboratoire d'Analyse des Hydrocarbures : 37,50%**

- acquisition des fournitures de bureau ;
- acquisition du matériel roulant à deux roues ;
- acquisition des matériels de bureau, mobiliers de bureau et matériels ; informatiques pour le fonctionnement du laboratoire ;
- acquisition d'un véhicule léger ;
- acquisition des équipements sommaires de laboratoire.

Sous-Programme n° 17 : Projet d'Appui Institutionnel au MERPMEDER : 50,02%

❖ **Projet de Renforcement du Système de Planification, de Programmation et de Recherche de Financement du MERPMEDER : 56,40%**

- achat de fournitures de bureau et de services au profit des services de la DPP ;
- réalisation de divers travaux d'entretien et de maintenance (climatisation, matériel informatique, photocopieurs) ;
- réalisation des études d'impact environnemental des barrages hydroélectriques (Bétérou, Vossa, et Olougbe Ter).

❖ **Renforcement des Systèmes de Suivi-évaluation du BPO et d'Informations Statistiques du MERPMEDER : 54,25%**

- édition en cinq cents (500) exemplaires de l'annuaire statistique, édition 2013 ;
- organisation de retraites en vue de l'élaboration du document de Budget-Programme par Objectifs (BPO) 2016-2017 du Ministère ;

- organisation des revues trimestrielle et annuelle des Plans de Travail Annuels (PTA) du BPO gestion 2015 du Ministère ;
- formation des points focaux de programmation et de Suivi-Evaluation sur le suivi du Budget Programme par Objectifs (BPO) et sur la méthodologie harmonisée de calcul du taux d'exécution physique (TEP) ;
- organisation de retraites en vue de l'élaboration des rapports d'exécution (physique et financière) du budget (Rapports d'exécution du BPO et d'avancement du PIP) gestion 2016 ;
- organisation d'une retraite d'élaboration du rapport de performance gestion 2014 du Ministère ;
- collecte et traitement des données statistiques en vue de l'élaboration de l'annuaire statistique du MERPMEDER, édition 2014 et d'un bulletin de retro information 2016.

❖ **Renforcement du Capital Humain et des Systèmes de Gestion des Marchés Publics, des Archives, des Services Déconcentrés et de la Communication du MERPMEDER : 42,60%**

Volet : gestion du système des ressources humaines 21,25%

- acquisition du carburant et des lubrifiants pour des missions au profit des membres de l'unité de gestion de la composante.

Volet : Système Informatique et Gestion des Archives 73,25%

- réalisation des travaux divers d'entretien et de maintenance (nettoyage des bureaux, menuiserie, climatisation, électricité, plomberie, matériel de transport) au profit de la DIP dans le cadre du sous-programme PAI du MERPMEDER ;
- mission de sensibilisation à une bonne gestion des archives dans le cadre du sous-programme PAI du MERPMEDER ;
- organisation du mois du service public dans le cadre du sous-programme PAI du MERPMEDER ;
- réalisation des dépliants, bâches, spots etc. dans le cadre du sous-programme PAI du MERPMEDER ;
- réalisation des boîtes à suggestions dans le cadre du sous-programme PAI du MERPMEDER ;
- mission d'évaluation des conditions d'accueil des usagers/clients dans les structures du Ministère dans le cadre du sous-programme PAI du MERPMEDER ;
- acquisition de matériels informatiques dans le cadre du sous-programme PAI du MERPMEDER ;
- acquisition de matériels de bureau dans le cadre du sous-programme PAI du MERPMEDER.

Volet : gestion de la communication 28,75%

- acquisition du carburant et des lubrifiants pour des missions au profit des membres de l'unité de gestion du volet.

Volet : gestion des marchés publics 47,00%

- organisation d'une mission de suivi des travaux de construction des bureaux du service Eau de Dassa-Zoumè dans les départements des Collines ;
- acquisition de trois motos ;
- démarrage du processus d'acquisition d'un copieur.

Volet : contrôle des marchés publics 43,50%

- acquisition du carburant et des lubrifiants pour des missions au profit de la CCMP.
- mise en place du système de suivi des marchés publics du MERPMEDER

Volet : gestion des services déconcentrés-cellule environnementale-PRMP-cellule juridique-VIH/SIDA 42%

- réunion annuelle départementale d'information et de sensibilisation dans le cadre de l'exécution du BPO(DDERMEDER) ;
- rencontres périodiques avec les autorités et les structures financières départementales ;
- formation relative aux traitements des communications et des relevés du conseil des Ministres ;
- célébration de la journée Mondiale de lutte contre le VIH-SIDA et autres évènements spéciaux.

Sous-Programme n° 18 : Construction et Equipement des Bâtiments du MERPMEDER 44,00%.

❖ **Renforcement du Capital Humain et des Systèmes de Gestion des Marchés Publics, des Archives, des Services Déconcentrés et de la Communication du MERPMEDER 2,36%**

- acquisition de fournitures de bureau au profit de la DIP dans le cadre du Sous-Programme PAI du MERPMEDER ;
- réalisation de divers travaux d'entretien et de maintenance (nettoyage des bureaux, menuiserie, climatisation, électricité, plomberie, matériel de transport) au profit de la DIP dans le cadre du Sous-Programme PAI du MERPMEDER ;
- réalisation de la mission de suivi de gestion des équipements informatiques dans le cadre du Sous-Programme PAI du MERPMEDER.

❖ **Construction/Réhabilitation des Bâtiments du Cabinet, des Directions Départementales et de la Cantine du MERPMEDER : 38,45%**

- réalisation des travaux de construction du Service Eau des Collines.

❖ **Equipement des bâtiments du Cabinet et des Directions Départementales du MERPMEDER : 00%**

- aucune activité n'a été réalisée à cette période.

4.2.6 Ministère de l'Environnement, Charge de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des Ressources Naturelles et Forestières (MEGCCRPRNF)

Le taux d'exécution physique des dépenses en capital du MEGCCRPRNF est établi à **74,16%** à fin décembre 2015. Ce taux est légèrement meilleur à celui de la même période en 2014 qui est de **70,15%**. Ce taux d'exécution physique est obtenu grâce aux différentes réalisations physiques énumérées comme suit :

❖ PROGRAMME NATIONAL DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT : 77,55%

Sous-Programme Gestion Durable de l'Environnement (SPGDE Ex PAPANGE) :69,10%

- sensibilisation des pharmaciens, boulangers, responsables de pressing et de supermarchés pour l'utilisation de substituts aux sachets plastiques dans les départements de l'Atlantique et du Littoral ;
- acquisition d'une antenne radio pour la collecte de données et d'informations environnementales.

Sous-programme Lutte contre la Pollution Atmosphérique dans les Milieux Côtiers, Marin Continental : 66,20%

- élaboration d'un plan de communication et sensibilisation de la population sur les effets négatifs de la pollution atmosphérique ;
- réalisation des contrôles réglage des émissions de gaz d'échappement des véhicules motorisés à Cotonou, Porto-Novo et Parakou ;
- collecte, traitement des données sur la qualité de l'air par le biais du véhicule laboratoire ;
- suivi des garages agréés et conventionnés pour le contrôle anti-pollution
- acquisition des équipements pour le laboratoire (spectromètre alpha, gama, accessoires et consommables, spectromètre d'absorption atomique, frigo, glacière, congélateur).

❖ Projet de Développement d'un Programme National Intégré pour la Gestion Rationnelle des Produits Chimiques (SAICM) : 90%

- confection et implantation de huit plaques (PANNEAUX PUBLICITAIRES) sur certaines artères ;
- réalisation de documentaire télévisé sur les activités du projet ;
- évaluation approfondie des capacités nationales à mettre en œuvre pour la Convention de Minamata à travers quatre inventaires à savoir : (1) l'inventaire national des sources de production, d'utilisation et de rejet de mercure ; (2) inventaire des sites contaminés par les produits chimiques (mercure) , des unités industrielles et laboratoires utilisant le mercure,(3) inventaire des stocks périmés de produits chimiques et de mercure, (4) enquête préliminaire sur les produits cosmétiques contenant le mercure.

❖ **PROGRAMME NATIONAL DE GESTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PNGCC) : 60,93%**

Sous-programme de Gestion des Changements Climatiques (SPGCC) : 44,86%

- élaboration et approbation des TDR des activités planifiées par le CODIR ;
- renforcement de la capacité des experts nationaux sur l'utilisation des méthodes du GIEC en GPG 2000 et GPG 2003 (recoupement, analyse des catégories clé, AQ/CQ, estimation de l'incertitude, cohérence des séries temporelles, recalculs, estimation des facteurs d'émissions, etc.), des ministères de formation de CGE et GIEC, etc. ;
- mise en place des groupes thématiques d'inventaires des gaz à effet de serre.

❖ **Programme d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques du Bénin (PANA1-BENIN) : 77%**

- formation des agriculteurs, pêcheurs et éleveurs sur l'utilisation des variétés culturales à cycle court et l'élevage des espèces améliorées ;
- exploitation des données issues des stations agro météorologiques automatiques pour l'élaboration des bulletins ;
- renforcement des capacités des producteurs (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) sur les technologies adaptées aux changements climatiques et l'utilisation des informations agro météorologiques ;
- renforcement des actions de communication pour une meilleure visibilité des acquis du PANA1 ;
- assurance du fonctionnement du groupe de travail pluridisciplinaire d'assistance agro météorologique ;
- entretien de matériels ;
- organisation des missions ;
- suivi du fonctionnement du groupe de travail pluridisciplinaire d'assistance agro-météorologique ;
- appui à la mise en place des systèmes de production de semences améliorées à cycle court ;
- élaboration du mécanisme de distribution efficace des semences améliorées ;
- recensement des leçons et les meilleures pratiques ;
- suivi du processus de pérennisation des acquis de recherche-actions.

❖ **PROGRAMME NATIONAL DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES (PNGDRN) : 77,61%**

❖ **Système National d'Information et de Gestion des Statistiques Forestières(SIGSTATFOR) : 81%**

- formation des Points Focaux à l'utilisation de la base de données sur le secteur forestier ;

- formation des agents sur les nouvelles procédures de rapportage au sein du secteur forestier ;
 - élaboration des TDR des activités planifiées ;
 - élaboration des rapports d'auto-évaluation 2014 ;
 - organisation des travaux d'élaboration du budget-programme 2016-2018.
- ❖ **Projet d'Appui à la Préservation et au Développement des Forêts Galeries et Production de Cartographie de base numérique (PAPDFGC) : 65,60%**
- organisation de 02 sessions du CoP du PAPDFGC (dont 01 extraordinaire) ;
 - sensibilisation des populations des communes de la zone d'intervention du projet sur la protection et la gestion des berges et des forêts galeries ;
 - mise en place de 13 comités locaux de protection et de gestion des berges ;
 - recensement des textes législatifs et règlementaires sur les forêts galeries ;
 - appui au fonctionnement technique des 7 stations permanentes GPS de l'IGN ;
 - acquisition et mise à disposition des équipements au profit des structures publiques et privées actives au Bénin dans la production de la cartographie numérique ;
 - évaluation des besoins en équipements de toutes les structures publiques et privées actives au Bénin dans la production de la cartographie numérique ;
 - validation du plan participatif de gestion et de contrôle des effets des inondations dans les communes d'intervention ;
 - sensibilisation des autorités locales sur la prise en compte de la vulnérabilité locale aux CC dans la planification ;
 - réalisation des ponceaux à Akpro-Misséréte, réalisation des voies d'accès et des digues/diguettes dans les communes de Dangbo et d'Adjohoun ;
 - aménagement de pistes à Bamè-Hinvizoun et à Zagnanado-Togbozoun ;
 - réalisation de latrines sur le site d'accueil de populations sinistrées par les inondations à Zogbodomey ;
 - aménagement des berges lagunaires du marché d'Azowlissè et celles du Nord-Ouest de Porto-Novo ;
 - réalisation de l'audit exercice 2014 du PAPDFGC ;
 - reboisement de 35 ha dans 10 des 13 communes du projet ;
 - élaboration de 13 PAGS des forêts galerie, des zones tampons et des couloirs de connectivité ;
 - validation du rapport de l'étude sur la ceinture verte le long des berges de la basse vallée de l'Ouémé ;

- élaboration et adoption d'une stratégie participative pour le reboisement de la bande des 25 m de Production mensuelle de carte de couverture des réserves de faune ;
 - validation de 70% des prises de vues aériennes ;
 - mise en place du dispositif de réalisation des ortho-photo couvrant le pays d'Organisation de la cérémonie du premier vol inaugural des prises de vues aériennes ;
 - réalisation des activités de prises de vues aériennes ;
 - validation de la structure de la base de données cartographique ;
 - élaboration et validation de 02 cartes thématiques de la basse vallée de l'Ouémé ;
 - validation du rapport de l'étude sur la capitalisation des acquis et expériences du PIFSAP ;
 - participation à la revue mensuelle et trimestrielle du PNUD et des effets UNDAF;
 - organisation de missions de suivi des activités du PAPDFGC ;
 - élaboration, signature et mise en œuvre de 05 accords de partenariat avec les ONG (ADEL-ONG, CIPCRE, Autre-Vie, Jeunesse Ambition, Héritiers du Père) pour le Suivi et l'entretien des plants le long des berges de la basse vallée de l'Ouémé ;
 - élaboration des rapports d'auto-évaluation 2014 ;
 - organisation des travaux d'élaboration du budget-programme 2016-2018 ;
 - élaboration des TDR des activités planifiées.
- ❖ **Projet d'Appui aux Parcs de l'Entente (PAPE) : 65,38%**
- organisation de la 1ère session du Groupe Technique ;
 - participation aux réunions régionales du Conseil Technique de Suivi (CTS) ; et du Bureau de la Coordination Générale (BCG) du complexe WAP ;
 - dénombrement pédestre de la faune dans le complexe WAP ;
 - comptage aérien de la faune dans le complexe WAP ;
 - formation des agents sur les techniques de dénombrement pédestre et aérien ;
 - collecte, production et vulgarisation des informations sur le suivi des patrouilles par le SMART de Janvier - Août ;
 - réouverture de 566 km de pistes dans le Parc W et 350 km de pistes dans le Parc Pendjari ;
 - validation du PAG de la Pendjari ;
 - organisation des travaux d'élaboration du budget-programme 2016-2018 ;
 - élaboration des TDR des activités planifiées ;
 - élaboration des rapports d'auto-évaluation 2014.
- ❖ **Projet d'Appui à la Gestion des Aires Protégées : 60%**

- diffusion des émissions, messages et spots publicitaires audio visuels sur les résultats du projet ;
- élaboration des manuels de procédures administratives, financières et comptables du CENATEL ;
- appui à la gestion récurrente de la Direction Générale du CENAGREF et des Directions des parcs nationaux ;
- suivi de la mise en œuvre des microprojets d'AGR autour des réserves de faunes ;
- prise en compte de l'approche genre dans le processus de sélection des microprojets d'AGR du PAGAP et du PGFTR ;
- élaboration des rapports d'auto-évaluation 2014 ;
- organisation des travaux d'élaboration du budget programmes 2016-2018 ;
- appui à la mise en œuvre des microprojets d'AGR ;
- réalisation du screening environnemental pour tous les microprojets et travaux d'aménagement (infrastructures).

❖ **Programme de Gestion des Forêts et Terroirs Riverains (PGFTR) : 67,78%**

- renouvellement et mise en œuvre des contrats avec les radios rurales riveraines aux FC dotées de PAPF ;
- organisation de séances d'IEC au niveau des FC ;
- formation de 46 agents et cadres forestiers sur le SAP et la GCES ;
- formation de 45 cadres forestiers aux mesures de sauvegarde de la Banque Mondiale ;
- formation de 233 agriculteurs aux SAP et à la GCES ;
- reboisement de 1374 ha dans les FC dotées de PAPF ;
- installation de 105 ha de plantations de bois-énergie dans les terroirs riverains des massifs forestiers ;
- réalisation de la reconnaissance et de la matérialisation des limites des FC ;
- sélection et financement de 165 nouveaux microprojets d'AGRs ;
- évaluation de la mise en œuvre des conventions SAP et CGES 2014 par les CARDER ;
- suivi et renouvellement des conventions SAP et GCES avec les CARDER ;
- prise en compte de l'approche genre dans le processus de sélection des microprojets d'AGR du PAGAP et du PGFTR ;
- recrutement de 06 CVA, 15 TAOP et d'un spécialiste en SES ;
- réfection du bâtiment de la CFTA Wari-Marou, Monts-Kouffé, Agoua ;
- organisation des travaux d'élaboration du budget-programme 2016-2018 ;
- définition de stratégies d'actions spécifiques de conservation des espèces prioritaires menacées de la zone d'intervention du PGFTR ;

- réalisation du screening environnemental pour tous les microprojets d'AaGRs présélectionnés du PGFTR-FA ;
 - réalisation de l'entretien et la réparation des véhicules et des matériels de bureau du PGFTR.
- ❖ **Projet Dix Millions d'Ames Dix Millions d'Arbres (P10MAA) : 52,92%**
- élaboration des rapports d'auto-évaluation 2014 ;
 - réalisation d'un guide technique de production de plants et de réalisation de plantations ;
 - réalisation de **245,369** km de plantations d'alignement ;
 - signature d'une convention de partenariat avec le CERF pour la production des semences de bonne qualité ;
 - production de **1.500.000** plants environ dans les écoles professionnelles et structures décentralisées de la DGFRN.
- ❖ **Projet de Réserve de Biosphère Transfrontalière du Delta du Mono 98%**
- élaboration des rapports d'auto-évaluation 2014 ;
 - atelier de planification opérationnelle des activités ;
 - atelier d'orientation stratégique du projet ;
 - organisation du lancement officiel du Projet ;
 - formation des bénéficiaires en gestion des subventions locales ;
 - appui à la conception d'un système de surveillance de quelques noyaux identifiés de la réserve de biosphère transfrontalière du delta du Mono.
- ❖ **Projet d'Appui au Renforcement des Capacités du Secteur Forestier (PARCS Ex PEDGFRRN) : 80,47%**
- élaboration des rapports d'auto-évaluation 2014.
- ❖ **Projet d'Appui aux Communes (PAC) : 91,03%**
- renforcement des capacités des Agents de la police environnementale en techniques d'inspection et de procédures pénales ;
 - commande de mobiliers et de divers matériels ;
 - organisation de la tournée de Suivi-Evaluation des projets inscrits au PIP 2014 du MECGCCRPRNF ;
 - validation du budget programme 2016-2018 du MECGCCRPRNF ;
 - validation de la note de présentation du budget programme 2016-2018 du MECGCCRPRNF ;
 - signature du contrat de renforcement des capacités des Agents de la police environnementale en techniques d'inspection et en procédures pénales ;
 - élaboration et validation du rapport de performance à fin décembre 2014 du MECGCCRPRNF ;

- validation du rapport OMD pour le 4^{ème} trimestre 2014 ;
- rédaction du 1^{er} draft du rapport de performance à fin décembre 2014 du MECGCCRPRNF.

❖ **Projet d'Appui Institutionnel (PAI) : 70,06%**

- acquisition de matériels informatiques ;
- commande de mobiliers et de divers matériels ;
- travaux de réfection sur le Bâtiment abritant le Cabinet du Ministre ;
- commande de matériels informatiques, de bureau et meubles au profit de la DPP ;
- élaboration du guide de collecte de données pour l'élaboration des annuaires et bulletins statistiques 2015 du MECGCCRPRNF ;
- élaboration du rapport d'avancement trimestriel du PIP 2014 du MECGCCRPRNF ;
- transmission du Rapport de performance à fin Décembre 2013 du MECGCCRPRNF à l'IGM ;
- édition du Plan d'Action genre 2014-2018 du MECGCCRPRNF ;
- organisation de la revue sectorielle 2015 du MECGCCRPRNF ;
- préparation technique et administrative de la participation du ministère à la revue conjointe ;
- organisation des réunions préparatoires pour la tenue des sessions de la plateforme MECGCCRPRNF-Société Civile.

4.2.7. MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Le taux d'exécution physique du Programme d'Investissement Public (PIP) du MCTIC au 31 décembre 2015 est de 61,04%. Les principales réalisations des projets se présentent comme suit:

❖ **Projet d'Appui Institutionnel au MCTIC : 51,83%**

- organisation d'une formation groupée sur le thème "déontologie administrative au profit des nouveaux agents : 79 nouveaux agents formés ;
- appui aux radios rurales en équipements : 15 ordinateurs de bureaux, 10 disques durs externes et 10 onduleurs Mercury 2000 VA;
- organisation des formations qualifiantes individuelles : 04 cadres formés ;
- acquisition de 10 ordinateurs portables au profit des points focaux ;
- fourniture de divers matériels informatiques (un serveur, 5 ordinateurs de bureaux, 5 onduleurs) dans le cadre de la fourniture d'équipement du système de gestion de l'ONIP ;
- achat des équipements de bureau au profit des directions départementales (6 bureaux directeurs, 12 bureaux cadres, 07 fauteuils directeurs, 08 fauteuils cadres, 02 copieurs et 04 onduleurs) ;

- achat des équipements informatiques et de bureaux (10 ordinateurs portables HP450, 5 ordinateurs de régie, 10 disques durs externes, 01 onduleur deluxe) ;
- signature du contrat pour l'achat d'équipement technique pour l'ORTB-télévision régionales de Parakou ;
- achat des équipements de bureaux pour le cabinet et le SGM (2 imprimantes HP, 2 copieurs Sharp, 3 ordi HP Touchmart, 2 imprimantes HPLI pro);
- achat de dix motos au profit de la DPP, de la DRFM, DRH et d'autres structures ;
- achat des équipements de bureaux et informatiques au profit des directions centrales et techniques ;
- achat de climatiseurs pour les centres émetteurs de l'ORTB ;
- réfection des locaux des DDCTIC ;
- réfection des locaux du cabinet actuel, de l'ancien cabinet et des autres structures du MCTIC ;
- aménagement de la salle serveur ;
- construction de pylône pour l'internet du Ministère ;
- acquisition d'armoire électrique pour le raccordement du groupe électrogène de l'IGM ;
- câblage de réseau local et connexion internet du cabinet du Ministre ;
- élaboration du guide des usagers ;
- engagement de l'ABETIC dans la certification ISO 9001 ;
- formation du personnel à la certification des réseaux (15 agents formés) ;
- création et opérationnalisation des DDTIC ;
- élaboration du manuel de procédure du FAPA ;
- élaboration du plan stratégique du FAPA ;
- mise à jour des dossiers du personnel ;
- organisation d'un atelier de finalisation du budget-programme 2016-2018 ;
- évaluation du projet de renforcement des capacités de l'ATRPT ;
- évaluation du projet PAMERNI ;
- élaboration du rapport annuel d'analyse des indicateurs des communications électroniques et de la poste ;
- élaboration d'un cadre référentiel pour le suivi des indicateurs du secteur des communications électroniques et de la poste ;
- mise en place d'un comité pour le suivi dans le cadre de l'évaluation du DPS du secteur des communications électroniques et de la poste ;
- archivages des documents de la délégation financière ;
- organisation des missions de suivi et de supervision des actions du ministère.

Programme Développement des Médias

- ❖ **Projet d'Appui à la Modernisation du Réseau National d'Information ABP-ONIP 39,00%**
 - suivi des activités de branchement de l'eau courante (SONEB) et de l'électricité (SBEE) sur le site ABP à Savalou ;
 - suivi des activités de desserte en câble par la fibre optique du siège de l'ABP ;
 - sélection de l'entreprise dans le cadre de la construction du siège de l'ONIP à Parakou ;
 - réalisation du contrat pour la poursuite de la réhabilitation des locaux de l'ABP à Porto-Novo ;
 - élaboration des TDRs et sélection du fournisseur pour l'acquisition de motos pour les bureaux régionaux de l'ABP ;
 - réception définitive du centre d'émission de l'ORTB de Gbéhoué construit par ETROYA-BTP ;
 - réception de la phase 1 de la construction des studios de BB24 ;
 - pavage du centre émetteur de Bantè.
- ❖ **Projet de Passation de la Radiodiffusion Analogique à la Radiodiffusion Numérique (PPRAN) : 38,40%**
 - élaboration des TDRs pour la vulgarisation de la loi, des règlements et directives de l'UEMOA relatifs à la transmission numérique ;
 - recrutement d'un notaire pour l'élaboration des documents juridiques relatifs à la nouvelle société de diffusion (en cours) ;
 - rédaction des textes d'application de la loi sur la radiodiffusion et relecture des conventions et des cahiers de charges des éditeurs de services ;
 - élaboration des plans architecturaux des sièges de l'opérateur de diffusion, de la chaîne thématique et des CMR ;
 - élaboration du DAO pour la construction du siège d'une chaîne thématique;
 - achat d'un électro-copieur ;
 - achat de matériel audiovisuel ;
 - organisation d'atelier de dépouillement, d'analyse et d'évaluation des offres ;
 - organisation des missions spécifiques de suivi, contrôle et réception en usine (première phase) ;
 - participation aux activités de l'UEMOA et de la CEDEAO sur le numérique ;
 - participation aux salons de SATIS sur le numérique ;
 - participation à la formation sur les techniques de collecte des indicateurs et données statistiques des communications électroniques ;
 - réalisation de l'étude sur les mesures d'accompagnement de la population ;
 - organisation de la retraite pour l'élaboration du plan d'urgence de la campagne d'information sur la TNT ;

- acquisition de matériel et mobilier de bureau ;
- entretien des membres de la CNMAN et des membres de comités techniques spécialisés dans le cadre de divers travaux ;
- édition de magazines et organisation des émissions TV ;
- aménagement du siège de la CNMAN ;
- achat de : 1 copieur AR5623N SHARP, 1 vidéo projecteur, 05 enregistreurs vidéo, 03 ordinateurs de bureaux HP3500, 10 disques dur externes et 02 imprimantes Laser ;
- mise à jour et actualisation du logiciel de gestion des matériels de la CNMAN ;
- entretien et sécurisation du siège de la CNMAN.

Programme de Développement des Communications Electroniques et de la Poste

❖ Projet e-Gouvernement: 51,74%

- renforcement du réseau wifi à l'intérieur des bâtiments du MCTIC ;
- interconnexion de quatre (04) ministères au backbone du Gouvernement ;
- mise en place d'un système de communication unifiée au MCTIC ;
- acquisition et installation d'onduleur rackable et coffret plus larges ;
- acquisition des serveurs et des équipements actifs pour la mise en place de l'intranet du MCTIC ;
- mise en service de l'intranet du MCTIC ;
- acquisition de logiciel professionnel de télécoms et des TIC au profit de l'ABETIC, la DGCEP et la DIP ;
- implémentation du projet pilote e-Etat Civil dans les communes ;
- organisation d'un concours « Jeunes Innovateurs » pour le développement des applications de e-gouvernement ;
- organisation d'une revue du secteur des communications électroniques et de la poste ;
- élaboration des TDRs pour le développement et déploiement du conseil électronique du e-CODIR du MCTIC ;
- sensibilisation et formation à l'utilisation du site web du gouvernement au profit des mairies (processus en cours) ;
- étude sur la prestation des services publics en ligne par les agences postales ;
- élaboration des TDRs relatif au développement d'une application de gestion du système informatique du MCTIC ;
- étude de la faisabilité pour la mise en œuvre des e-communes ;
- participation à la réunion du groupe régional de la commission d'études 12 de l'UIT-T pour l'Afrique (Dakar, Sénégal) et à la 35^{ème} réunion de l'ICANN (Buenos Aires, Argentine).

- ❖ **Projet d'Extension de la Couverture Radiophonique et Télévisuelle Intégrale du Territoire National : 62,00%**
 - réception définitive du centre d'émission de l'ORTB de Gbéhoué ;
 - réception de la phase 1 de la construction des studios de BB24 ;
 - raccordement électrique des studios de BB 24 ;
 - organisation des missions de terrain ;
 - pavage du centre émetteur de Bantè.
- ❖ **Projet e-Bénin : 88,13%**
 - réalisation du voyage d'échange au Rwanda dans le cadre du renforcement de capacités des structures du secteur ;
 - acquisition de logiciel pour la Poste ;
 - évaluation des DPS du secteur des TIC ;
 - finalisation de l'étude sur l'harmonisation du PNGE avec le DPS ;
 - mise en place et renforcement de l'ABETIC ;
 - réalisation de design et développement des e-Bénin et applications pilotes ;
 - acquisition des équipements IXP;
 - aménagement du local du point échanges internet IXP et équipement ;
 - aménagement du centre d'excellence ;
 - acquisition des équipements pour le centre d'excellence ;
 - modernisation du réseau intra/internet du gouvernement et sécurisation des communications ;
 - élaboration du manuel de procédure AFC ABSU-CEP ;
 - élaboration du schéma directeur informatique du MCTIC ;
 - réalisation d'une étude sur le cyber criminalité ;
 - promotion et développement de l'e-business au Bénin ;
 - appui conseil semi résident/AGENTIC ;
 - appui au fonctionnement du centre d'incubation et d'AGENTIC ;
 - acquisition de serveur pour la mise en place du SIG de la Poste ;
 - équipement et fourniture DGER/CAJC.
- ❖ **Projet WARCIP-Bénin : 83,47%**
 - appui à Bénin Télécoms pour le repositionnement dans le secteur ;
 - appui à la structure du portage du câble ACE GIE (élaboration du manuel des procédures, recrutement de juriste) ;
 - formation des cadres en économie numérique ;
 - acquisition d'équipements complémentaires pour le centre IXP ;
 - réalisation de l'interconnexion ACE et SAT3 ;
 - atterrissage et mise en service du câble sous-marin ;

- acquisition de matériel de bureau et informatique ;
- fournitures de bureau et consommables pour la mise en œuvre du projet WARCIP ;
- appui à la CAA.

4.2.8. Ministère De L'Economie Maritime Et Des Infrastructures Portuaires

Au 31 décembre 2015, le taux d'exécution physique des projets inscrits au PIP du MEMIP est évalué à 60,48% et se présente ainsi comme suit:

- ❖ **Projet d'automatisation de la documentation et de l'archivage au MEMIP : 32,00%**
 - formation du personnel impliqué dans la gestion des archives et de la documentation ;
 - numérisation des archives traitées ;
 - acquisition de diverses fournitures nécessaires au traitement des archives ;
 - acquisition de matériels roulants (03 motos) ;
 - acquisition de matériels informatiques.
- ❖ **Projet d'Appui Institutionnel : 34,25%**
 - élaboration de la note de conjoncture du secteur ;
 - acquisition du matériel informatique;
 - organisation d'une série de formations spécifiques au profit des cadres dans les domaines maritime et portuaire;
 - organisation d'une série de formations spécifiques au profit des cadres (formation PPBS);
 - appui à l'élaboration du rapport de performance 2014.
- ❖ **Etude de faisabilité pour la construction d'un Centre des Affaires Maritimes au Port de Cotonou : 0,00%**
 - Aucune activité n'a été réalisée au cours de cette période.
- ❖ **Projet d'Aménagement des eaux navigables et opérationnalisation du transport fluvio-lagunaire (1^{ère} phase) : 70,00%**
 - suivi de la réalisation des études techniques des sites restant: Monk, Couffonou, Gangban-Kpokissa et Money ;
 - contrôle des travaux sur les sites d'Azowlissè et Gblonou ;
 - suivi de l'exécution du projet sur deux(02) sites (organisation des missions de suivi) ;
 - acquisition de matériels et mobiliers de bureau.
- ❖ **Projet de développement du transport fluvio-lagunaire et du tourisme entre Porto-Novo, Cotonou et leurs environs : 80,64%**
 - poursuite de la recherche de financement du projet ;
 - acquisition des matériels et d'équipement de bureau ;

- Obtention des documents de déclaration d'utilité publique des sites ;
- mise en place des repères pour matérialiser les sites.

4.3.1 PROJETS ET PROGRAMMES SOCIAUX

4.3.1 Ministère de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de Troisième Age (MFASSNHPTA)

Au 31 décembre 2015, le taux d'exécution physique du ministère est de **90,96%**. Le ministère compte dans son portefeuille trois (03) projets. Les détails sur le niveau d'exécution physique des projets se présentent comme suit :

- ❖ **Programme de Construction et d'Équipement des Infrastructures de Protection Sociale : 93,97%**
 - recrutement du consultant relatif à l'élaboration et à la validation de la stratégie de développement des infrastructures du Ministère ;
 - paiement de toutes les dettes relatives aux équipements acquis en 2014.
- ❖ **Programme de Renforcement des capacités d'Intervention du Ministère : 73,50%**
 - élaboration et inscription au PIP 2016 de 4 nouveaux projets dans le cadre de la mise en place d'une banque de projets pour le Ministère ;
 - élaboration et validation du document de diagnostic de la nationale de solidarité ;
 - organisation des séances de concertation sur les possibilités de motivation du personnel ;
 - appui à l'élaboration des PTA et PCC 2015 ;
 - acquisition de divers matériels et équipements ;
 - acquisition d'un véhicule au profit des structures du ministère ;
 - Impression en 100 copies et livraison du document d'état d'effectif du personnel.
- ❖ **Programme d'Appui à la Promotion du Genre et à la Protection Sociale : 100%**
 - acquisition des kits et leurs mis à disposition de la CCE pour distribution dans le cadre de l'appui les OEV en kits scolaires et nutritionnels ;
 - élaboration d'un Budget-Programme genre-sensible ;
 - remise de matériels aux groupements féminins.

4.3.2 Ministère de la Culture, de l'Alphabétisation, de l'Artisanat et du Tourisme (MCAAT)

Le taux d'exécution physique du Programme d'Investissements Publics (PIP) du MCAAT au 31 Décembre 2015 est de 72,04%. Ce Ministère compte à son actif dix (10) Projets et Programmes d'Investissements Publics. Les principales réalisations des Projets et Programmes se présentent comme suit :

PROGRAMME 1 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE LA CULTURE

❖ **CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DES ARTS ET DE LA CULTURE AU NIVEAU DES CHEFS-LIEUX DES DEPARTEMENTS ET DES COMMUNES**77,02%

- acquisition de matériels informatiques et d'appareil photo numérique au profit de l'UG du PCRIAC ;
- suivi et contrôle des travaux de construction de la Maison des Arts et de la Culture de Kétou (Phase 2) ;
- suivi et contrôle des travaux de construction de la clôture de la Maison des Arts et de la Culture de Kétou (Phase 1)
- organisation de missions de suivi et de contrôle administratif des travaux sur le PCRIAC ;
- renouvellement du fonds documentaire de la Bibliothèque Nationale ;
- renouvellement du fonds documentaire des CLAC ;
- renouvellement du fonds documentaire des espaces de lecture publique .

❖ **CONSTRUCTION DU GRAND THEATRE DU BENIN**23,08%

- achat de carburant pour le fonctionnement de l'UG du PCGTB ;
- achat de fournitures de bureau pour le fonctionnement de l'UG du PCGTB.

❖ **RESTAURATION, REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES GRANDS PALAIS ROYAUX ET MUSEES**80,64%

- organisation de missions de suivi par l'UG du PRRAGPRM ;
- acquisition d'un véhicule Pick up au profit du PRRAGPRM ;
- acquisition d'un moyen roulant à deux roues au profit de l'UG du PRRAGPRM ;
- acquisition de matériels informatiques et autres qu'informatiques au profit de l'UG du PRRAGPRM ;
- édition et multiplication du rapport de l'étude sur l'historicité des royaumes et espaces de pouvoir au Bénin ;
- construction de la Maison Internationale de Guèlèdè de Kétou (Phase 1) ;
- Suivi et contrôle des travaux de construction de la Maison Internationale de Guèlèdè de Kétou (Phase 1) ;

PROGRAMME 2 : ALPHABETISATION ET PROMOTION DES LANGUES NATIONALES

❖ **GENERALISATION DE L'ALPHABETISATION ET DEVELOPPEMENT DE L'ENVIRONNEMENT LETTRE**87,64%

- appui technique aux DDCAAT dans le cadre de l'opérationnalisation de l'application de gestion des campagnes d'alphabétisation (Supervision de la

saisie des notes d'évaluation des candidats et de la production des bulletins individuels de notes) ;

- suivi de l'opérationnalisation de l'application de gestion des campagnes d'alphabétisation (recyclage et supervision de la saisie des données d'identification des apprenants) ;
- gratifications des maîtres d'alphabétisation et des animateurs au titre de la campagne d'alphabétisation 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ;
- rémunération des maîtres d'alphabétisation et des animateurs au titre de la campagne d'alphabétisation 2014-2015 ;
- supervision des évaluations finales des apprentissages dans les centres classiques d'alphabétisation ;
- transcription informatique des bulletins de notes des candidats aux évaluations finales des apprentissages dans les langues nationales d'alphabétisation (Version bilingue: français - langues nationales) ;
- développement d'un utilitaire pour la gestion des données issues de la saisie des évaluations finales des apprentissages ;
- finalisation du document de Politique Nationale d'Alphabétisation et d'Éducation des Adultes (PNAEA) ;
- actualisation de la carte nationale d'alphabétisation ;
- organisation d'un atelier d'internalisation du référentiel des compétences pour la formation des traducteurs/interprètes, écrivains/éditeurs en langues nationales.

PROGRAMME 3 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ARTISANAT

❖ PROGRAMME 3 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ARTISANAT 64,41%

- construction de la clôture de la base d'appui aux artisans de Djougou ;
- construction des kiosques et stands aux artisans à Kétou (phase 2) ;
- acquisition de matériels informatiques au profit de l'UG du PCEIADA ;
- achat de fournitures de bureau pour le fonctionnement de l'UG du PCEIADA ;
- organisation de missions de suivi et de contrôle administratif des travaux sur le PCEIADA.

PROGRAMME 4 : DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DU SECTEUR DU TOURISME

❖ AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES ET DE LEURS VOIES D'ACCES 96,88%

- électrification par la SBEE du Site de Taneka-Koko et ses environs (Règlement définitif du décompte) ;
- construction de l'embarcadère-débarcadère de Djassin à Porto-Novo "lot N°2 (règlement définitif du décompte et de la retenue de garantie) ;

- études Architecturales et Techniques pour la construction du VAT de Savalou, l'évaluation des travaux de la finition et de la construction de la clôture du VAT de Boukoumbé (Règlement définitif de la facture du cabinet d'étude) ;
- organisation de mission de suivi par l'UG du PASTVA ;
- achat de fournitures de bureau au profit de l'UG du PASTVA.

❖ **DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA ROUTE DES PÊCHES 06,19%**

Aucune activité physique n'a été réalisée totalement.

❖ **DEVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME DANS LE PARC REGIONAL W 94,11%**

- réalisation de signalétiques à implanter dans le Parc W ;
- réalisation de supports promotionnels du parc W à diffuser dans les pays émetteurs (Affiches, dépliants, etc.) ;
- participation aux missions promotionnelles, d'échanges d'expériences et de mobilisation ressources extérieures (Internes et externes) FITUR, INDABA, TOP RESA, SOLIDARISSIMO et autres ;
- formation des guides de tourisme locaux sur les circuits touristiques du parc W ;
- achat de carburant au profit de l'UG du PDDTPRW ;
- achat de fournitures de bureau au profit de l'UG du PDDTPRW.

PROGRAMME 5 : ADMINISTRATION ET GESTION DES SERVICES

❖ **RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DU MECANISME DE SUIVI EVALUATION DU MINISTERE 97,72%**

- formation des agents du Ministère ;
- achat de matériels roulant à deux (02) roues ;
- achat de matériels et mobiliers au profit de la DIP ;
- acquisition d'ordinateurs portatifs et de bureau au profit des structures du MCAAT ;
- acquisition de matériels et mobiliers de bureau, réparation et installation de matériels ;
- achat de fournitures de bureau et de produits d'entretien au profit de l'UG-PRCMSEM
- organisation d'un atelier de formation sur le thème : "Cadre de travail: un milieu fédérateur" au profit des cadres de la Direction des Ressources Humaines ;
- élaboration du rapport de performance 2014 du MCAAT ;
- organisation de la 16ème édition du Salon National de l'Artisanat du Bénin (SNAB 2015) ;
- organisation des revues trimestrielles de la mise en œuvre du PTA gestion 2015.

❖ **EXTENSION DES BÂTIMENTS DU MCCAT : 65,02%**

- achat de fournitures et de matériels de bureau au profit de l'UG du PEB ;
- acquisition de matériel informatique et de mobilier de bureau au profit de l'UG du PEB ;
- construction du Bâtiment annexe du Ministère ;
- travaux de réfection de toilettes et d'aménagement des bureaux du MCAAT ;
- identification et appui à la sécurisation des espaces destinés à la construction des Directions départementales ;
- aménagement d'un dépôt de pré-archivage à la Bibliothèque Nationale.

4.3.3 Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP)

Pour ce ministère, le taux global des réalisations physiques au 31 décembre 2015 est de **70%**. Au titre de l'exercice 2015, ce ministère compte (12) projets et programmes dont les réalisations physiques se présentent comme suit :

❖ **Programme d'Appui au Développement du MEMP (PAD-MEMP) 30%**

- signature du contrat d'entretien et de maintenance du matériel informatique, électrique et audiovisuel de la SRE-MEMP ;
- signature du contrat et remise de site dans le cadre de la construction du siège de la Radio Scolaire Educative (RSE) du MEMP ;
- acquisition d'équipement de la Radio du MEMP en matériel audio visuel numérique ;
- acquisition du carburant et lubrifiants.

❖ **Programme de Construction et d'Equipement de salles de Classes dans les Ecoles à Discontinuité Educative (PROCEDE) 93%**

- organisation de 08 tournées de suivi, de contrôle, d'attachements de remise de sites et de réceptions des mobiliers et des chantiers en cours de construction ;
- formation des enseignants ayant en charge les classes multigrades des départements du Mono-Couffo, du Zou-Collines de l'Atlantique-Littoral et la formation du coordonnateur et de son Adjoint à IDEA;
- entretien du siège de PROCEDE, du matériel informatique, roulant et signature du contrat à la connexion internet au titre de l'année 2015 ;
- acquisition des fournitures de bureaux et de carburant pour la dotation nécessaire au bon fonctionnement du programme au titre de l'année 2015 ;
- réception provisoire de deux (2) modules de trois (03) salles de classe + bureau, d'un magasin et d'une latrine, de six (06) salles de classe, des clôtures, de neuf (09) salles de classe réfectionnées ;

- réception de quatre (04) modules de 03 salles de classe + bureaux et magasins + blocs de latrines ;
 - attachement d'un module de trois salles de classe + bureau magasin + bloc de latrines;
 - réhabilitation et achèvement des travaux de construction de nouvelles salles de classes, bureaux et magasins dans les écoles à discontinuité éducative ;
 - réception de deux clôtures dans le cadre de la construction des clôtures des écoles en bordure de voie ;
 - réception de 375 tables-bancs, 30 chaises, 15 tables maître et 05 bureaux directeurs ;
 - commande d'une moto au profit du PROCEDE ;
 - acquisition de deux ordinateurs portatifs, 03 onduleurs, 07 régulateurs, 02 ordinateurs de bureau et autres mobiliers de bureau et matériels informatiques.
- ❖ **Projet de Restructuration du Centre National de Production de Manuels Scolaires 44%**
- renforcements des capacités de Vingt-quatre (24) agents du CNPMS.
- ❖ **Programme de Construction, de Réhabilitation et d'Equipement des Infrastructures Administratives et Sportives (PCREIAS) 71%**
- achèvement des travaux de construction d'une toilette à la DPP/MEMP ;
 - construction d'un bloc de toilettes et d'un hangar au profit des usagers de la DEC/MEMP;
 - construction des clôtures du domaine de la DDEMP Atlantique- Littoral et celui de l'INFRE;
 - acquisition de 44 armoires, de 20 bureaux et de 20 chaises au profit des structures du MEMP;
 - acquisition de 3 tables, 18 chaises, 3 salons complets avec guéridon, 12 lits à deux places, 12 matelas PEB, 09 armoires à trois battants au profit des CS de Malanville, Boukombé et Tchaourou;
 - acquisition de 3 copieurs de marque SHARP, 05 vidéos projecteurs de marque DELL, 05 régulateurs, 05 onduleurs, 04 appareils photos numériques;
 - acquisition des matériels et équipements sportifs au profit des complexes sportifs de Boukombé et de Banikoara et 22 centres d'examen du CEP ;
 - acquisition de 20 motos;
 - réalisation de 05 missions ;
 - fonctionnement du PECREIAS.
- ❖ **Programme de Construction, de Réhabilitation et d'Equipement de Salles de Classe dans les Ecoles Primaires Publiques (PCRESC-EPP) 80%**
- réception de 27 salles de classe avec bureau magasins et blocs de latrines ;

- construction et réception de 03 clôtures dans trois (3) écoles primaires publiques ;
 - construction et réception de 15 salles de classe avec bureau magasin et latrines;
 - construction et réception de 02 logements pour enseignants dans les écoles rurales ;
 - réfection et réception de 06 salles de classe;
 - construction et réception de 03 modules de 3 salles de classe simples;
 - acquisition et réception de 2325 mobiliers ;
 - réalisation de 6 missions de suivi, de remise de sites, de constat d'achèvement, de réception, et d'attachement ;
 - organisation de 04 missions de suivi dans le cadre des activités d'Initiative Dogbo ;
 - acquisition et réception de 03 motos, 01 photocopieur A4, 01 ordinateur portatif et des accessoires informatiques au profit de PCRESC-EPP ;
 - climatisation et équipement de la salle de conférence du siège de PCRESC-EPP ;
 - réparation du véhicule de PCRESC-EPP à la SONAEC ;
 - élaboration et validation du document de mobilisation de ressources externes pour la construction de salles de classes au profit du PCRESC-EPP.
- ❖ **Programme de Construction, de Réhabilitation et d'Equiperment des Salles de Classe dans les Ecoles Primaires Publiques des Zones Frontalières et Lacustres (ZOFROLA) : 70%**
- réception de 12 salles de classe dans les EPP (Dimansouri, Illoua, Pira, Iwoyé) ;
 - réception de 03 logements dans les EPP de (Illoua, Suru-Léré, Itassoumba) ;
 - réception provisoire de 03 salles de classe ;
 - réception de 02 forages avec deux châteaux et de 02 électrifications en panneaux solaires ;
 - électrification en panneaux solaires de l'EPP Kassoua-Zongo (Ouaké) ;
 - acquisition et répartition de 375 tables bancs dans 15 salles de classe construites dans 5 écoles primaires publiques;
 - répartition de 15 tables pour maîtres, 05 bureaux pour directeurs et 30 chaises dans 36 salles de classe ;
 - acquisition d'une (01) barque motorisée avec bâche et 132 gilets de sauvetage au profit de la circonscription scolaire de SO-AVA ;
 - acquisition et livraison de 150 gilets de sauvetage pour les enseignants et les élèves des écoles lacustres;
 - acquisition et livraison de 700 chaussures bottes pour les enseignants des écoles lacustres ;
 - organisation de 6 visites de chantiers et réception de chantiers ;

- réalisation de la mission d'enquête de satisfaction et de suivi évaluation des infrastructures ;
 - acquisition de 10 pneus pour véhicule pick up du programme;
 - acquisition de 02 ordinateurs de bureau avec accessoires et de 02 ordinateurs portatifs ;
 - installation et fonctionnement de 06 caméras, d'un (01) intercom, d'accessoires et de 06 postes téléphones;
 - acquisition et livraison de quatre motos à quatre temps et mises à la disposition des cadres de la cellule d'exécution du Programme ;
 - acquisition des différents bons de commande du garagiste de carburant en TV et lubrifiant de 06 Filtres à air, de 06 Filtres à gasoil 02 batteries pour le bon fonctionnement du programme.
- ❖ **Programme de Construction et d'Equipement d'Ecoles Primaires au Bénin, Japon phase V 66%**
- achèvement et réception de 96 salles de classe dans 19 écoles de Djougou, de Ouaké, Copargo et de Bassila ;
 - réception de 13 bureaux magasins, 116 cabines de latrines, 2175 tables et chaises pour maître, 96 tables et chaises pour maîtres, 13 bureaux et chaises pour directeurs et 52 chaises visiteurs dans les écoles de la Donga ;
 - organisation des missions de suivi des chantiers et réception des salles de classe construites ;
 - acquisition d'un copieur et d'un ordinateur portable ;
 - acquisition des fournitures de bureaux ;
 - entretien de bâtiment du siège du programme, l'espace vert.
- ❖ **Programme de Construction d'Equipement et de Viabilisation des Ecoles Normales d'Instituteurs de Djougou, d'Allada, de Dogbo et de Kandi (PCE-ENI) 63%**
- construction et réception d'une résidence de type F4 de l'ENI de Porto-Novo ;
 - réalisation des travaux d'aménagement et réception provisoire de l'espace qui abrite les bâtiments administratifs et les dortoirs à l'ENI KANDI;
 - construction et réception de la clôture du domaine de l'ENI Djougou ;
 - acquisition et livraison du matériel de restauration ;
 - acquisition d'un ordinateur;
 - réalisation de huit (8) missions dans les ENI.
- ❖ **Programme « Un élève sous un toit une classe et un maître pour l'Enseignement Primaire (Projet de Développement de l'Education (BID4) » 43%**

- réception de 850 tables bancs, 33 bureaux du maître, 33 chaises du maître, 8 bureaux de directeurs, 16 chaises pour visiteurs, 8 chaises pour directeurs, 33 tableaux sur chevalet et 8 étagères métalliques;
- finalisation du programme des ENI ;
- renforcement de 2705 enseignants des départements de l'Atacora et de la Donga ;
- organisation d'une mission de réception de mobiliers ;
- acquisitions et réception de 4 ordinateurs, 2 scanners et un copieur.

❖ **Initiative Ecoles et Langues Nationales en Afrique (ELAN BENIN)**

40%

- élaboration des manuels de lecture, de mathématiques, des guides et cahiers d'activités dans les langues nationales (Fon, Yorouba, Baatonoun, Dindi, Adja, Ditamari, Gain, Goun, Yom, Fulfulbé) introduites dans le système éducatif formel ;
- formation de 260 C/CS et CP du Bénin à l'appropriation et à la mise en œuvre des contenus des différents documents de langues nationales ;
- élaboration de module de formation et formation de 194 enseignants expérimentateurs ;
- visite de 30 classes expérimentales et 30 classes témoins ;
- encadrement de 120 enseignants des classes expérimentales.

❖ **FADeC INVESTISSEMENT 100%**

- transfert des fonds (FADEC) ;
- entretien et réparation des établissements-FADEC.

4.3.4. Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes (MESFTPRIJ)

Le taux d'exécution physique du Programme d'Investissement Publique au 31 décembre 2015 s'élève à 73%.

Ce ministère a au titre de la gestion 2015, cinq (05) projets. Le taux d'exécution physique de chaque projet se présente comme suit :

❖ **Projet de Construction de Réhabilitation et d'Équipement des Infrastructures Administration (PCREIA) : 64%**

- réalisation des travaux de météré du bâtiment de la DD/ZC assorti des devis et des installations électriques de la DEC;
- suivi et contrôle des chantiers à Porto-Novo, Abomey et Natitingou.

- ❖ **Projet de Construction de Réhabilitation et d'Équipement des Infrastructures scolaires à l'ESG (PCREI-ESG) : 74%**
 - poursuite et achèvement des travaux de construction d'un module de 4 salles de classe dans les CEG Vanhoui, Okounfo, Alédjo, Covè 5, Oroukayo ;
 - signature de deux contrats, remise de site et démarrage des travaux dans les CEG Foubéa (Djougou) et Dunkassa (Kalalé) ;
 - réception de 300ML, 270ML et 300ML de mur de clôture respectivement au CEG Albarika (Parakou), Kpomassè et Toui (Ouèssè) ;
 - réception de 100 tables et bancs respectivement aux CEG Challa-Ogoï et Albarika ;
 - acquisition de 04 ordinateurs portatifs, d'une imprimante couleur, d'une imprimante blanc-noir, d'un photocopieur et de deux appareils photographiques.
- ❖ **Projet de Développement des TIC en Education (PDTICE) : 83%**
 - mise en œuvre de la deuxième phase du programme spécial d'équipements en matériels informatiques et accessoires et d'équipements de laboratoires au profit des Etablissements de l'ESGFTP.
- ❖ **Projet de Construction de Réhabilitation et d'Équipement des Infrastructures d'ETFP (PCREI-ETFP): 72%**
 - réalisation des attachements pour les travaux du module de deux salles de classe et de l'atelier de soudure aux CFP de Kouandé;
 - réceptions provisoires des travaux des blocs administratifs des LT de Djougou, Bariénoù, Lokossa, et Kandi, de l'atelier F3, du réfectoire de Djougou, du module de 4 salles de classe et du réfectoire de Bariénoù prononcées du 27 au 31 juillet 2015 ;
 - acquisition de 300 matelas, 140 lits, 800 chaises, 250 tablettes et 05 bureaux directeurs au profit des LT de Lokossa, Kpataba, Bariénoù, Kandi et CFPA Dogbo ;
 - acquisition de quatre micro-ordinateurs de table, quatre portables, cinq onduleurs, quatre imprimantes au profit de la cellule du projet ;
 - achat de divers produits alimentaires et d'entretiens pour les apprenants internés au profit des CFCE d'Adjahonmè et de Banikoara.
- ❖ **Projet de Construction de trois Etablissements d'ETFP à Adjahounme, Banikoara et Bopa (PC3EFP): 73%**
 - réception le 28 mai 2015 de la cuisine traditionnelle du LTA Kika.

4.3.5 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)

Le taux d'exécution physique du Programme d'Investissement Publique au 31 décembre 2015 s'élève à 59,78%.

Ce ministère a au titre de la gestion 2015, huit (08) projets. Le taux d'exécution physique de chaque projet se présente comme suit :

- ❖ **Projet de Construction et d'Équipement des Infrastructures Administratives et Pédagogiques 52%**
 - travaux de réfection du bâtiment de l'Ecole Normale Supérieure de Porto-Novo ;
 - construction d'une infirmerie au MESRS ;
 - raccordement du centre Universitaire de Tchaourou aux installations du château d'eau ;
 - raccordement des bâtiments du CU de Tchaourou à la Cabine de Transformateur de la SBEE ;
 - raccordement des bâtiments du CU d'Aplahoué à la Cabine de Transformateur de la SBEE ;
 - travaux de réfection du bâtiment abritant le cabinet ;
 - équipement de l'ENS de Porto-Novo (préciser les équipements) ;
 - acquisition de Mobiliers pour les salles de cours et blocs administratifs.
- ❖ **Projet de renforcement des infrastructures sociales 70%**
 - travaux d'alimentation en énergie électrique de l'IMSP de DANGBO ;
 - travaux complémentaires de viabilisation des infrastructures de l'IMSP DANGBO.
- ❖ **Projet de renforcement des infrastructures et équipement de recherche 69,96%**
 - équipement et mobilier de laboratoire et de bureau ;
 - suivi des activités du projet.
- ❖ **Projet de Construction et équipement des nouveaux centres universitaires 42,12%**
 - acquisition de 60 tables et 60 chaises bourrées en bois massif AFZELIA ;
 - mandat de Réhabilitation de poste en cabine au CU sakété ;
 - mandat Achat de consommables informatiques ;
 - acquisition de matériels informatiques ;
 - restauration dans le cadre du lancement officiel des travaux de l'UAK ;
 - installation d'un inverseur de type IP Télé ;
 - acquisition de fournitures de bureau et produit d'entretien ;
 - travaux de réaménagement de l'amphi de la faculté de Porto- Novo.
- ❖ **Projet de Construction du réseau numérique de l'enseignement supérieur 55%**
 - missions de contrôle des travaux de connexion des centres universitaires à la fibre optique ;
 - étude architecturale et assimilée ;
 - ateliers de renforcement des capacités des informaticiens en production numérique (bureautique, réseau, maintenance) .
- ❖ **Projet de mise en Conformité des Installations Electriques et Téléphoniques 72%**

- acquisition d'un (01) véhicule Pick up ;
 - travaux de réhabilitation de l'enseigne lumineuse et de l'éclairage de la cour intérieur du Ministère ;
 - travaux de réhabilitation du réseau téléphonique du MESRS ;
 - réalisation de l'étude diagnostique du réseau électrique du Ministère et élaboration des documents de projet.
- ❖ **Projet d'Appui aux Centres des Œuvres Universitaires 32%**
- achat de Fourniture de bureau ;
 - achat de matériels informatiques et accessoires.
- ❖ **Projet d'Appui Institutionnelle 68,3%**
- processus d'acquisition de véhicules.

4.3.6 Ministère de la Santé (MS)

Le taux d'exécution physique au 31 décembre 2015 dans ce ministère est de 49,82%.

- ❖ **Programme National contre la Tuberculose (PNT) 67,95%**
- acquisition du matériel et équipements (2 aspirateurs de mucosités, 04 chariots de soins, 04 tambours, 04 oxymètres de pouls, 2 dynamap, 2 spiromètres, 2 brancards à roulettes, 2 fauteuils roulants, 4 extracteurs d'oxygène, 1 frigo pour la bronchoscopie, 10 tensiomètres, 10 pèse-personne, 2 tables d'examen et des paravents pour cloisonnement des locaux techniques) au profit du service de pneumologie du CNHU-PP ;
 - achats de petits matériels (Chariots à 3 étagères, Onduleur 2000 VA, tambour inox, 3 armoires à 2 battants, 50 plateaux inox, 10 poubelles à pédale inox, 10 poubelles plastic noirs avec couvercle, 1 conteneur en plastique blanc avec couvercle, 2 plaques chauffantes électriques, 2 réfrigérateurs) pour le Laboratoire de Référence des Mycobactéries (LRM), le CDT d'Abomey et le CHPP d'Akron ;
 - achat de petits matériels (2 armoire de rangement de Films, 2 coupe-films, 2 lampes inactinique, 2 ampoules ultra violettes, 2 inscripteurs de noms, 5 cassettes de quatre types différents, 5 paires d'écrans renforçateurs de quatre types différents) pour le service de radiologie du CNHPP et (1 armoire de rangement de Films, 1 coupe-films, 1 lampe inactinique, 1 ampoule ultra violettes, 1 inscripteur de noms, 2 cassettes de quatre types différents, 2 paires d'écrans renforçateurs de quatre types différents) pour le CHPP Akron ;
 - achats des équipements et des consommables de radiologie pour le CNHU-PP ;
 - Organisation de 4 réunions de coordination PNT/PNLS sur la coinfection TB/VIH ;
 - achats des médicaments anti-TB de 1ère ligne pour le traitement des cas de tuberculose adultes et enfants ;

- achats des vivres pour 800 malades au cours de leur hébergement en phase intensive dans les CDT, en appui aux vivres fournis par le budget national;
- animation des associations départementales d'anciens tuberculeux ;
- recrutement /renouvellement des contrats des agents recrutés dans le cadre de l'appui du Fonds mondial ;
- auditer les comptes du programme pour l'année d'exercice 2014;
- organisation d'une réunion annuelle de restitution du rapport annuel d'activités du PNT et d'échanges d'expériences des CDT au niveau de chaque département ;
- organisation de (12) réunions du comité technique du PNT / Fonds mondial (en cours) ;
- maintenance du Site Web, du réseau et des équipements du parc Informatique du PNT;
- production et diffusion d'un rapport annuel sur les activités du PNT;
- organisation d'une Journée Mondiale contre la Tuberculose;
- organisation d'une réunion de restitution des rapports annuels du PNT avec les SPPS et les infirmiers chargés de la tuberculose ;
- approvisionnement des laboratoires du réseau de microscopie en consommables et réactifs pour le diagnostic de la tuberculose;
- supervisions trimestriellement des CDM ;
- approvisionnement de LRM en matériel, réactifs et consommables pour la culture;
- organisation d'une séance de synthèse annuelle des activités du réseau de microscopie;
- bilan annuel des activités des niveaux intermédiaires;
- renforcement des capacités du PNT pour assurer la mission de Bénéficiaire principal ;
- formation d'un médecin biologiste;
- organisation des cours internationaux sur les mycobactéries et le contrôle de la tuberculose.
- approvisionnement du LRM en réactifs et consommables pour la réalisation des tests moléculaires et MGIT ;
- approvisionnement en réactifs et consommables duLRM pour le bilan d'inclusion et le suivi biologique des co-infectés TB/VIH.

❖ **Programme National de la Pharmacopée et de la Médecine Traditionnelle (PNPMT) : 48,38%**

- acquisition du matériel pour le centre traditionnel expérimental de prise en charge de l'ulcère de Buruli de Ouinhi (1 bureau, 1fauteuil, 10 Chaises avec accoudoirs, 5 bancs, 5 lits + matelas);

- acquisition de soixante-cinq (65) bicyclettes pour les agents chargés de l'entretien des 65 jardins de plantes médicinales du Bénin;
- acquisition d'un copieur au profit de la coordination du PNPMT (mandat ETS ABADJAYE 2014);
- acquisition de vivres au profit des centres traditionnels de prise en charge des malades (mandat VERCAP et FILS 2014) ;
- formation des membres du bureau exécutif de l'ANAPRAMETRAB sur le cadre règlementaire des pratiques, des produits et des praticiens de la médecine traditionnelle au Bénin;
- acquisition des fournitures de bureau et produits d'entretien;
- acquisition des fournitures de bureau et produits d'entretien (mandat JEC Sarl 2014) ;
- acquisition des pneumatiques et du matériel de rechange pour l'entretien du véhicule pick up du PNPMT;
- acquisition des pneumatiques et du matériel de rechange pour l'entretien du véhicule pick up du PNPMT (mandat ALOKPONTINDE 2014);
- édition et délivrance des cartes professionnelles au profit de deux mille (2000) praticiens de la médecine traditionnelle du Bénin;
- édition en 200 exemplaires du document de politique et du cadre stratégique national ;
- multiplication du document AMANWATO (mandat Berger et compagnie 2014);
- organisation de la célébration de la Journée nationale de la médecine traditionnelle (12 juin) ;
- réalisation du suivi semestriel des activités de promotion de la pharmacopée et de la médecine traditionnelle ;
- restauration des participants à l'occasion de la mise en place des bureaux de l'ANAPRAMETRAB (mandat SEWENA).

❖ **Programme Elargi de Vaccination (Phase IV) : 91,97%**

- Autoévaluation de la mise en œuvre du plan d'amélioration de la GEV
- organisation de la mise en œuvre et la supervision de la semaine Africaine de rattrapage vaccinal dans tous les départements;
- organisation localement des mini campagnes de rattrapage et de vaccination dans 12 zones sanitaires à faible performance;
- élaboration d'un manuel de procédure pour le PEV;
- mise en œuvre des micro plans "ACD" dans chaque Commune (ratissage recherche de cibles PDV dans les communes à faible performance);

- réalisation du monitoring des activités de vaccination et appui du renforcement des capacités de suivi et d'évaluation des programmes (réunions départementales);
- transport des échantillons au laboratoire;
- formations des Directeurs des Soins de Santé Primaires en promotion de la santé à l'IRSP;
- formation de 20 personnes de l'ANV-SSP à la gestion du PEV et de la surveillance épidémiologique ;
- mettre à la disposition de toutes les formations sanitaires des pots adéquats pour prélèvement des échantillons de selles;
- édition de 1000 supports de notification et des définitions de cas et des registres de vaccinations ;
- notification et investigation de tous les cas de PFA et maladies sous surveillance;
- organisation de 4 réunions du Comité National de Certification pour l'Éradication ;
- organisation de 4 réunions du Comité National de l'éradication de la Poliomyélite;
- renforcement de la surveillance épidémiologique par la recherche active des cas de PFA, tétanos maternel et néonatal, rougeole et FJ ;
- mise en œuvre des activités de Vaccination Supplémentaires (AVS);
- renforcement des activités de soutien: supervision, monitoring mensuel et semestriel, recyclage et formation du personnel;
- organisation des activités de vaccination supplémentaires;
- démonstration pour le nouveau vaccin HPV dans 2 zones sanitaires à forte concentration de population;
- acquisition des nouveaux vaccins et sous utilisés pour l'ensemble des formations sanitaires.

❖ **Programme de Coordination et d'Appui au Système de Gestions Axées sur les Résultats (PCASGAR) (Point au 30 septembre) : 60,85**

- élaboration et validation des lettres de mission des Directions Centrales, Techniques, Départementales et des Projets/Programmes pour l'exercice 2015;
- acquisition de 09 micro-ordinateurs de tables, 09 imprimantes, 09 onduleurs au profit des ZS et DDS ;
- acquisition des fournitures de bureau au profit du Service de la Programmation de la DPP pour l'élaboration du Budget 2016;
- acquisition des consommables informatiques au profit du Programme et de la DPP;
- acquisition des fournitures de bureau et produits d'entretien au profit du Programme;

- acquisition des mobiliers de bureau (8 armoires à clapets à 10 casiers, 4 armoires métalliques à 2 battants, 12 chaises visiteurs, 4 fauteuils directeurs, 4 bureaux Directeurs) au profit de la DPP et du Cabinet MS;
 - acquisition de 10 micro-ordinateurs portatifs au profit du programme, des services de la DPP et des SPIRS;
 - suivi de l'utilisation du matériel et d'équipements acquis sur le Programme et mis à la disposition des DDS et ZS et organiser des séances d'identification des besoins pour le PTA PCASGAR 2016 ;
 - organisation de 4 missions de suivi /évaluation des projets/programmes inscrits au PIP et au PAP ;
 - organisation d'une mission de mise à disposition du matériel et d'équipements acquis au profit des SPIRS et ZS ;
 - organisation du CODIR-Elargi Bilan du 4ème trimestre de l'année 2015.
- ❖ **Programme Intégré de Santé Familiale (PISF) : 47,55%**
- acquisition de trois (03) micro-ordinateurs de tables et dix (10) boîtes d'anti-virus au profit de la coordination;
 - acquisition de deux vidéos projecteurs;
 - acquisition des comprimés d'albendazole pour les campagnes JNV;
 - acheminement des comprimés d'albendazole dans les six (06) départements;
 - organisation dans trois (03) départements du suivi des prestataires sur l'application des pratiques familiales essentielles ;
 - évaluation de la qualité de la mise en œuvre du TETU dans cinq hôpitaux (Borgou/Alibori;Atacora/Donga; Mono/Couffo, Dassa et Savalou) ;
 - réalisation dans quatre (04) départements du suivi des prestataires sur la PCIME clinique et le PIHI ;
- ❖ **Projet d'Appui aux Activités de la Santé de la Reproduction (PAASR) (Point au 30 septembre):**
- organisation dans 3ZS le suivi des 75 prestataires formés sur la Nutrition des adolescents, femmes enceinte, femme alitant et les nouveau-nés/CPN/PTME/GATPA.
- ❖ **Programme National de Lutte contre le SIDA (PNLS) 83%**
- réfection des CIPEC (Atacora et mono) et le PNLS) ;
 - acquisition des équipements médico-technique pour le PNLS au profit des sites de prise en charge ;
 - des PVVIH (spectrophotomètre, automate d'hématologie, chaine élisa, bac de migration pour électrophorèse avec générateur à tension, fabrique de glace pilée, compteur de CD4..) ;

- acquisition des équipements de bureau pour le PNLS et les CIPEC (ordinateurs de table, ordinateurs portatifs, appareils copieurs et onduleurs de grande capacité) ;
- acquisition de 02 véhicules pour le fonctionnement du PNLS ;
- acquisition de 04 motos pour le fonctionnement du PNLS(CVA et personnel administratif) ;
- acquisition des réactifs et consommables pour le suivi biologique des PVVIH ;
- maintenance du parc automobile du CIPEC Atlantique-Littoral ;
- réunions semestrielles avec les démembrés du PNLS (Le niveau central, les CIPEC, les ONG en partenariat avec le PNLS et les PTF) ;
- assurance de la rencontre annuelle de bilan et d'élaboration du PTA du PNLS et ses démembrés (Tout le personnel du niveau central, tout le personnel des CIPEC, les ONG en partenariat avec le PNLS et les PTF) ;
- réalisation de deux supervisions du niveau opérationnel par chaque CIPEC (un million par CIPEC);
- Réalisation de deux supervisions au niveau des départements et des sites par le niveau central;
- inventaire annuel du matériels du programme et assurer la distribution des équipements ;
- contribution à la réalisation de l'ESDG et de la sérosurveillance (la grande partie du financement des deux études est assurée par le FM) ;
- communication sur le programme (Production de supports d'information; multiplication de supports, production Echos du programme) ;
- production et multiplication des outils de collecte de données ;
- réalisation des voyages d'étude et d'échange d'expérience ;
- organisation d'une Campagne de dépistages en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés dans tous les départements ;
- organisation des journées mondiales de lutte contre le Sida au niveau national ;
- organisation de la supervision des gestionnaires des dépôts répartiteurs des zones sanitaires et des agents de santé prescripteurs d'ARV ;
- acquisition de l'ARV pour le traitement des adultes et des enfants.

❖ **Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) 89,70%**

- réalisation de 02 supervisions des agents impliqués dans le diagnostic biologique du paludisme dans 60 centres de santé dans tous les départements ;
- contrôle de qualité du diagnostic biologique du paludisme dans 15 laboratoires publics et assimilés chaque trimestre;
- formation d'un CVA sur la gestion du parc automobile à Ouagadougou ;
- achats du Carburant pour le fonctionnement (dotation du personnel pour 2015) ;

- acquisition des consommables informatiques et électrique pour les cellules départementales ;
- mission d'échange avec les structures départementales du PNLP ;
- lancement de la stratégie de distribution de MIILD dans les établissements primaires ;
- réalisation d'une mission de suivi de la gestion des MIILD de routine dans les 6 Départements ;
- organisation d'une visite annuelle de suivi de la distribution des MIILD dans les écoles ;
- collection des emballages vides des MIILD de la routine ;
- destruction des emballages vides des MIILD de routine ;
- suivi semestriel de l'intégrité physique des MIILD de la campagne de 2014 ;
- acquisition de 25000 MIILD à une place pour la couverture des groupes spécifique ;
- recensement de toutes les structures de ventes de moustiquaires et d'insecticides dans tous les départements ;
- acquisition de 80 000 MIILD de deux places pour la distribution de routine et les urgences ;
- MIILD acquises sur le Budget national vers les Départements (Ecoles et autres site de distribution) ;
- réalisation de 04 missions (tous les 03 mois) de suivi de la gestion des médicaments, TDR, des MIILD et autres intrants de lutte contre le paludisme dans les DRZ et FS par les cellules départementales du PNLP.

❖ **Programme National de Lutte contre les Maladies Transmissibles (PNLMT) : 27,43%**

- acquisition de carburant pour le fonctionnement de la coordination, la supervision, la mise en œuvre des activités et le fonctionnement des groupes électrogènes lors des sorties sur le terrain ;
- réalisation de trois supervisions des acteurs intervenants dans la lutte contre les MTN (oncho, filarioses lymphatique, schistosomoses, géo-helminthiases, THA, ver de Guinée, etc.).

❖ **Programme National de Réhabilitation et de Construction des Centres Hospitaliers (PNRCCH) : 75,06%**

- construction de la clôture de l'Hôpital d'Instruction des Armées de Parakou ;
- construction d'un bloc de stérilisation central au CNHU HKM de Cotonou ;
- acquisition et installation d'un dispositif de production sur le site d'oxygène médical au profit de l'HOMEL et étendue du réseau de distribution des fluides médicaux dans les blocs d'hospitalisation (Payer 60%) ;

❖ **Projet de Construction de l'Hôpital de Zone de Savè (PCHZS): 67,30%**

Aucune information sur les réalisations physiques

❖ **Projet de Construction et d'Équipement de l'Hôpital de Zone d'Allada (PCEHZA) : 34,83%**

Aucune information sur les réalisations physiques

❖ **Programme National de Construction, d'Équipement et de Fonctionnalité des Formations Sanitaires (PNCEFFS) : 83,48%**

- construction de l'Hôpital de Zone de Kouandé ;
- construction de l'Hôpital de Zone de Pobè ;
- acquisition d'un copieur au profit de la coordination ;
- acquisition des lits+matelas au profit des CS Doké, Dévémè, Avogbana, Soyo, Dengou, Assa-Idioché, Gbagla-Yovogbédji-Aguongué ;
- acquisition de quatre (04) moniteurs multiparamétriques au profit des HZ de Savalou, Suru-Léré, Sakété et Kandi ;
- acquisition d'un (01) automate de Biochimie au profit de l'HZ de Ouidah ;
- acquisition de cinq (05) spectrophotomètres au profit des HZ de Savalou, Papané, Boko, Bembèrèkè et Banikoara ;
- acquisition de deux (02) bistouris électriques au profit des HZ de Boko ;
- acquisition d'une machine à laver de 23kg et une machine à sécher au profit de l'HZ de Savalou ;
- acquisition d'un (01) autocom au profit du PNCEFFS ;
- mise en place du réseau internet au profit du PNCEFFS ;
- suivi rapproché des chantiers par les DDS ;

❖ **Programme National de Lutte contre la Lèpre et l'Ulçère de Buruli (PNLLUB) : 35,31%**

- amélioration le plateau technique des centres d'anti lèpre ;
- dotation les centres anti lèpre d'intrant pour la prise en charge des malades de la lèpre ;
- les activités de fonctionnement et du suivi-évaluation de la coordination ;
- renforcement des capacités de travail de la coordination.

❖ **Programme National de Lutte contre les Maladies Non Transmissibles (PNLMNT) (Point au 30 septembre) :20,05%**

- réfection des bâtiments du programme ;
- acquisition d'un vidéo projecteur, d'un scanner et de deux ordinateurs de bureau pour le Programme ;
- diffusion sur les antennes des radios proximité retenues des messages de sensibilisation sur les facteurs de risque des MNT
- organisation des tournées foraines pour les affections bucco-dentaires dans tous les départements ;

- organisation des tournées foraines pour les affections Cécitantes dans tous les départements ;
- organiser des tournées foraines multidisciplinaires (HTA, diabète, neurologique sur les MNT dans tous les départements ;
- acquisition des médicaments, consommables essentiels et anesthésiques pour les tournées foraines (toutes les activités intégrées) ;
- organisation et célébration des journées nationales et mondiales sur les différentes MNT ;
- utilisation des protocoles de WHO-PEN pour la prise en charge des MNT dans 01 zone sanitaire par département ;
- contribution à la réalisation de l'Enquête Steps ;
- inventaire annuel du magasin du programme.

4.3.7 Ministère de la Jeunesse des Sports et des Loisirs (MJSL)

Le taux d'exécution physique du PIP du MJSL au 31 décembre 2015 est de : 100%

Dans ce ministère il y a six (06) projets dont chaque projet présente son taux d'exécution physique que nous pouvons énumérer comme suit :

❖ Programme de Développement des Activités de Jeunesse et de Loisirs :

- fourniture d'eau pour la prise quotidienne dans le cadre de la formation des jeunes au mouvement d'ensembles pour la fête du 1^{er} août 2015 ;
- achat de chaussures pour les jeunes dans le cadre des mouvements d'ensembles du 1^{er} août 2015 ;
- confection des tenues vestimentaires dans le cadre des mouvements d'ensemble du 1^{er} août 2015 ;
- mandatement des frais d'entretien des membres de l'équipe technique, de supervision, de formation ainsi que des majorettes et prestation des artistes dans le cadre des mouvements d'ensemble 2015 ;
- mise à disposition de fonds pour frais de mission et achat de carburant au profit du PDAJL ;
- mandatement frais de soins des jeunes et encadreurs, frais d'assurance et transport des participants dans le cadre de leur formation pour les festivités du 1^{er} août 2015 ;
- horaires forfaitaires pour présentation de communication lors de la formation des formateurs dans le cadre des préparatifs des festivités du 1^{er} août 2015 ;
- achat de matériels d'accompagnement, de vannerie ou autres matériels pour animation qui sera tenu par les majorettes musical dans le cadre de la fête de l'indépendance 2015 ;
- achat de pneus au profit du PDAJL.

❖ **Programme de Promotion et de Développement des Activités Sportives:**

- mise à disposition de fonds pour achat de carburant et paiement des frais de mission au profit du PPDAS au titre du 1^{er} semestre 2015 ;
- frais d'entretien dans le cadre de l'élaboration du décret portant attributions, organisations et fonctionnement de l'Agence Nationale de l'Événementiel et de la Mobilisation du Sponsoring (ANEMS) ;
- frais d'entretien relatif à la formation des cadres des directions départementales de la jeunesse, des sports et loisir sur les marchés publics ;

❖ **Programme de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures Sportives.**

- achats de fournitures de bureau (en cours) ;
- poursuite et achèvement des travaux de construction de la clôture eu terrain de football du 8^{ième} arrondissement (Saint Rita) de Cotonou ;
- poursuite des travaux de construction des gradins des aires de jeux de L'UNAFRICA à Cotonou ;
- acquisition de mobilier de bureau ;
- mise à disposition de fonds pour achat de carburant et paiement des frais de mission au profit de PCRIS au titre du 1^{er} semestre 2015 ;
- règlement de la facture relative aux travaux de construction des murs de clôture du stade de Ouaké ;
- construction d'un pan de mur de la clôture du stade de Lokossa ;
- travaux de réhabilitation de la tribune et d'aménagement du terrain de football du stade de Kouandé ;

❖ **Programme d'Appui à la Modernisation des Services du MJSL:**

- refonte et mise à jour du site web au MJSL ;
- achat de fournitures de bureau au profit du PAMS ;
- travaux de réfection du bureau DCF ;
- achat et installation des équipements de sonorisation dans les deux salles de conférences ;
- achat de matériels informatiques et d'équipement de bureau au profit du PAMS ;

❖ **Projet de Communication pour un Changement de Comportement en Santé de Reproduction des Adolescents jeunes :**

Aucune information sur les réalisations physiques

❖ **Projet de Développement du Système d'Informations Statistiques pour le Suivi-évaluation :**

- location de minibus et de matériel pour la captation en salle sur écran géant lumineux de 12m² lors de la cérémonie de match d'ouverture mondiale, Brésil 2014 ;
- achat de pneus au profit du PDSISSE ;
- acquisitions de matériels informatiques et équipement divers.
- élaboration des documents à soumettre au visa du conseil national de la statistique dans le cadre de la mise en place d'une base de données sur les structures et acteurs de loisirs au Bénin ;
- recensement et sécurisation des réserves frontalières du MJSL dans les départements de l'atlantique et du littoral ;
- frais d'entretien pour le comité en chargé de l'élaboration du cadre de dépenses sectoriel à moyen terme 2016-2018 ;
- organisation de tournées de suivi-évaluation des réalisations du MJSL.

5 DIFFICULTES

Les difficultés rencontrées dans l'exécution des projets sont aussi bien d'ordre général que spécifique.

Difficultés d'ordre général

➤ Difficultés relatives à l'exécution des projets et programmes

Elles sont, entre autres, liées à :

- la lenteur dans le traitement et le paiement des décomptes ;
- la non-maîtrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et de passation des marchés par certains gestionnaires de crédits ;
- le retard dans l'obtention des avis de non-objection de certains bailleurs ;
- l'obligation faite aux ministères d'engager les dettes de l'année précédente prioritairement ;
- la non application de la méthodologie harmonisée de calcul du taux d'exécution physique des projets et programmes qui rend difficile l'appréciation de ce taux.

Difficultés spécifiques aux Projets d'Equipement et d'Infrastructure

MUHA

L'exécution du Budget du MUHA au cours du 1^{er} semestre de l'exercice budgétaire 2015 a été confrontée aux difficultés ci-après :

- ✓ le long délai dans l'attente des avis de non-objection des Partenaires Techniques et Financiers ;
- ✓ la longue fermeture durant le 2^{ème} trimestre, du SIGFiP ;
- ✓ l'obligation faite aux unités de gestion de projet de payer les dettes liées aux mandats émis en 2014 et rejetés par le trésor ;
- ✓ la faible culture d'anticipation des coordonnateurs de projets ;
- ✓ la faible mobilisation et l'insuffisance des ressources affectées à la contrepartie du budget national.

MIC

Les principales difficultés rencontrées sont relatives :

- ✓ au renvoi par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique des dossiers relatifs aux dépenses engagées et ordonnancées sur le PIP du Ministère d'un montant global de **546.967.855 FCF** ;
- ✓ à la lourdeur dans la mobilisation des ressources financières : non chargement systématique des crédits à hauteur des dettes de la gestion 2014.

MERPMEDER

- la transmission tardive à la DPP-MERPMEDER des informations requises pour la production des rapports périodiques et annuels ;
- le retour des mandats de l'année 2014, que les sectoriels doivent prendre en compte sur le budget 2015 ;
- le non appropriation de la grille de pondération des tâches retenues, du Plan d'Opérationnalisation des Sous Programmes et de l'état d'exécution des dépenses par Ministère et par nature économique du SIGFiP au niveau des Coordonnateurs des Sous Programmes. Cette situation handicape l'appréciation et l'analyse du niveau d'exécution physique et financière des Sous Programmes et des activités sous-jacentes ;
- la DPP éprouve une grande difficulté pour avoir accès à temps réel au point SIGFiP et au journal des engagements ;
- la non-maîtrise des procédures de consommation des crédits par les coordonnateurs de projets et programmes ;
- le manque d'anticipation des gestionnaires de crédit.

MTPT

- ✓ le délai anormalement long des procédures de passation des marchés publics ;
- ✓ l'insuffisance des crédits affectés à certains projets occasionnant d'importants arriérés de paiement en raison du cadrage macro-économique du budget ;
- ✓ l'occupation anarchique de l'emprise des voies rendant difficile l'exécution à bonne date des projets.
- ✓ le paiement tardif des avances de démarrage ;
- ✓ le manque de matériel de travaux publics ;
- ✓ le long délai pris par certains bailleurs de fonds pour donner leur avis de non objection surtout en cas de cofinancement ;
- ✓ l'insuffisance de l'effectif du personnel (qualifié) qui s'amenuise de jour en jour pour diverses raisons ;
- ✓ le manque de professionnalisme et d'expérience des PME engagées dans l'exécution des travaux et à la qualité des prestations des bureaux chargés du contrôle et de la surveillance des travaux ;
- ✓ l'insuffisance de ressources humaines techniques qualifiées en matière de sûreté et de sécurité du transport aérien.

Difficultés spécifiques aux ministères du secteur de la gouvernance

- ✓ la faible circulation de l'information entre les acteurs de la chaîne des dépenses ;
- ✓ l'obtention tardive de l'avis de non objection ;
- ✓ la faible capitalisation des expériences en matière de maîtrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et de passation des marchés publics par les gestionnaires de crédits ;
- ✓ le non aboutissement de la demande de réallocation ;
- ✓ l'indisponibilité d'informations exhaustives sur les ressources extérieures ;
- ✓ la faible capacité technique des unités de gestion des projets et de certains coordonnateurs de projets dans le domaine de la gestion et du suivi-évaluation de projet ;
- ✓ le retard accusé par les différents coordonnateurs de projets dans la transmission du point d'exécution des projets.
- ✓ le retard dans l'élaboration et la mise en exécution du plan d'opérationnalisation des projets ;
- ✓ le non-respect du calendrier d'exécution des activités ;
- ✓ la prise en compte des dettes dues au retour des dossiers initialement engagés en 2014 et qui a eu pour conséquence la non-exécution de certaines activités initialement prévues dans le PTA 2015 ;
- ✓ la lenteur et la négligence ou l'inaction de certains entrepreneurs ;
- ✓ les difficultés de mobilisation des ressources ;
- ✓ le montant des décomptes à payer souvent supérieur au chargement de crédits de la période de règlement entraînant un échelonnement contraint ;
- ✓ l'insuffisance de crédits pour la mise en œuvre conséquente des projets et programmes et le dysfonctionnement de la régie des projets.

6. RECOMMANDATIONS

Pour une exécution efficace et efficiente des projets et programmes, il apparaît nécessaire que toutes les structures (ministères et institutions de l'Etat) mettent en œuvre les dispositions ci-après :

- faire un suivi régulier et continu des marchés publics ;
- assurer le suivi régulier et rigoureux du PTA ;
- veiller à la mise en place des Unités de Gestion des Projets/Programmes dégagées de toutes autres obligations, en vue d'améliorer le niveau de performance des projets et programmes du PIP ;
- produire et transmettre à temps les rapports périodiques d'avancement du PIP au MDAEP.

Par ailleurs, les recommandations ci-après ont été formulées à l'endroit des structures centrales et des ministères sectoriels en vue de corriger les insuffisances liées à la mise en œuvre des projets.

Au niveau des structures centrales

➤ **A l'endroit du Ministère en charge du Développement :**

- renforcer les capacités du personnel des structures chargées de la programmation et du suivi-évaluation ;
- poursuivre la formation des ministères pour le calcul du TEP ;
- rendre fonctionnel le Système Harmonisé Intégré de Suivi Evaluation du Programme d'Investissement Publique (SHISEPIP).

➤ **A l'endroit du Ministère en charge des Finances :**

- assurer un suivi régulier de l'exécution du plan de passation des marchés ;
- veiller au décaissement de tous les montants ordonnancés pour éviter les imputations des montants engagés en année n à l'année n+1.

➤ **Au niveau des ministères sectoriels**

- instruire les DPP pour le dépôt des rapports de synthèse et des fiches des projets de leurs ministères à bonne date, au plus tard 15 jours après la fin du trimestre échu ;
- assurer une formation sur la gestion des projets PIP au profit des coordonnateurs de projets et de leurs collaborateurs ;
- assurer le bon fonctionnement des structures prévues par la réforme budgétaire ;
- allouer aux projets des dotations nécessaires pour l'atteinte des objectifs ;
- procéder au suivi régulier de la consommation des crédits ;
- la signature à bonne date des PTA des projets sur ressources extérieures ;

- la participation effective des coordonnateurs aux ateliers organisés à leur intention ;
- le renforcement des capacités en matière d'appropriation des procédures et méthodes de gestion des finances publiques et des ressources provenant des PTF ;
- l'élaboration d'un manuel de procédures en matière d'exécution des dépenses ;
- prendre des dispositions idoines dès la mise en place des crédits par les coordonnateurs de concert avec la CPMP ;
- plaider au niveau du trésor pour le paiement à temps aux entrepreneurs ;
- le traitement des dossiers financiers dans les délais requis ;
- la transmission, dans les délais requis, des dossiers de mandatement à la DGTCP.

CONCLUSION

Le portefeuille actif de l'Etat, exercice budgétaire 2015, comprend **291** projets et programmes (**249 anciens et 42 nouveaux**) dont la dotation initiale est de **405, 618515 milliards** en liaison avec les travaux d'assainissement du PIP et le recul du taux de croissance économique. En cours d'exercice, la dotation est passée à **440, 194 846 770 milliards de FCFA**.

En somme, le niveau d'exécution des projets et programmes au 31 décembre 2015, révèle que :

- **428,93 milliards de FCFA** ont été engagés, soit un taux de réalisation financière, base engagement de **105,75%** contre **92,99%** pour un montant de **276,93 milliards de FCFA** en 2014 ;
- le montant ordonnancé se chiffre à **345,90 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation financière, base ordonnancement de **85,28%** contre **68,17%** pour un montant de **203,01 milliards de FCFA** en 2014 ;
- **105,13 milliards de FCFA** ont été ordonnancés hors PIP et **53,82 milliards de FCFA** ont été ordonnancés hors cadrage, faisant passer la réalisation financière, base ordonnancement, de la période sous revue, de **345,90 milliards de FCFA** à **504,85 milliards de FCFA**.

ANNEXES

ANNEXE 1 :

❖ Répartition du PIP gestion 2015 par ministère et institution

N° D'ORDRE	INSTITUTIONS / MINISTERES	PREVISIONS 2015 EN MILLIERS DE FCFA	POIDS
1	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 485 364,00	0,37%
2	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 717 451,00	0,42%
3	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DES PROGRAMMES DE DENATIONALISATION	17 588 838,00	4,34%
4	MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA LEGISLATION ET DES DROITS DE L'HOMME	4 295 947,00	1,06%
5	MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT	490 552,00	0,12%
6	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE	928 352,00	0,23%
7	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	17 886 817,00	4,41%
8	MINISTERE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	6 992 714,00	1,72%
9	MINISTERE DE LA SANTE	34 999 243,00	8,63%
10	MINISTERE DE L'ENERGIE, DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	45 821 812,00	11,30%
11	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME	4 074 345,00	1,00%
12	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	46 209 365,00	11,39%
13	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET LOISIRS	2 473 674,00	0,61%
14	MINISTERE DE LA FAMILLE, DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITE NATIONALE DES HANDICAPES ET DES PERSONNES DU TROISIEME AGE	2 219 588,00	0,55%
15	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	10 412 664,00	2,57%
16	MINISTERE CHARGE DE LA MICRO FINANCE ET DE L'EMPLOI ET DE L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES ET DES FEMMES	2 047 770,00	0,50%
17	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS	85 192 579,00	21,00%
18	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT CHARGE DE LA GESTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DU REBOISEMENT ET LA PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES ET FORESTIERES (MECGCCRPRNF)	10 227 724,00	2,52%
19	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'ASSAINISSEMENT	40 119 035,00	9,89%

N° D'ORDRE	INSTITUTIONS / MINISTERES	PREVISIONS 2015 EN MILLIERS DE FCFA	POIDS
20	MINISTERE DE L'INTERIEUR DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DES CULTES	6 080 706,00	1,50%
21	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION, DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DE L'ADMINISTRATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	36 074 505,00	8,89%
22	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRES (MEMP)	13 045 569,00	3,22%
23	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE, DE LA RECONVERSION ET DE L'INSERTION DES JEUNES (MESFTPRIJ)	5 381 373,00	1,33%
24	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE, DE LA FRANCOPHONIE ET DES BENINOIS DE L'EXTERIEUR	3 249 232,00	0,80%
25	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ANALYSE ECONOMIQUE ET DE LA PROSPECTIVE	4 846 592,00	1,19%
26	MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME ETDES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	928 352,00	0,23%
27	MINISTERE CHARGE DE L'EVALUATION, DES POLITIQUES PUBLIQUES DE LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DU DIALOGUES SOCIAL	728 352,00	0,18%
28	MINISTERE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGEE DES OMD - ODD	100 000,00	0,02%
	TOTAL	405 618 515,00	100,00%

Source : DGPSIP/MPD sur la base du PIP et de la loi des Finances exercice 2015

ANNEXE 2 :

◆ Exécution au 31 décembre du PIP gestion 2015 par ministère et institution d'Etat

N° D'ordre	INSTITUTIONS / MINISTERES	PREVISION 2015 (en milliers de FCFA)	ENGAGEMENTS (en milliers de FCFA)	TAUX ENG.	ORDONNANCEMENTS (en milliers de FCFA)	TAUX ORDON.	TEP
1	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 485 364,00	1 517 556,36	102,17%	1 367 048,92	92,03%	ND
2	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 717 451,00	1 086 608,90	63,27%	987 875,06	57,52%	93,52
3	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DES PROGRAMMES DE DENATIONALISATION	17 588 838,00	11 820 194,09	67,20%	10 926 643,74	62,12%	74,17
4	MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA LEGISLATION ET DES DROITS DE L'HOMME	4 295 947,00	2 878 761,35	67,01%	2 413 122,49	56,17%	61,42
5	MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT	490 552,00	396 572,65	80,84%	260 213,98	53,05%	48,96
6	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE	928 352,00	622 034,64	67,00%	614 710,24	66,22%	79
7	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	17 886 817,00	7 839 422,87	43,83%	5 685 142,71	31,78%	61,04
8	MINISTERE DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	6 992 714,00	7 191 783,50	102,85%	7 088 808,30	101,37%	74,14
9	MINISTERE DE LA SANTE	34 999 243,00	31 258 008,31	89,31%	27 924 280,51	79,79%	49,82
10	MINISTERE DE L'ENERGIE, DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	45 821 812,00	40 001 796,03	87,30%	32 581 570,41	71,10%	50,39
11	MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME	4 074 345,00	2 236 861,76	54,90%	1 721 927,89	42,26%	72,04
12	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	46 209 365,00	40 251 465,94	87,11%	31 420 460,66	68,00%	60,72
13	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET LOISIRS	2 473 674,00	1 699 692,63	68,71%	1 424 130,69	57,57%	100

N° D'ordre	INSTITUTIONS / MINISTERES	PREVISION 2015 (en milliers de FCFA)	ENGAGEMENTS (en milliers de FCFA)	TAUX ENG.	ORDONNANCEMENTS (en milliers de FCFA)	TAUX ORDON.	TEP
14	MINISTERE DE LA FAMILLE, DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SOLIDARITE NATIONALE DES HANDICAPES ET DES PERSONNES DU TROISIEME AGE	2 219 588,00	1 405 083,44	63,30%	1 209 545,46	54,49%	90,96
15	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	10 412 664,00	4 370 108,10	41,97%	2 835 519,54	27,23%	59,78
16	MINISTERE CHARGE DE LA MICRO FINANCE ET DE L'EMPLOI ET DE L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES ET DES FEMMES	2 047 770,00	2 418 049,67	118,08%	3 222 249,95	157,35%	81,82
17	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS	85 192 579,00	174 254 416,62	204,54%	121 424 048,54	142,53%	59,65
18	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT CHARGE DE LA GESTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DU REBOISEMENT ET LA PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES ET FORESTIERES (MEGCCRPRNF)	10 227 724,00	7 970 612,59	77,93%	7 037 716,92	68,81%	74,16
19	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'ASSAINISSEMENT	40 119 035,00	33 917 076,45	84,54%	34 455 770,27	85,88%	55,49
20	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DES CULTES	6 080 706,00	2 983 881,46	49,07%	2 699 866,56	44,40%	71,29
21	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION, DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DE L'ADMINISTRATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	36 074 505,00	35 131 085,73	97,38%	35 007 643,98	97,04%	71,23
22	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRES (MEMP)	13 045 569,00	8 441 306,04	64,71%	7 295 192,03	55,92%	70
23	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE, DE LA RECONVERSION ET DE L'INSERTION DES JEUNES (MESFTPRIJ)	5 381 373,00	4 190 121,21	77,86%	2 067 428,87	38,42%	73
24	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE, DE LA FRANCOPHONIE ET DES BENINOIS DE L'EXTERIEUR	3 249 232,00	1 734 452,97	53,38%	1 260 837,31	38,80%	41,28
25	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ANALYSE ECONOMIQUE ET DE LA PROSPECTIVE	4 846 592,00	2 318 122,79	47,83%	2 140 342,16	44,16%	52,93

N° D'ordre	INSTITUTIONS / MINISTERES	PREVISION 2015 (en milliers de FCFA)	ENGAGEMENTS (en milliers de FCFA)	TAUX ENG.	ORDONNANCEMENTS (en milliers de FCFA)	TAUX ORDON.	TEP
26	MINISTERE L'ECONOMIE MARITIME ET DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	928 352,00	602 548,27	64,91%	484 800,67	52,22%	60,48
27	MINISTERE CHARGE DE L'EVALUATION, DES POLITIQUES PUBLIQUES DE LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DU DIALOGUES SOCIAL	728 352,00	302 280,78	41,50%	255 892,57	35,13%	64,46
28	MINISTERE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES OMD - ODD	100 000,00	89 435,94	89,44%	89 435,94	89,44%	40,91
TOTAL		405 618 515,00	428 929 341,07	105,75%	345 902 226,37	85,28%	

Source : DGPSIP/MPD (données CAA et SIGFiP édité en janvier 2015) et DPP ministères